



**CEPII**  
RECHERCHE ET EXPERTISE  
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023





# Table des matières

<b>5</b>	<b>Préface</b>
<b>7</b>	<b>Introduction</b>
<b>15</b>	<b>Les programmes scientifiques</b>
<b>15</b>	<b>ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL</b>
	Mondialisation, chaînes de valeur mondiales et entreprises multinationales
	Géopolitique et commerce international
	Commerce et environnement
	Compétitivité et spécialisation
	Bases de données, Profils et outils
	Projets hors programme de travail
<b>29</b>	<b>MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES</b>
	Retour de l'inflation, crise énergétique et dynamique des prix des matières premières
	Enjeux macroéconomiques et défis de la transition énergétique
	Changements structurels liés aux déséquilibres extérieurs et transformations du système monétaire international
	Projets hors programme de travail
<b>51</b>	<b>MIGRATIONS INTERNATIONALES</b>
	Migrations et emplois
	L'impact économique des politiques migratoires
	Migrations et opinions : analyses globales
	Migrations et normes culturelles
	L'influence des médias sur les opinions des natifs relatives aux migrants
	Migrations et comportements électoraux
<b>61</b>	<b>POLITIQUE COMMERCIALE</b>
	Commerce et politiques climatiques
	Protection et sanctions commerciales
	Commerce en Afrique
	Un réexamen des accords commerciaux régionaux
	Outils de modélisation
	Projets hors programme de travail
<b>73</b>	<b>Les publications</b>
<b>85</b>	<b>Le site internet du CEPII</b>
<b>87</b>	<b>La présence du CEPII dans les médias</b>
<b>99</b>	<b>Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII</b>
<b>101</b>	<b>Rencontres organisées par le Club du CEPII</b>
<b>103</b>	<b>Participation à des groupes de travail et comités d'experts</b>
<b>107</b>	<b>Les relations partenariales</b>





# Préface



Jean Lemierre  
Président du Conseil  
du CEPII

Les bouleversements géopolitiques et climatiques qui ont marqué l'année 2023 illustrent, s'il en était besoin, la nécessité d'un travail rigoureux d'analyse des dynamiques économiques internationales qu'ils influencent de manière croissante.

C'est ainsi que les tensions géopolitiques se sont encore amplifiées tout au long de l'année. La guerre entre l'Ukraine et la Russie a donné lieu à peu de gains territoriaux, mais de nombreux décès et d'importantes destructions matérielles. Le 7 octobre 2023, Israël a connu une attaque d'une rare violence, qui a poussé l'armée israélienne à initier une guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza, qui a, là aussi, conduit à de très nombreuses morts et d'importantes destructions. Les États-Unis et la Chine multiplient les déclarations et décisions hostiles. Il ne faut pas oublier des guerres peu médiatisées, mais d'une intensité dramatique comme la guerre civile soudanaise ou l'offensive Azéri en Nagorno-Karabakh.

L'année 2023 a aussi été l'année la plus chaude jamais enregistrée par l'Organisation Météorologique Mondiale avec une température moyenne de 1,45 degrés Celsius au-dessus du niveau de l'ère préindustrielle (1850-1900). Les océans se réchauffent et le niveau de la mer à l'échelle du globe a atteint un record. Les glaciers reculent et la banquise disparaît peu à peu en Antarctique. Les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient : cyclones, ouragans, inondations, vagues de chaleur, incendies de forêt, sécheresse persistante. Ces phénomènes affectent significativement la sécurité alimentaire de populations déjà vulnérables dans de nombreuses régions du monde.

En 2023, l'économie mondiale a connu une reprise inégale après le pic de la pandémie de COVID-19. Les États-Unis ont enregistré une croissance soutenue relativement à la zone euro, appuyée notamment par des financements publics massifs. Mais ils ont été confrontés à des tensions inflationnistes

persistantes, conduisant la Réserve fédérale à maintenir des taux d'intérêt élevés. En Europe, la guerre en Ukraine a continué d'affecter les marchés énergétiques et agricoles. L'Allemagne a été particulièrement touchée, alors que l'activité a été relativement dynamique en Espagne. Affectée par sa stratégie de zéro COVID et des problèmes dans le secteur immobilier, mais également par des difficultés plus structurelles, la Chine a affiché une croissance économique plus faible que prévu. Les économies émergentes ont été confrontées à des défis croissants, notamment l'augmentation des coûts d'emprunt et la volatilité des devises. Deux crises bancaires ont exigé l'intervention des autorités publiques : l'une aux États-Unis où la Réserve fédérale est intervenue pour protéger les déposants de la Silicon Valley Bank, de la Signature Bank, puis de la First Republic Bank ; l'autre en Suisse où l'action du gouvernement, du superviseur et de la Banque

centrale a permis d'éviter une crise de nature systémique.

En 2023, l'activité scientifique du CEPII a été particulièrement dynamique, en commerce, en politiques commerciales, en macroéconomie et finances internationales, ainsi qu'en migrations internationales. Les chercheurs du CEPII se sont distingués par leur participation à de nombreuses réunions à destination d'un large public, mais aussi des blogs, des Lettres, des "Policy Briefs" et des interventions dans les médias. Ils remplissent ainsi leur mission, qui associe recherche académique et participation au débat public. Ils contribuent aussi à actualiser et rendre disponible de nombreuses bases de données, dont la qualité est reconnue par la communauté académique internationale. C'est une mission à laquelle tous les chercheurs du centre sont attachés et dans laquelle ils sont engagés dans le long terme.



# Introduction



Antoine Bouët  
Directeur du CEPII

**E**n 2023, la marche de l'économie mondiale a encore été marquée par les conséquences de la pandémie de COVID-19. Les efforts de redressement ont progressé à des rythmes différents selon les régions. Les États-Unis ont connu une reprise vigoureuse alimentée par les mesures de soutien budgétaire aux entreprises et aux ménages alors que l'Union européenne restait en retrait et que la Chine connaissait un ralentissement significatif par rapport à la tendance antérieure. Les pressions inflationnistes se sont progressivement atténuées mais, là aussi, de manière inégale.

Les tensions géopolitiques se sont amplifiées. La guerre entre l'Ukraine et la Russie s'enlise dans un conflit meurtrier et destructeur de longue durée. Les attaques terroristes du 7 octobre et la riposte israélienne ont entraîné un conflit d'une ampleur inattendue au Moyen-Orient et qui pourrait s'étendre. La guerre civile fait rage au Soudan. Les rivalités stratégiques entre les grandes puissances, en particulier la Chine, les États-Unis, l'Union européenne et la Russie, se sont encore envenimées. Elles pèsent sur la dynamique du commerce mondial et

favorisent la multiplication d'initiatives protectionnistes.

L'année 2023 a connu également des records de chaleurs et des phénomènes climatiques (sécheresse, inondations) ou associés (incendies) d'une ampleur rare rappelant l'urgence de réduire les effets du changement climatique et de mieux en maîtriser les conséquences. Cette urgence stimule les investissements dans les énergies renouvelables, les infrastructures vertes et les technologies neutres en carbone et encourage l'innovation mais elle accélère aussi l'obsolescence de certaines industries traditionnelles.

Comme précédemment, les économistes du CEPII se sont efforcés en 2023 de mener à la fois des travaux répondant aux développements les plus récents de l'actualité économique mondiale et des recherches structurantes et inscrites dans la durée.

Ils ont notamment :

- poursuivi leurs travaux de recherche et d'expertise sur les problématiques principalement issues de quatre décennies de mondialisation et de développements technologiques :

déséquilibres macroéconomiques intra-européens et mondiaux, rôle des multinationales, évitement fiscal, transformation des chaînes de valeur, impact de la robotisation, commerce informel africain... ;

- intégré de nombreux sujets liés à la géo-économie: identification des dépendances commerciales, représailles commerciales, efficacité des sanctions commerciales contre la Russie, effets des ruptures des chaînes d'approvisionnement, bouleversement du secteur automobile, conséquences de la transition sur les marchés du travail, économie de la filière des minerais critiques...
- abordé des sujets nouveaux : verdissement de la zone de libre-échange continentale africaine, impact des règles d'origine sur la localisation de la production automobile, mesure du vote anti-mondialisation en France et impact de l'exposition au commerce international sur ce vote, effet des régularisations des sans-papiers.

Les économistes du CEPII ont également investi dans le développement de leurs outils d'analyse. Le modèle MIRAGE a une nouvelle fois fait l'objet d'améliorations significatives : introduction des énergies renouvelables, modélisation des différents gaz à effet de serre et des politiques climatiques, utilisation de la nouvelle base de données GTAP-11. Des bases de données ont été enrichies ou actualisées : taux de change d'équilibre, droit de douane, commerce international et commerce intérieur, profils pays, élasticités de commerce, .... Une nouvelle base de données, prometteuse, est en

construction. Elle regroupe les bilans des banques centrales depuis 1950 pour l'ensemble des pays avancés, émergents et en développement. De nouveaux modèles ont été construits ou sont en construction (modèle de "sudden-stop" pour une cartographie des risques dans les pays émergents, modèle reliant taux d'intérêt et volatilité des prix des matières premières).

En 2023, le suivi des questions émergentes et des politiques économiques s'est traduit par de nombreuses conférences (40 y compris celles du *Club du CEPII*, voir annexe 4) et de multiples interventions publiques : notre site internet fait l'objet d'une intense fréquentation (plus de 492 325 pages vues et plus de 417 723 visites, en hausse de 38 % par rapport à l'année précédente, voir annexe 2).

En 2023, les travaux de recherches et les propos des économistes du CEPII ont été cités 1 730 fois dans les médias, un chiffre en hausse de 2 % par rapport à l'année précédente à indicateur comparable (voir annexe 3).

En 2023, les économistes du CEPII ont continué de publier dans des revues académiques à comité de lecture : 17 publications, soit un niveau proche de la moyenne 2020-2021-2022. Le maintien d'un nombre important de publications dans des revues académiques de qualité est un gage de crédibilité scientifique du centre.

Ce rapport d'activité suit la division habituelle par programme scientifique du CEPII puis, au sein de chacun, par projet.



## ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Au-delà des sollicitations liées à l'actualité internationale en 2023, les activités du programme ACI se sont réparties entre les travaux d'étude et de recherche et le développement et la mise à jour des bases de données. Le rythme de publication des économistes du programme s'est maintenu à un niveau soutenu cette année avec trois articles publiés dans des revues à comité de lecture, dix documents de travail, une *Lettre du CEPII* et trois *Policy Briefs*.

Plusieurs projets ont abouti cette année permettant d'approfondir les axes structurant du programme de travail sur l'analyse du rôle des multinationales dans la mondialisation et la transformation des chaînes de valeur mondiales et les enjeux de compétitivité. Dans la lignée de nos travaux précédents sur le secteur, nous avons analysé la situation du secteur automobile européen soumis au double choc du passage à l'électrique et de la concurrence chinoise. Sur l'évitement fiscal des multinationales, de nouveaux approfondissements ont permis de mieux comprendre quels types d'entreprises étaient le plus susceptibles de mettre en œuvre des schémas fiscaux agressifs. L'analyse des caractéristiques des chaînes de

valeur et de leurs conséquences pour la transmission des chocs entre pays s'est poursuivie dans deux directions : par l'étude de la transmission des innovations entre filiales d'un même groupe et par l'impact de la robotisation sur le positionnement des pays au sein des chaînes de valeur mondiales.

Les travaux sur la géo-économie ont par ailleurs continué à monter en puissance dans le programme, avec des projets sur l'identification des dépendances sur les produits stratégiques et les représailles dans les conflits commerciaux. L'étude des déterminants du vote anti-mondialisation a par ailleurs permis de mettre en lumière la dimension régionale des impacts de la mondialisation.

Sur l'aspect de mesure de la mondialisation, le travail moins visible mais fondamental de développement et de mise à jour de nos bases de données s'est poursuivi. La base de données GVC-V permettant de mesurer l'évolution des chaînes mondiales de valeur a été développée et mises en ligne cette année. La mise à jour et l'entretien des bases BACI, Chelem, TradeProd et des Profils du CEPII ont par ailleurs été réalisés.

## MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

Les travaux du programme de recherche MFI se sont articulés cette année autour de quatre axes : les bouleversements macroéconomiques causés par la crise énergétique ; les enjeux monétaires et financiers liés

au retour de l'inflation ; les enjeux macroéconomiques et les défis de la transition énergétique ; les changements structurels liés aux déséquilibres extérieurs et les transformations du système monétaire international.

Un premier axe de recherche s'est intéressé aux bouleversements macroéconomiques causés par la crise énergétique. L'équipe MFI a quantifié l'impact du pouvoir de marché des entreprises sur le degré de transmission du choc énergétique aux prix de vente dans l'industrie. Il est montré que plus les entreprises d'un secteur donné ont un pouvoir de marché élevé, plus le taux de transmission est important. Celui-ci peut même excéder 100 %, c'est-à-dire que les entreprises de certains secteurs sont en mesure de répercuter dans leurs prix de vente davantage que la hausse initiale des coûts énergétiques. L'équipe MFI a également travaillé sur les effets des variations des prix de l'énergie sur les tissus productifs des pays européens. À cet égard, une première étape a consisté à construire une base de données des prix de l'énergie au niveau sectoriel sur la période 1978-2022 pour une vingtaine de pays. Un modèle a par ailleurs été construit afin d'expliquer les liens entre les taux d'intérêt et la volatilité des prix des matières premières. Il s'est agi plus précisément d'analyser la façon dont le niveau des taux d'intérêt affecte les incitations des spéculateurs à détenir des stocks de matières premières, ces derniers étant un déterminant important du niveau et de la volatilité des prix des matières premières. En lien avec la crise énergétique, un travail s'est penché sur les échappatoires – macroéconomiques, commerciales et financières – mises en place par la Russie afin de contrer les sanctions occidentales. L'Inde, la Chine et la Turquie ont ainsi offert des débouchés aux exportations russes. La Chine a en outre fourni à la Russie des moyens de contourner les

sanctions au niveau financier et de dédollariser son économie.

En deuxième lieu, le programme de recherche MFI a développé des travaux sur les enjeux monétaires et financiers liés au retour de l'inflation, et notamment les risques associés. Une analyse a notamment souligné que les vulnérabilités financières dans les pays avancés étaient symptomatiques des fragilités des modèles de croissance ayant émergé depuis les années 1980, favorisant l'endettement et les booms immobiliers au détriment de l'innovation et des tissus productifs locaux. Un travail de cartographie des risques dans les pays émergents a été entamé, avec une attention particulière accordée aux fragilités engendrées dans les pays émergents par les évolutions des politiques de prêts chinois. L'équipe MFI a également cherché à mieux comprendre comment les banques centrales ajustent leur bilan à des chocs économiques majeurs, en particulier liés aux marchés financiers internationaux. À cet effet, une base de données portant sur les bilans des banques centrales depuis 1950 pour l'ensemble des pays avancés, émergents et en développement est en cours de construction. Par ailleurs, un travail a été mené concernant les enjeux financiers des pertes des banques centrales : l'analyse en étudie notamment les causes, en comparant la situation actuelle avec la précédente hausse importante des taux d'intérêt des banques centrales au cours des années 1980, et discute les conséquences financières et politiques de ces pertes.

En troisième lieu, le programme de recherche MFI a analysé les enjeux macroéconomiques de la transition



énergétique. Dans le prolongement des travaux menés par l'équipe sur les minerais et métaux stratégiques, une étude en voie de finalisation a permis de reconstruire les chaînes de valeurs relatives aux minerais et aux métaux, et leurs évolutions au cours du temps, avec une attention toute particulière portée au cas des batteries lithium-ion. Elle met en évidence la position dominante de la Chine à toutes les étapes de la chaîne de valeur, et détaille la stratégie qu'elle a mise en place afin d'y parvenir. Une étude dédiée à l'effet du changement climatique sur le risque souverain dans les économies exportatrices de matières premières a également été initiée : une base de données sur ces pays a été assemblée, permettant la construction de différents indicateurs du changement climatique, et les estimations économétriques sont en cours. D'autres travaux ont visé à mieux comprendre la façon dont les marchés du travail réagissent face à des changements de grande ampleur nécessitant des réallocations sectorielles, à l'image de ce que pourrait engendrer la transition écologique. L'analyse des plans sociaux intervenus dans l'industrie ces 20 dernières années a permis d'apporter un éclairage sur les difficultés d'ajustement du marché du travail français : ces plans sociaux n'ont en effet pas conduit à des réallocations de main-d'œuvre bénéfiques pour les économies locales (les salariés qui retrouvent un emploi travaillent dans des entreprises moins créatrices de valeur, et avec des taux d'investissement plus bas), et ont affecté durablement les zones d'emplois (ces dernières connaissent par la suite moins de créations d'entreprises et un taux de chômage plus élevé). Un travail

de modélisation de la transition énergétique et des dynamiques d'ajustement du marché du travail a également été engagé afin de quantifier les effets des réallocations sectorielles sur le marché du travail et d'anticiper les conséquences des différentes politiques visant à initier la transition. Un vaste projet a enfin porté sur les liens historiques entre les différentes étapes de développement du capitalisme et le dépassement des limites planétaires. L'analyse met notamment en évidence l'importance, pour comprendre la crise écologique actuelle, d'analyser les soubassements physiques et naturels du capitalisme.

Enfin, le programme de recherche MFI a étudié les effets des déséquilibres extérieurs sur les structures de production et les transformations du système monétaire international. Un travail économétrique a été consacré à l'impact des mésalignements de change – c'est-à-dire à l'écart entre le taux de change observé et sa valeur d'équilibre – sur la croissance économique en montrant le caractère non optimal de ces mésalignements : seules des sous-évaluations limitées dans les pays en développement sont positivement corrélées à une plus forte croissance économique. Les effets des régimes de change sur les dynamiques productives ont également été étudiés : les résultats soulignent notamment un impact négatif du régime de change fixe sur la taille du secteur manufacturier dans les économies les moins avancées, économies dans lesquelles les importations facilitées par le régime de change tendent à phagocyter l'appareil productif national. Une autre étude empirique a porté sur les liens entre les déficits courants et les

inégalités de revenus, et montre que, si une augmentation des inégalités génèrerait en moyenne une dégradation du compte courant dans les pays développés (cas des États-Unis par exemple), elle n'avait pas d'impact significatif lorsque l'échantillon était élargi aux pays émergents et en développement. Enfin, plusieurs travaux ont analysé les transformations en cours du système monétaire international. Une analyse a ainsi porté sur

les caractéristiques de la nouvelle architecture financière internationale, qui tend à marginaliser les institutions du multilatéralisme financier, et sur les conséquences de ces évolutions. Un travail est également en cours sur les enjeux géopolitiques de la détention des réserves de change, selon que les banques centrales les détiennent sous forme de dépôts dans les banques étrangères ou de titres financiers achetés sur les marchés.

## MIGRATIONS INTERNATIONALES

En 2023, les travaux du CEPII relatifs aux migrations internationales ont porté sur l'impact de ces dernières sur l'emploi et les salaires, l'analyse des effets des politiques migratoires et les interactions entre opinions publiques et migrations. Ces travaux ont notamment mis en lumière :

1. des effets différenciés sur l'emploi et les salaires des natifs en fonction de leur niveau de qualification ;
2. des effets positifs de la régularisation des sans-papiers de 1981 en France pour les salaires des natifs peu qualifiés et l'ensemble de l'économie ;
3. le rôle déterminant de l'âge et du niveau d'éducation dans la formation des opinions relatives aux migrations ;
4. la réduction avec le temps des différences d'opinion entre natifs et immigrés sur certaines grandes questions de société (mais pas toutes) ;
5. le rôle polarisant des médias sur les opinions relatives aux migrations, sans réel impact sur leur orientation ;
6. l'absence de lien causal entre migrations et délinquance, sauf de manière limitée sur les atteintes à la propriété, mais un fort décalage entre la réalité et la perception de cette question ;
7. le lien entre les migrations illégales et certaines décisions de justice concernant les citoyens ayant la même origine que les migrants ;
8. le transfert de voix des partis populistes de gauche vers les partis populistes de droite induit par les migrations peu qualifiées.

## POLITIQUES COMMERCIALES

Le programme de travail "Politiques commerciales" a été à nouveau fortement sollicité en 2023, en raison des tensions géopolitiques

mondiales, du retour en force des politiques commerciales défensives et de la montée en régime des politiques climatiques aux ambitions et



outils différents d'un bloc commercial à l'autre. La réponse apportée par le CEPII couvre ces différents champs mais a été contrainte par le manque de moyens humains. Un projet a été abandonné et plusieurs projets se sont ajoutés au programme de travail initial pour répondre à la demande. Les résultats sont présentés ci-dessous selon une logique de présentation thématique, en respectant toutefois la numérotation du programme de travail examiné par le Conseil.

Un premier ensemble de résultats concerne les questions ayant trait à la politique climatique, aux structures douanières et à l'impact économique des différences d'engagement en matière de décarbonation des différentes économies. Le deuxième

ensemble de travaux s'intéresse aux sanctions commerciales et aux politiques commerciales défensives. Le troisième thème concerne le commerce en Afrique, envisagé à la fois du point de vue de l'intégration commerciale et de la corruption douanière. Un quatrième bloc de travaux procède à un réexamen des accords commerciaux, notamment ceux signés par l'UE, en s'intéressant particulièrement aux clauses autres que la baisse des droits de douane. La présentation se termine par les travaux méthodologiques relatifs à la modélisation et aux bases de données qui constituent la base sur laquelle s'appuient de nombreux travaux du programme PC.

Un second ensemble de résultats concerne le commerce en Afrique.



# Programme scientifique

## Analyse du commerce international

### MONDIALISATION, CHÂÎNES DE VALEUR MONDIALES ET ENTREPRISES MULTINATIONALES

#### EFFET DE LONG TERME DES RUPTURES DE CHAINES D'APPROVISIONNEMENT

Le projet de recherche initialement prévu a été mis de côté en 2023 au profit d'un travail documentant l'évolution du marché automobile, à paraître au premier semestre 2024. Le secteur automobile européen est en effet soumis à un double choc : le passage au véhicule électrique à l'horizon 2035, définitivement voté en 2023, et l'émergence de la Chine comme premier exportateur mondial de véhicules en l'espace de quelques années. Dans cette perspective, nous analysons les spécificités du secteur automobile et des stratégies d'accès au marché, en mobilisant des données détaillées de production et de vente par modèle utilisées dans nos projets de recherche sur la question.

Nous montrons que le marché automobile est avant tout local ou continental, peu de modèles étant vendus sur de longues distances. La géographie des ventes automobiles varie grandement selon que l'on considère le pays d'assemblage ou le pays de nationalité de la marque, ce qui montre l'importance des investissements directs à l'étranger (IDE) et de l'assemblage local dans l'accès aux marchés étrangers. L'exemple des marques japonaises et coréennes dans les années 2000 et 2010 montre que les ventes sur les marchés européen et nord-américain se font principalement via des IDE, en particulier pour les modèles les plus vendus. En comparaison, les modèles électriques chinois les plus vendus, Polestar 2 ou MG4, ont des ventes équivalentes au seuil que nous identifions au-delà duquel les IDE sont réalisés. Les marchés

*Thierry Mayer, Vincent Vicard,  
Pauline Wibaux*



thermiques et électriques présentent pour l'instant des caractéristiques similaires en terme de coûts au commerce ; les avantages comparatifs semblent évoluer rapidement dans le secteur électrique, notamment concernant la Chine qui est déjà dominante sur les batteries.

#### Référence :

"Will Chinese Auto Export Boom Transform into Local Production in Europe?", Thierry Mayer, Vincent Vicard et Pauline Wibaux, *CEPII Policy Brief*, n° 45, juin 2024.

Camilo Umana Dajud,  
Vincent Vicard

### LA RÉACTION DES MULTINATIONALES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES DURANT LA CRISE SANITAIRE

Ce projet étudie les stratégies d'adaptation des Entreprises Multinationales (EMN) face à la crise du COVID-19, en se concentrant notamment sur les ajustements en termes d'emploi et de ventes au sein de leurs réseaux de filiales à travers différents marchés. Une grande partie des chaînes de valeur mondiales étant coordonnée par ces entreprises, il est essentiel d'analyser comment elles réagissent aux chocs pour comprendre l'impact de leur intégration dans les chaînes de valeur sur les territoires. Bien que les filiales détenues par des multinationales soient souvent plus productives, leur mobilité accrue et une susceptibilité plus élevée à la faillite nécessitent une attention particulière. Les décisions de ces entreprises concernant les licenciements ou les investissements tendent à privilégier les filiales proches géographiquement du siège social, ce qui peut influencer la volatilité de l'emploi et la réaction aux chocs à l'échelle régionale ou nationale. Cette étude vise à approfondir notre compréhension de la manière dont les EMN ajustent leurs activités en réponse aux chocs, en tenant compte de leur statut, de leur nationalité, et de leur localisation, tout en examinant les performances de leurs établissements durant la crise de la Covid-19.

La phase initiale du projet a été dédiée à la collecte de données ORBIS, une base de données complète recensant les entreprises à l'échelle mondiale et fournissant des informations sur les ventes, l'emploi, ainsi que sur les structures de propriété, parmi d'autres variables. L'étendue de couverture d'ORBIS, touchant de nombreux pays et variables, a exigé un effort considérable pour identifier les variables les plus pertinentes pour notre analyse. Les données ont été consolidées pour créer un ensemble de données concernant les firmes EMN et leurs filiales, couvrant un large éventail de pays. La seconde phase du projet se consacrera à l'analyse pour une publication d'un document de travail en 2024.

### COMPLEXITÉ DES MULTINATIONALES ET ÉVITEMENT FISCAL

L'ampleur de l'évitement fiscal des entreprises multinationales est aujourd'hui bien documentée au niveau mondial et pour des pays comme la France, y compris par des projets passés du CEPII. La

Vincent Vicard, en collaboration  
avec Manon François (PSE,  
Université Paris-1 Panthéon  
Sorbonne)



question de savoir quelles sont les entreprises les plus susceptibles de mettre en place de telles stratégies fiscales reste pour sa part relativement peu explorée. Ce projet analyse une dimension d'hétérogénéité dans l'organisation des entreprises multinationales, l'organisation des liens de détention du réseau de filiales, et pose la question : la complexité de la structure de propriété des entreprises multinationales sert-elle l'évitement fiscal ?

Les entreprises multinationales organisent leurs chaînes de production au travers de dizaines, voire de centaines de filiales dans différents pays, détenues directement ou indirectement par la maison mère. Cette structure de détention peut être horizontale, la maison détenant directement les filiales, ou plus complexe avec des entreprises intermédiaires localisées notamment dans des paradis fiscaux. Au-delà des considérations d'organisation de leur production, des structures plus complexes peuvent créer de l'opacité et faciliter l'exploitation des failles des règles fiscales internationales. L'analyse des comportements de transfert de profit de filiales de groupes multinationaux plus ou moins complexes repose sur des données de bilan d'entreprise de la base Orbis pour les pays européens. Les résultats économétriques montrent que complexité des structures de détentions des filiales et stratégies d'évitement fiscal sont complémentaires. La complexité au niveau du groupe apparaît être la source d'hétérogénéité dans le comportement des multinationales, au-delà de leur taille ou de leur empreinte géographique ou sectorielle. Au final, seules les entreprises multinationales suffisamment complexes transfèrent des profits vers leurs filiales localisées dans des pays à bas niveau de taxation.

#### Références :

"The complexity of multinational enterprises and tax avoidance", Manon François et Vincent Vicard, *CEPII Working Paper*, n° 2023-04.

"Seules les multinationales suffisamment complexes font de l'évitement fiscal", Manon François et Vincent Vicard, *La Lettre du CEPII*, n° 434, février 2023.

#### LA TRANSMISSION DES CONNAISSANCES ENTRE PAYS AU SEIN DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

Ce projet s'intéresse aux transferts de connaissance au sein des chaînes de valeur mondiales, par l'intermédiaire des réseaux de filiales des entreprises multinationales. Par leur présence dans plusieurs bassins d'emploi, les entreprises multinationales peuvent favoriser le transfert de technologies entre régions et entre pays. L'objectif de ce projet est de mesurer la diffusion de technologie au sein du réseau de filiales d'une même entreprise multinationale et d'étudier ses implications pour la productivité et la croissance dans leurs bassins d'activité.

Ce projet combine des données détaillées sur les réseaux de filiales des multinationales et des données bibliographiques couvrant la totalité des brevets dans le monde (PATSTAT) pour reconstruire le réseau

*Gianluca Santoni, Farid Toubal,  
en collaboration avec Peter  
Egger (ETH Zurich) et Giulio  
Vannelli (Université Paris-  
Dauphine)*



*Pierre Cotterlaz, Deniz Ünal, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France) et Aude Sztulman (Université Paris Dauphine - PSL)*

*Pierre Cotterlaz, Gianluca Santoni, Vincent Vicard, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France) et Daria Taglioni (Banque mondiale)*

spatial des innovations d'une entreprise et son évolution dans le temps. Ce projet a donné lieu à un rapport pour la Commission européenne en décembre 2023 dans le cadre du projet européen Horizon 2021 RETHINK-GSC. Les résultats obtenus seront approfondis et structurés sous la forme d'un document de travail pour soumission à une revue scientifique dans le courant de l'année 2024.

### MESURER L'ÉVOLUTION DES CHÂÎNES DE VALEUR MONDIALES

Ce projet visait à produire des séries de commerce en volume par stade de production permettant de suivre l'évolution des chaînes de valeur internationales à travers le commerce de produits intermédiaires (et en particulier des pièces et composants). Un tel indicateur de suivi de l'évolution des chaînes mondiales de valeur présente l'intérêt d'être plus rapidement actualisé que les indicateurs habituellement utilisés basés sur les tableaux entrée-sortie mondiaux disponibles avec plusieurs années de retard.

Obtenir l'évolution du commerce en volume nécessite de calculer des indices de prix à partir des valeurs unitaires en mobilisant les bases de données du CEPII (WTFC et BACI). Ces indices de prix calculés par stade de production sont utilisés pour déflater les séries de commerce en valeur. Les données ont été produites en 2023 ainsi qu'une notice technique, et ont été mises en ligne sur le site du CEPII. Un document de travail présentant les principaux enseignements de ces données sur l'évolution récente des chaînes mondiales de valeur dans un contexte d'inflation élevée est en cours de rédaction pour une publication en 2024.

#### Références :

Base de données GVC-V et documentation.

### OBSERVATOIRE DE LA MONDIALISATION

Ce projet vise à développer des outils de suivi des évolutions récentes de la mondialisation. Une première dimension vise à développer un outil de suivi conjoncturel et d'analyse du commerce international, à partir des données mensuelles de commerce de bien collectées par l'ITC. Il s'agit d'un projet commun réunissant le CEPII, la Banque mondiale et l'ITC, pouvant être utilisé dans plusieurs applications des trois institutions. Ce travail doit fournir une décomposition du commerce international basée sur une équation de gravité structurelle, estimée à partir des flux commerciaux mensuels au niveau du pays, du produit et du partenaire. Un site web dédié devrait être développé pour présenter les principaux résultats de l'analyse avec des mises à jours régulières.

Le projet n'est pas encore entré dans sa phase opérationnelle en 2023. S'agissant d'un projet commun au CEPII, à la Banque mondiale et à l'ITC, il nécessite un accord formel préalable entre les parties, que les services juridiques des différentes institutions sont en train de finaliser par un Memorandum of Understanding.



## GÉOPOLITIQUE ET COMMERCE INTERNATIONAL

### CONFLITS ET COOPÉRATION DANS LES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

La montée des tensions internationales ces dernières années s'est traduite par un recours accru aux mesures protectionnistes, elles-mêmes suivies par des mesures de rétorsion. Cependant, certaines barrières commerciales peuvent être considérées comme coopératives si leur mise en place correspond au cadre légal de l'OMC. C'est le cas lorsqu'elles sont utilisées pour répondre à des chocs économiques, comme une augmentation soudaine des importations. Ces mesures coopératives devraient donc être moins remises en cause par les membres de l'OMC, que ce soit via le mécanisme de règlement des différends, ou par des représailles directes.

Ce projet questionne l'usage coopératif de la politique commerciale des pays membres de l'OMC, entre 1989 et 2019, en analysant l'utilisation des droits anti-dumping. Les résultats montrent que les États-Unis ainsi que l'Union Européenne utilisent les droits anti-dumping de manière coopérative sur la période, mais ce n'est pas le cas pour les pays tels que l'Australie, le Brésil, le Canada, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Corée du Sud, le Mexique, la Turquie et l'Afrique du Sud. L'étude des réponses aux barrières commerciales étatsuniennes et européennes montre que, sur la période 1995-2019, les droits anti-dumping dits coopératifs étatsuniens sont reconnus comme tels, et font face à moins de différends et à moins de représailles commerciales. Au contraire, les mesures européennes coopératives font face à plus de différends. Ces résultats appellent à une analyse plus approfondie pour comprendre cette différence de traitement. Un document de travail est en cours de rédaction pour une publication au premier semestre 2024.

### INTÉGRATION RÉGIONALE ET DÉPENDANCES COMMERCIALES : GÉOÉCONOMIE DES ÉLARGISSEMENTS EUROPÉENS

Les différentes phases d'élargissement européen ont réorienté dans une large mesure les flux de commerce des nouveaux entrants et des membres existants, façonnant ainsi d'ores et déjà les relations de dépendance entre pays par le commerce. Cette nouvelle géographie des échanges peut être évaluée. Au travers des outils modernes des modèles d'économie spatiale quantitative, on peut calculer quel aurait été le sort du commerce et de la production dans une série de scénarios sans élargissement. Il sera alors possible de voir à quel point le processus européen a contribué à réduire la dépendance des pays bénéficiaires de l'élargissement vis à vis de partenaires comme la Russie (particulièrement pour les élargissements de 2004 à 2013).

Ce projet permettra également d'étendre nos outils de modélisation basés sur les nouveaux modèles quantitatifs de commerce internatio-

*Pauline Wibaux, en collaboration avec Meredith Crowley (Cambridge University)*

*Gianluca Santoni, Thierry Mayer, Vincent Vicard*



Vincent Vicard, Pauline Wibaux

nal, en mobilisant les modèles utilisés dans des projets précédents, de façon à développer un outil flexible et simplifié de modélisation du commerce international et d'analyse contrefactuelle. Le projet a été retardé du fait d'autres priorités des économistes engagés et devrait être lancé au second semestre 2024. Il exploitera une nouvelle version de la base de données TradeProd, qui sera mise à jour et étendue au cours du premier semestre 2024.

#### Référence :

"The CEPII Trade and Production Database", Thierry Mayer, Gianluca Santoni et Vincent Vicard, *CEPII Working Paper*, n° 2023-01, janvier.

### VULNÉRABILITÉS COMMERCIALES : DE NOUVEAUX RISQUES OU UN NOUVEL ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ?

Au lendemain de la pandémie de COVID-19, la Commission européenne a présenté un premier bilan d'analyse des dépendances stratégiques de l'Europe, afin d'identifier les produits pour lesquels l'UE est dépendante de fournisseurs étrangers dans des secteurs stratégiques. Ce premier exercice a permis d'identifier 137 produits pour l'année 2018, analyse ensuite prolongée dans un second rapport en 2021 pour l'année 2019, présentant certaines divergences sur les produits identifiés. Ces résultats posent la question du choix des critères quantitatifs utilisés pour définir les produits dépendants et de l'évolution dans le temps de ces dépendances.

Dans un premier temps, ce projet utilise la méthodologie de la Commission européenne pour analyser l'émergence et l'évolution des dépendances stratégiques de l'Union européenne. Il identifie les produits dépendants pour la période 1996-2019, ce qui permet d'étudier l'évolution du nombre de produits identifiés et leur persistance dans le temps, mais aussi leur répartition dans les différents secteurs de l'économie européenne. L'utilisation de flux de commerce bilatéraux (de la base CEPII-BACI) nous permet également de prendre en compte la géographie de ces dépendances, en observant l'évolution des pays fournisseurs des produits. Dans un deuxième temps, puisqu'il n'existe pas de définition claire des vulnérabilités commerciales, le projet étudie la sensibilité de la liste des produits définis en fonction des différents critères utilisés. Les résultats montrent une relative stabilité du nombre de produits dépendants pour l'UE, mais un basculement vers la Chine comme principale origine de ces dépendances. L'analyse temporelle montre également une volatilité importante des produits identifiés d'une année sur l'autre.

#### Références :

"EU Strategic Dependencies: A Long View", Vincent Vicard et Pauline Wibaux, *CEPII Policy Brief*, n° 41, juin 2023.

"Les dépendances stratégiques de l'Union européenne sur longue période", Vincent Vicard et Pauline Wibaux, *Futuribles*, n° 457, novembre-décembre 2023.



## COMMERCE ET ENVIRONNEMENT

### TRANSPORT ET COMMERCE INTERNATIONAL

Le transport international de marchandises a récemment connu des bouleversements profonds : baisse du fret aérien lors de la crise de la Covid19, prix élevé de l'énergie, augmentation de la dépendance vis-à-vis de points névralgiques (canal de Suez, Panama) ou course aux investissements portuaires. Ces événements ont mis en lumière le caractère central du secteur du fret international, qui reste pourtant peu étudié en tant que tel dans la littérature en commerce international. Les problématiques dans ce secteur sont nombreuses et touchent également l'environnement. En effet, le secteur du transport international est déjà responsable d'une partie significative des émissions mondiales de CO2 aujourd'hui et une forte augmentation de cette part est prévue pour 2050 sans réforme majeure.

Le travail réalisé en 2023 a consisté en une revue de littérature sur la question du transport maritime. Un policy brief synthétisant les différentes problématiques sur ce sujet est en cours de rédaction. Parallèlement à ce travail, un état des lieux des différentes sources de données et méthodologies existantes pour estimer les émissions liées au transport a été effectué afin de proposer une contribution dans un projet européen Horizon sur le commerce et l'environnement.

### LA DYNAMIQUE DES ÉMISSIONS DE GES INCORPORÉES AU COMMERCE INTERNATIONAL

Le commerce international permet une dissociation des lieux de production et de consommation et génère donc un écart entre émissions de gaz à effets de serre (GES) liées à la consommation et à la production sur le sol national (empreinte carbone dans le premier cas, inventaire carbone dans le second). Ce projet étudie la dynamique de ces échanges de GES, en se concentrant sur la France. Les résultats pointent une situation très particulière pour la France. Du fait d'émissions par habitant plus faibles que pour d'autres pays de même niveau de développement et de forts déséquilibres commerciaux, la part des émissions importées, à un tiers de l'empreinte, y est beaucoup plus importante que chez ses partenaires. Nous montrons que cette part augmente au cours du temps, tirée par l'ouverture commerciale et la réorientation des flux de commerce vers des pays dont les processus de production sont plus émetteurs. Cette forte dépendance au reste du monde pour son empreinte implique qu'une partie importante de la réduction de l'empreinte sur la période récente s'explique par la baisse de l'intensité émissive de ses partenaires (Chine et Allemagne). Un document de travail est en cours de rédaction pour une publication courant 2024.

*Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard*

*Pierre Cotterlaz, Christophe Gouel*



## COMPÉTITIVITÉ ET SPÉCIALISATION

Pierre Cotterlaz, Farid Toubal,  
Ariell Reshef, Vincent Vicard

### LA CO-LOCALISATION DES ACTIVITÉS DE R&D ET DE PRODUCTION AU SEIN DES ENTREPRISES SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Les choix de localisation des multinationales sur le territoire français font apparaître une surreprésentation des activités de service amont et aval (R&D, conception, marketing...) par rapport aux activités de production (à l'image de pays comme les États-Unis). Cette dissociation géographique des activités par fonction au sein des chaînes de valeur mondiales pose la question de leurs potentielles interactions au sein d'un territoire. Pour la R&D par exemple, la proximité aux activités de production peut être nécessaire pour accompagner le développement des produits, mais également favoriser la conception de nouveaux. Ce projet propose d'aborder cette question par le prisme de la localisation des activités des entreprises sur le territoire français, au sein de leurs différents établissements ou filiales pour les groupes.

La richesse des données françaises permet d'identifier la fonction des salariés et leur répartition, tant au sein des établissements qu'entre bassins d'emploi en France, information qui n'est pas disponible à ce niveau de détail au niveau international. Ce projet mobilise les informations de la base DADS permettant de mesurer la distribution des activités au sein de l'entreprise sur l'ensemble du territoire français. Les résultats déjà obtenus montrent que les entreprises tendent à colocaliser la production et la R&D dans le même établissement, ce qui suggère des mécanismes d'interactions positives entre ces deux activités. L'étude doit être finalisée en 2024 par la publication d'un document de travail et d'une *Lettre du CEPII*.

Ariell Reshef, Gianluca Santoni

### LE RÔLE DE LA ROBOTISATION DANS LA STRUCTURE DU COMMERCE : ADOPTION, DIFFUSION DANS L'ÉCONOMIE ET SPÉCIALISATION

Ce projet s'inscrit dans le prolongement des travaux du CEPII sur l'impact de l'automatisation et sa transmission par le biais du commerce international. Il analyse comment la robotisation et l'adoption des technologies de l'information et de la communication affectent les spécialisations des économies, directement par leur impact sur les coûts de production et indirectement à travers les chaînes de valeur mondiales.

La première étape a consisté à estimer l'impact de ces technologies sur la compétitivité dans les activités amont des chaînes de valeur en utilisant une approche gravitaire traditionnellement utilisée en commerce international. Ces estimations seront ensuite utilisées pour évaluer comment les réductions de coûts induites par l'automatisation se propagent au niveau mondial à travers les chaînes de valeur. La propagation des chocs de prix et de productivité sur des horizons à court et moyen terme peut ensuite être calculée en utilisant des modèles d'entrées-sorties adaptés à cet effet. Cela permet de mesurer les effets totaux de l'automatisation sur la compétitivité industrielle de chaque



pays et secteur. Ce projet a donné lieu à la publication d'un article dans une revue à comité de lecture et d'un rapport pour la Commission européenne soumis en décembre 2023 (dans le cadre du projet européen Horizon 2020 PILLARS). Au cours de l'année 2024, les résultats obtenus seront structurés sous la forme d'un document de travail.

#### Références :

"Automation, Global Value Chains and Functional Specialization", Lionel Fontagné, Ariell Reshef, Gianluca Santoni et Giulio Vannelli, *CEPII Working Paper*, n° 2023-05, mars.

"Automation, Global Value Chains and Functional Specialization", Lionel Fontagné, Ariell Reshef, Gianluca Santoni et Giulio Vannelli, *Review of International Economics*, octobre 2023.

### EMPLOI ET DÉPENSES DANS LES SERVICES DE SANTÉ ET D'ACTION SOCIALE : UNE ANALYSE COMPARATIVE AU SEIN DE L'OCDE

Laurence Nayman, Deniz Ünal

Ce projet propose une analyse comparée entre pays de l'OCDE de la structure de l'emploi par secteur, avec une attention particulière aux services de santé et d'action sociale. En 2023, un premier volet détaille les évolutions des pays européens et des États-Unis pour trois grands secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et plus particulièrement pour le secteur manufacturier et celui des services aux entreprises. Une analyse par quartiles des variations des niveaux d'emploi a été réalisée en distinguant deux sous-périodes (2000-2010 et 2010-2022). Les performances de l'emploi dans les pays considérés ont pu être relativisées en tenant compte de l'externalisation de la production manufacturière et donc de la demande adressée par le secteur manufacturier aux principaux secteurs des services aux entreprises. Le projet a pris du retard et devrait donner lieu à un panorama du CEPII au premier semestre 2024.

### POPULISME ET COMMERCE INTERNATIONAL

Antoine Bouët, Anthony Edo,  
Charlotte Emlinger

La mondialisation commerciale modifie-t-elle les votes des Français par le biais de son impact sur le marché du travail ? Depuis l'élection présidentielle de 1981, la part des votes qui s'expriment à l'encontre de la mondialisation a nettement progressé en France. Une part de cette progression est imputable à l'accroissement de la concurrence induite par la hausse des importations de biens. C'est vrai pour les importations de biens finals, mais pas pour les importations de biens intermédiaires, une plus forte exposition de l'emploi national à ces importations, complémentaires de certains pans de l'activité économique, réduisant au contraire la part des votes opposés à la mondialisation. De même, les exportations ont contenu la montée des votes anti-mondialisation via leurs effets potentiellement bénéfiques sur le tissu économique des territoires concernés. Les principaux résultats économétriques étant



maintenant stabilisés, ce projet sera finalisé en 2024 par la publication d'un document de travail.

**Référence :**

"Vote anti-mondialisation : des importations qui le favorisent, des exportations qui le freinent" Antoine Bouët, Anthony Edo et Charlotte Emlinger, *La Lettre du CEPII*, n° 445, mars 2024.

## BASES DE DONNÉES, PROFILS ET OUTILS

Pierre Cotterlaz, Laurence  
Nayman, Deniz Ünal

### CHELEM

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale mises à disposition sur DBnomics. En 2023, ses trois bases ont été réactualisées. Des indicateurs liant les 3 bases ont été calculés et mis en ligne sur le site de DBnomics.

**Références :**

Base de données CHELEM – CIN (Commerce international), BAL (Balance des paiements), PIB (Populations, PIB en valeur, en volume et en volume PPA, taux de change).

Indicateurs liant les 3 bases.

"Base de données sur l'économie mondiale", Pierre Cotterlaz, *in L'économie mondiale 2024*, La Découverte, septembre 2023.

Pierre Cotterlaz

### BACI - TUV - WTFC

BACI est une base de données sur le commerce bilatéral de plus de 200 pays, désagrégé par produit à un niveau très fin (SH à 6 chiffres, soit plus de 5000 produits). Une procédure d'harmonisation est appliquée aux valeurs et aux quantités de la base Comtrade des Nations Unies. En 2023, la base a été mise à jour pour couvrir la période 1989-2021. La mise à jour des bases TUV et WTFC a été temporairement suspendue pour prioriser d'autres projets.

**Références :**

BACI, base de données.

Pierre Cotterlaz

### GRAVITY

La base Gravity rassemble l'ensemble des données (commerce, PIB, population, distance physique et culturelle, accords commerciaux, etc.) nécessaires à l'estimation d'équations de gravité, le modèle empirique standard dans l'étude du commerce international. Les données sont disponibles au niveau bilatéral pour 235 pays ou entités depuis 1948. La mise à jour de la base a été reportée à 2024 pour prioriser d'autres projets.



## PROFILS DU CEPII

Les Profils du CEPII sont des données interactives sur le commerce et la protection commerciale. En accès libre sur le site du CEPII, ils offrent un outil d'analyse original de l'insertion internationale des économies en utilisant des bases statistiques élaborées par le centre. Premiers de la série, les Profils Pays portent sur quatre-vingts économies. Les tableaux et graphiques y figurent sous sept rubriques thématiques : cadrage ; projections ; balance & change ; protection tarifaire ; avantages comparatifs ; types & gammes ; produits & partenaires. Dans le même format, les Profils Régions offrent une partition du monde en huit régions, ainsi que dix agrégats géographiques spécifiques. En 2023, une nouvelle visualdata, Profil Monde, permettant d'illustrer les grandes tendances du commerce au niveau mondial a été élaborée et sera mis en ligne en 2024.

### Références :

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Matteo Gagliardi, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Erica Perego, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni et Deniz Ünal, *Panorama du CEPII*, n° 2023-01, juillet 2023.

"Les Profils Régions du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Matteo Gagliardi, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Erica Perego, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni et Deniz Ünal, *Panorama du CEPII*, n° 2023-02, juillet 2023.

*Pierre Cotterlaz, Erica Perego, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Gianluca Santoni, Deniz Ünal*

## PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

### LA FILIÈRE DE SANTÉ DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL ET SON IMPORTANCE POUR LE BLOC DES PAYS AVANCÉS

Cette étude propose une liste de produits de santé incluant tous les biens échangés contribuant au fonctionnement du système de soins. Identifiée pour la première fois dans un périmètre aussi large, la filière comprend 368 produits répartis en plusieurs branches : médicaments, leurs composants, équipements de technologie médicale et petit matériel. Dans les échanges de produits manufacturés, la filière des produits de santé est celle qui a enregistré la plus forte progression depuis 2000, pour se situer, en 2021, au second rang après les produits électroniques. Le bloc des pays avancés y réalise près des trois quarts des exportations. Les échanges mutuels au sein de ce bloc représentent à eux seuls plus de la moitié des exportations mondiales. Cependant, l'évolution peut différer fortement selon les économies, comme l'illustre le duo franco-allemand. Alors que la France affiche un solde commercial proche de l'équilibre sur la filière pendant les deux dernières décennies et même un déficit à partir de 2020, l'Allemagne a vu ses excédents commerciaux augmenter pendant la première décennie 2000 pour se stabiliser après la Grande Récession de 2008.

*Deniz Ünal, Pierre Cotterlaz, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France) et Aude Sztulman (Université Paris Dauphine - PSL)*



Charlotte Emlinger, en  
collaboration avec Amélie Guillin  
(Université Paris-Est Créteil)

Pierre Cotterlaz, Vincent Vicard

#### Références :

"Les produits de santé dans le commerce international : une filière à part entière", Pierre Cotterlaz, Guillaume Gaulier, Aude Sztulman, Deniz Ünal, *Panorama du CEPII*, n° 2023-03, septembre 2023.

"Pioneering a new classification: a comprehensive study of healthcare products in global trade", Pierre Cotterlaz, Guillaume Gaulier, Aude Sztulman, Deniz Ünal, *CEPII Working Paper*, n° 2024-02, janvier.

#### IMPACT DES ACCORDS DE SERVICES AÉRIENS SUR LE COÛT ET LE TEMPS DE TRANSPORT

Les accords de services aériens (ASA) ont pour objectif de favoriser les échanges de services de transport aérien international entre pays signataire. L'étude évalue l'impact de ces ASA bilatéraux sur le transport aérien à l'aide d'un ensemble de données unique de coûts et de temps de transport aérien bilatéral pour un bien standardisé, pour 1 190 paires de pays, entre 2011 et 2015. Les résultats montrent que les ASA réduisent les coûts de transport de 8 % alors qu'ils n'ont un impact sur le temps de transport que pour les pays enclavés et les membres d'accords commerciaux régionaux.

#### Référence :

"Cheaper and Faster: The Role of Air Services Agreements on Transportation", Charlotte Emlinger et Amélie Guillin, *CEPII Working Paper*, n° 2023-17, juillet.

#### POURQUOI LA GÉOGRAPHIE DU COMMERCE INTERNATIONAL DÉPEND DES BASES DE DONNÉES UTILISÉES ?

La détermination de l'origine géographique des importations d'un pays peut suivre plusieurs conventions, et ces choix méthodologiques affectent les estimations de l'effet de certaines politiques commerciales. Ce projet montre, à partir de deux bases fréquemment utilisées pour étudier le commerce international (DoTS et Comtrade), que la géographie du commerce mondial diffère en fonction de la convention statistique retenue pour l'attribution de l'origine géographique des importations. Pour l'Allemagne par exemple, la Chine représente selon la source utilisée entre 5,5% et 9,5% du total de ses importations. Ces différences se répercutent par ailleurs dans des estimations économétriques des effets des accords de libre-échange régionaux ; les résultats présentés dans l'article montrent que ces différences de conventions de déclaration ont un impact important sur l'estimation de l'impact de l'UE, de la monnaie unique et du Brexit. Ce projet sur les conventions de déclaration des flux commerciaux mondiaux participe de notre réflexion sur la réconciliation des flux miroirs dans le commerce international dans le cadre de la base BACI.



**Référence :**

"Why Origin Matters in Trade Data", Pierre Cotterlaz et Vincent Vicard, *CEPII Working Paper*, n° 2023-23, décembre.

**LA FRAUDE EN DOUANE À MADAGASCAR : UNE ÉTUDE À PARTIR DE DONNÉES DE FIRMES FRANÇAISES ET MALGACHES APPAREILLÉES**

Le recouvrement des impôts est un défi majeur en matière de développement. Les pays à faible revenu perçoivent moins de recettes en pourcentage du PIB que les pays à revenu élevé et tirent une part plus importante de leurs recettes de taxes à la frontière ; ils sont par ailleurs plus exposés à l'évasion tarifaire. La collecte des droits de douane est un défi car elle nécessite de vérifier quels produits sont importés de quel pays afin (i) d'identifier le taux de droit applicable et (ii) d'évaluer leur valeur pour déterminer l'assiette. Les études existantes évaluent l'évasion tarifaire à l'aide des "écarts commerciaux", c'est-à-dire des écarts au entre les exportations déclarées par le pays d'origine et les importations enregistrées dans le pays de destination par produit. Ces données ne permettent pas de quantifier précisément les taxes éludées ni l'importance des différents canaux d'évasion (sous-évaluation de la valeur ou fausse classification des produits). Ce projet approfondit cette question en fusionnant des données de transactions à l'importation des douanes de Madagascar avec des données de transactions à l'exportation de la France.

L'évasion tarifaire estimée à Madagascar est importante et réduit considérablement les recettes publiques. Elle est très concentrée, les cinq premiers fraudeurs représentant les trois quarts de toutes les pertes, ce qui suggère qu'une lutte efficace contre l'évasion d'une poignée d'entreprises pourrait avoir des implications macro-budgétaires importantes. En ce qui concerne le canal de l'évasion tarifaire, les résultats montrent que la sous-évaluation est à l'origine de 67 % des pertes de recettes tarifaires, le reste (33 %) provenant d'une fausse classification.

**Références :**

"Containing tariff evasion", Clément Anne, Cyril Chalendar, Ana Margarida Fernandes, Bob Rijkers et Vincent Vicard, *CEPII Working Paper*, n° 2023-22, novembre.

"Detecting tariff evasion in low-income countries: New evidence from matched transaction-level data", Clément Anne, Cyril Chalendar, Ana Margarida Fernandes, Bob Rijkers et Vincent Vicard, *Vox-EU*, 11 décembre 2023.

*Vincent Vicard, en collaboration avec Clément Anne (INJEPP), Cyril Chalendar (ITC), Ana Margarida Fernandes (Banque mondiale), Bob Rijkers (Banque mondiale)*





# Programme scientifique

## Macroéconomie et finance internationales

### RETOUR DE L'INFLATION, CRISE ÉNERGÉTIQUE ET DYNAMIQUE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

#### RETOUR DE L'INFLATION, GESTION DES DETTES PUBLIQUES ET RISQUES FINANCIERS DANS LA ZONE EURO

*Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt*

Ce projet visait à analyser la soutenabilité des dettes publiques des pays de la zone euro dans un contexte de retour de l'inflation et à discuter des conséquences pour la zone euro de marges de manœuvre budgétaires différenciées entre pays membres. Il a été divisé en plusieurs axes distincts.

Tout d'abord, le retour de l'inflation, le durcissement des politiques monétaires et ses conséquences sur les fragilités financières ont été étudiés dans le cadre d'un chapitre de l'ouvrage *l'Économie mondiale 2024*. Ce dernier a notamment souligné que les vulnérabilités financières étaient également symptomatiques des fragilités de modèles de croissance ayant émergé depuis les années 1980, favorisant l'endettement et les booms immobiliers au détriment de l'innovation et des tissus productifs locaux. Ce travail est actuellement prolongé par une recherche économétrique (en cours) visant à évaluer dans quelle mesure les politiques de soutien à l'immobilier dans les pays de l'OCDE contribuent à déformer la structure de production au profit des secteurs abrités, notamment le secteur de la construction, au détriment du secteur manufacturier.

La question des marges de manœuvre budgétaires a été abordée dans le cadre d'un autre chapitre du même ouvrage, intitulé "Les dilemmes d'une réindustrialisation (verte) en économie ouverte". Dans ce cadre, ont été notamment évoqués les liens entre ces marges de manœuvre

budgétaires et les tissus productifs. Les pays les plus industrialisés dans la zone euro tendent en effet à être également ceux ayant les marges de manœuvre budgétaires les plus importantes, ce qui constitue potentiellement un vecteur d'amplification des divergences au sein de la zone euro. Apparaît dès lors un risque de réserver les investissements industriels massifs aux pays budgétairement "vertueux", qui sont également ceux qui disposent d'un secteur industriel puissant. Dans ce contexte, l'analyse a été également consacrée à l'assouplissement des limites habituellement fixées par la réglementation européenne en matière d'aides d'État.

#### Références :

"Les dilemmes d'une réindustrialisation (verte) en économie ouverte", Thomas Grjebine et Jérôme Héricourt, in *L'économie mondiale 2024*, La Découverte, septembre 2023.

"Commande publique de biens manufacturés : qui recourt le plus aux importations ? ", Thomas Grjebine et Jérôme Héricourt, *Le Blog du CEPII*, Billet, 16 novembre 2023.

"Commande publique de biens manufacturés : qui recourt le plus aux importations ?", Thomas Grjebine et Jérôme Héricourt, *La Tribune*, 16 novembre 2023.

"Comment l'Europe en a (presque) fini avec la naïveté", Jérôme Héricourt, *Les Échos*, 7 novembre 2023.

"La délicate réindustrialisation des pays développés", Jérôme Héricourt, *Les Échos*, 11 septembre 2023.

"Vue d'ensemble : l'économie mondiale en phase de reconfigurations", Isabelle Bensidoun et Thomas Grjebine, In *L'économie mondiale 2024*, La Découverte, septembre 2023.

"Industrie : qui sont les gagnants et les perdants de l'inflation ?", Thomas Grjebine, *Les Échos*, 6 octobre 2023.

"L'économie mondiale sur la voie d'une reconfiguration majeure", Thomas Grjebine, *Les Échos*, 12 septembre 2023.

"La dette publique aux États-Unis et en France", Thomas Grjebine, *FranceTV Info*, 2 juin 2023.

"Inflation : la baisse de la TVA, un gain de pouvoir d'achat en trompe l'oeil", Thomas Grjebine, *La Tribune*, 1<sup>er</sup> juin 2023.

"Dettes publiques: la reprise en mains des financiers ?", Thomas Grjebine, *France Info*, 2 juin 2023.

"Plafond de la dette : "Les États-Unis ne risquent pas de vrai défaut de paiement"", Thomas Grjebine, *Les Échos*, 18 janvier 2023.

#### TRANSMISSION DU CHOC ÉNERGÉTIQUE ET INFLATION : LE RÔLE DU POUVOIR DE MARCHÉ

Ce projet avait pour objectif de quantifier au niveau sectoriel l'impact du pouvoir de marché des entreprises sur la transmission de la hausse

Axelle Arquié, en collaboration  
avec Malte Thie (Université  
Paris-Dauphine)



des prix de l'énergie aux prix de vente, dans un contexte de retour de l'inflation et de hausse importante des coûts de l'énergie.

Dans un premier temps, la facture énergétique totale, directe et indirecte, par secteur, a été évaluée en utilisant les tableaux entrées-sorties de l'INSEE pour la période 2000-2019. La vulnérabilité de chaque secteur à la hausse des prix de l'énergie en fonction du contenu énergétique des entrants le long de l'ensemble de la chaîne de valeur a ainsi été quantifiée. Le taux de marge a ensuite été estimé sur données micro-économiques (donc au niveau des entreprises) afin de calculer un pouvoir de marché moyen par secteur. Puis, le degré de transmission aux prix de vente d'une augmentation des coûts liés à l'énergie a été étudiée selon le pouvoir de marché des entreprises au sein de chaque secteur (approximé par le taux de marge moyen estimé sur données microéconomiques).

Le résultat principal de l'étude est que plus les entreprises d'un secteur donné ont en moyenne un pouvoir de marché élevé, plus le taux de transmission est important. En outre, ce taux de transmission peut excéder 100 %, c'est-à-dire que les entreprises de certains secteurs sont en mesure de répercuter dans leur prix de vente plus que la hausse initiale des coûts énergétiques.

Ce projet, désormais achevé, a donné lieu à un document de travail, une *Lettre du CEPII*, un billet de blog et plusieurs articles de presse.

Références :

"Energy, Inflation and Market Power: Excess Pass-Through in France", Axelle Arquié et Malte Thie, *CEPII Working Paper*, n° 2023-16, septembre.

"La crise énergétique, une occasion pour les entreprises des secteurs peu concurrentiels d'exagérer leurs hausses de prix ?", Axelle Arquié, Malte Thie, *La Lettre du CEPII*, n° 441, octobre 2023.

"Persistance de l'inflation : quel rôle pour les profits excessifs des entreprises ?", Axelle Arquié, Malte Thie, *Le Blog du CEPII*, Billet, 26 juin 2023.

"L'inflation par les profits", Axelle Arquié et Malte Thie, *Les Échos*, 4 juillet 2023.

"Une hausse des prix parfois exagérée ?", Axelle Arquié et Malte Thie, *Option Finance*, 3 novembre 2023.

"Comment les profits alimentent l'inflation", Axelle Arquié et Malte Thie, *Alternatives économiques*, 18 septembre 2023.

### **RUSSIE : SANCTIONS OCCIDENTALES ET ÉCHAPPATOIRES ORIENTALES**

Les sanctions infligées à la Russie à la suite de son invasion de l'Ukraine ont pour objectifs de lui imposer "de lourdes conséquences pour ses actions et de contrer efficacement les capacités de la Russie à poursuivre l'agression" (Commission européenne). Coupée des flux financiers avec le monde "occidental" et ses proches alliés, et frappée

Carl Grekou, Valérie Mignon,  
Lionel Ragot

de restrictions sur ses échanges, l'économie russe a pourtant affiché une relative solidité en 2022. Cette dernière reflète la réallocation géographique rapide de son commerce extérieur et sa préparation aux sanctions, avec la mise en place de nombreux circuits de contournements et un pivot manifeste vers l'Inde, la Turquie, et surtout la Chine. Ce projet, publié sous la forme d'une *Lettre du CEPII*, rend compte de ces différents circuits via une analyse du commerce russe et de la dynamique du rouble. L'étude réalisée montre que l'Inde, la Chine et la Turquie ont offert des débouchés aux exportations russes tandis que la Chine a remplacé les pays ayant pris des sanctions contre la Russie, essentiellement l'Europe, en tant que fournisseur de la Russie. La Chine, la Turquie et surtout l'Inde sont ainsi devenus les principales destinations des produits pétroliers russes.

Au niveau financier, l'étude montre que la Chine offre à la Russie des moyens de contourner les sanctions financières. La Banque centrale de Russie a diversifié ses avoirs étrangers en transférant une partie importante vers le yuan et l'or. La dédollarisation de l'économie russe s'est ainsi appuyée sur la Chine – cette dernière étant autorisée à payer ses achats de gaz russe en yuans et en roubles – et sur l'Inde – qui règle ses achats de brut russe en d'autres monnaies que le dollar, comme le dirham des Émirats arabes unis ou le rouble.

Au total, l'étude réalisée conclut que l'évolution des échanges commerciaux et du rouble montrent qu'il ne fallait pas attendre des sanctions occidentales un effondrement immédiat de l'économie russe. Leurs effets devront être appréhendés à plus longue échéance puisqu'en rendant l'effort de guerre plus difficile pour la Russie, elles devraient peser à terme sur les plans économique, financier et technologique. Ces effets commencent d'ailleurs à se faire sentir avec une dépréciation du rouble de l'ordre de 30 % depuis le début de l'année 2023 – particulièrement marquée depuis la fin du printemps – en raison notamment du poids financier de la guerre, couplé à la baisse des recettes pétrolières du fait des sanctions entrées en vigueur fin 2022.

#### Références :

"Russie : sanctions occidentales et échappatoires orientales", Carl Grekou, Valérie Mignon et Lionel Ragot, *La Lettre du CEPII*, n° 439, août 2023.

"Sanctions occidentales contre la Russie : l'Asie à la rescousse de Moscou", Carl Grekou, Valérie Mignon et Lionel Ragot, *Le Blog du CEPII*, Billet, 14 septembre 2023.

"Sanctions occidentales contre la Russie : l'Asie à la rescousse de Moscou", Carl Grekou, Valérie Mignon et Lionel Ragot, *The Conversation*, 12 septembre 2023.

"Le rouble fait de la résistance... pour combien de temps ?", Valérie Mignon, *Boursorama*, 2 mai 2023.

"Pour échapper aux sanctions, la Russie se tourne vers l'Asie", Carl Grekou, Valérie Mignon et Lionel Ragot, *Alternatives économiques*, 8 septembre 2023.



### PRIX DE L'ÉNERGIE ET ATTRACTIVITÉ

L'objectif de ce projet était d'évaluer dans quelle mesure une divergence persistante des prix de l'énergie entre grandes zones économiques, notamment entre les États-Unis et l'Europe, pourrait affecter les soldes commerciaux, les décisions d'investissements étrangers et les tissus productifs en Europe. Cette divergence pourrait entraîner des conséquences très différentes sur les secteurs d'activités selon leurs bouquets énergétiques et sur les pays selon les spécialisations sectorielles.

Dans un premier temps, un indicateur des prix de l'énergie au niveau sectoriel pour une vingtaine de pays a été construit pour la période 1978-2022, dans la lignée des travaux de Sato *et al.* ("International and sectoral variation in industrial energy prices 1995-2015", Energy Economics, 2019). L'effet de cet indicateur sur les dynamiques du tissu productif (volumes de production, importations/exportations) a ensuite été estimé à partir d'une approche instrumentale. Des estimations au niveau sectoriel sont en cours. L'objectif serait également de compléter ces résultats en étudiant les effets des prix de l'énergie sur les IDE. En se fondant sur des scénarios d'évolution des prix relatifs de l'énergie et sur les résultats issus des estimations, des simulations doivent enfin être réalisées pour évaluer les éventuelles divergences en matière d'attractivité et de dynamiques des tissus productifs. Un document de travail est à paraître courant 2024.

### COORDINATION DES POLITIQUES MONÉTAIRES ET POLITIQUES ANTI-INFLATIONNISTES : UNE COMPARAISON AVEC LA SORTIE DE LA STAGFLATION DES ANNÉES 1970

L'objectif de ce projet était de mener une comparaison entre l'inflation post-Covid et le processus inflationniste des années 1970 selon deux dimensions principales : la coordination des politiques monétaires et les changements structurels consécutifs à l'épisode inflationniste.

La "stagflation" s'était achevée au début des années 1980, avec un resserrement monétaire brutal aux États-Unis, une récession mondiale, une réduction de l'inflation, et une vague de crises de la dette dans les pays en développement.

Grâce aux données de longue période sur la courbe des taux d'intérêt, sur les variations des prix des actifs financiers aux États-Unis et en Europe, et sur les relations salaires prix, les similarités et les différences entre ces régimes d'inflation ont été analysées. Un second enjeu important concerne les changements structurels qui avaient découlé de l'épisode inflationniste des années 1970. La fin de la stagflation avait coïncidé avec l'avènement du néolibéralisme, c'est-à-dire avec une volonté de réduire la place de l'État dans l'économie. L'analyse a permis de mettre en évidence que l'épisode inflationniste actuel conjugué à l'enjeu climatique pourraient au contraire conduire à un renforcement du rôle

*Carl Grekou, Thomas Grjebine,  
Florian Morvillier*

*Michel Aglietta, en collaboration  
avec Sabrina Khanniche (Pictet  
Asset Management)*



Erica Perego, Pablo Winant

de l'État dans les économies occidentales, au travers notamment de la planification stratégique.

Un *Policy Brief* est en voie de publication.

### UNE CARTOGRAPHIE DES RISQUES DANS LES PAYS ÉMERGENTS À TRAVERS LES MODÈLES DE "SUDDEN-STOP "

Le resserrement de la politique monétaire américaine fait peser un risque de fuite massive de capitaux (sudden-stop) et de crise financière dans les économies émergentes. Les sudden-stop se caractérisent par un renversement important et soudain des comptes courants qui entraîne des récessions, l'effondrement des prix des actifs, des dépréciations des taux de change réels et, dans certains cas, un défaut de paiement. Au-delà des facteurs favorisant le déclenchement d'une telle fuite des capitaux (part de l'endettement en devises étrangères, maturité de la dette, existence de contrôle des capitaux, etc.), la littérature met en évidence plusieurs mécanismes permettant d'expliquer l'ampleur des crises qui les accompagnent. C'est le cas notamment en présence de frictions financières (la capacité d'emprunt est proportionnelle à la valeur du collatéral), dans les périodes de désendettement, où la crise peut être aggravée par la baisse de la valeur des actifs : selon un mécanisme de déflation de la dette à la Irving Fisher (1933), les ventes d'urgence de collatéral ("fire sales"), destinées au désendettement, réduisent fortement la valeur de ces actifs, aggravant d'autant la crise. D'autres modèles mettent par exemple en évidence le rôle de la "dollarisation du passif" qui peut affecter la charge de remboursement de la dette par le biais des effets du taux de change.

Ce projet, initié en 2023, vise à comparer les différents modèles macroéconomiques (non-linéaires) existants et à évaluer leur pertinence pour analyser les risques actuels de sudden-stop. L'objectif est de proposer une cartographie des risques dans les pays émergents. Ce projet se déroule en plusieurs étapes. Tout d'abord, la réplification de plusieurs modèles standards de la littérature correspondant aux principaux mécanismes de transmission a été menée (reproduction notamment des modèles de Korinek et Mendoza (2014) et de Mendoza (2010)), ce qui a permis la rédaction d'une revue de littérature pour présenter ces modèles et questionner leur utilité dans différents contextes économiques.

Une nouvelle fragilité pour les pays émergents –relative à la dynamique de prêts chinois –a également été étudiée. Le financement de l'aide au développement de la Chine dans les pays émergents a en effet évolué significativement ces dernières années, du financement de projets (principalement dans les infrastructures) avec la "Belt and Road Initiative" (BRI) au financement de la dette souveraine sous la forme de prêts de sauvetage, après que de nombreux pays émergents aient été confrontés aux difficultés de remboursement des prêts de la BRI. L'objectif est de modéliser ce choix de financement et d'étudier ses implications pour les économies émergentes dans le cadre d'un modèle de défaut. Pour



ce faire, une base de données portant sur les prêts au développement, chinois ou non, a été construite, en distinguant entre les prêts vers les secteurs privés ou publics, et en dissociant entre les financements de projets et les financements plus généraux ("general-purpose").

#### Références :

"La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement", Florian Morvillier et Erica Perego, *Le Blog du CEPII*, Billet, 25 juillet 2023.

"La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement", Florian Morvillier et Erica Perego, *The Conversation*, 19 juillet 2023.

### ABSORPTION DES CHOCS INTERNATIONAUX PAR LES BANQUES CENTRALES

Éric Monnet, Florian Morvillier

Ce projet vise à construire une base de données sur les bilans des banques centrales depuis 1950 pour les pays avancés et pour le plus grand nombre possible de pays en développement et émergents.

Ce travail pluriannuel a débuté en 2023. La première étape a consisté à construire un modèle de bilan type applicable à l'actif et au passif des différentes banques centrales. Le traitement des bilans d'une partie des banques centrales des continents asiatiques, africains et de l'Océanie a été réalisé. Les rapports annuels des différentes banques centrales ont également été collectés pour la région Caraïbes du continent américain. De nombreuses banques centrales de ces différentes zones géographiques ont également été contactées afin d'avoir accès aux archives de leurs bilans. De plus, un travail de collecte d'archives pour étendre au maximum la profondeur temporelle des données des différents pays est en cours.

L'objectif de cette base de données est d'étudier comment les banques centrales ajustent leur bilan à des chocs économiques majeurs, en particulier des chocs liés aux marchés financiers internationaux : crise financière, crises de la dette publique ou de change, etc. Elle doit permettre également de mieux appréhender comment les autorités monétaires utilisent leurs réserves de change et/ou les prêts aux banques domestiques ou aux États pour limiter l'impact de ces chocs, et d'analyser si cette capacité d'absorption des chocs dépend d'autres facteurs macroéconomiques ou institutionnels (régime de change, contrôle de capitaux, indépendance de la banque centrale, existence d'un marché monétaire liquide, etc). Ce travail permettra ainsi d'évaluer les capacités de résilience des pays émergents, notamment suite à une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Il pourra également comporter un volet visant à estimer le rôle des banques centrales en réponse à des chocs environnementaux (déviations de températures par rapport à la normale, catastrophes naturelles, etc.).

Différentes présentations de ce projet sont prévues au cours de l'année. Une première présentation aura lieu lors d'un séminaire de recherche à

Christophe Gouel, en collaboration avec Qingyin Ma (Capital University of Economics and Business, International School of Economics and Management, Beijing), John Stachurski (Australian National University)

l'INSEE et une seconde dans le cadre de l'évaluation du programme de travail MFI par le Comité scientifique du CEPII.

### TAUX D'INTÉRÊT ET VOLATILITÉ DU PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

La guerre en Ukraine a entraîné une forte augmentation des prix des matières premières, accentuant l'inflation et provoquant une hausse des taux d'intérêt. Cette augmentation des taux d'intérêt peut à son tour avoir un effet sur les prix des matières premières via les comportements spéculatifs. L'objectif de ce projet était d'étudier comment le niveau des taux d'intérêt affecte les incitations des spéculateurs à détenir des stocks de matières premières, ces derniers étant eux-mêmes un déterminant crucial du niveau et de la volatilité des prix des matières premières.

Dans un premier temps, un cadre théorique a été construit pour analyser le rôle des taux d'intérêts dans un modèle de stockage compétitif à anticipations rationnelles. Dans un second temps, la contribution des mouvements de taux d'intérêt à la volatilité des prix des matières premières a été évaluée. Ce travail a donné lieu à la publication d'un document de travail qui est maintenant en révision dans le *Journal of Economic Theory*.

#### Référence :

"Interest Rate Dynamics and Commodity Prices", Christophe Gouel, Qingyin Ma et John Stachurski, *CEPII Working Paper*, n° 2023-21, octobre.

## ENJEUX MACROÉCONOMIQUES ET DÉFIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Carl Grekou, Valérie Mignon, en collaboration avec Emmanuel Hache (IFPEN)

### LE XXI<sup>E</sup> SIÈCLE, SIÈCLE DES MÉTAUX STRATÉGIQUES, AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.

Ce travail, inscrit au programme de travail sur deux ans, s'insère dans le prolongement des travaux déjà réalisés par les auteurs sur les minerais et métaux stratégiques. Il s'articule autour de trois axes : (i) une analyse des flux commerciaux mondiaux des métaux stratégiques, (ii) une étude des diverses pistes susceptibles de permettre aux pays occidentaux de s'extraire de la dépendance chinoise pour les métaux stratégiques et (iii) une analyse de la valorisation par les marchés financiers de produits d'investissement basés sur les métaux critiques certifiés.

Le premier axe du projet est très avancé et devrait donner lieu à un Policy brief pour lequel une première version est en voie de finalisation. Le travail réalisé a permis de reconstruire de manière dynamique les chaînes de valeurs relatives aux minerais et aux métaux (c'est-à-dire leurs évolutions au cours du temps), avec une attention toute particulière portée au cas des batteries lithium-ion. Il met en évidence la position dominante de la Chine à toutes les étapes de la chaîne de valeur et détaille la stratégie qu'elle a mise en place afin d'y parvenir. Sont ainsi présentées les étapes de cette montée en puissance de la Chine sur les minerais, et en parallèle l'absence de réaction des "anciens leaders" que sont l'Union européenne,



les États-Unis et le Japon. Le deuxième axe du projet portant sur une revue des pistes potentielles pour la réduction de la dépendance vis-à-vis de la Chine est également très avancé. En cours de finalisation, ce travail analytique fera l'objet d'un chapitre de l'Économie mondiale 2025. Enfin, concernant le troisième et dernier axe, le travail préliminaire de collecte et d'analyse des données a commencé.

**Référence :**

"10 points sur les métaux stratégiques", Valérie Mignon et Emmanuel Hache, *Le Grand Continent*, 21 mars 2023.

**CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RISQUE SOUVERAIN DANS LES ÉCONOMIES EXPORTATRICES DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES**

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prévoit une augmentation significative de la fréquence, de la durée et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les vagues de chaleur et les fortes pluies. Ce changement climatique pourrait avoir d'importantes conséquences pour les économies en développement, notamment celles fortement dépendantes de l'agriculture qui constitue un secteur-clé de leur croissance économique. Ce projet vise à éclairer le rôle joué par le changement climatique dans la dynamique du risque souverain des économies en développement exportatrices de matières premières agricoles. Il a débuté par la construction d'une base de données sur les économies en développement exportatrices de matières premières agricoles. Différents indicateurs de changement climatique ont été construits pour répondre à la problématique (sur les anomalies de température et les précipitations, sur les catastrophes naturelles, des indicateurs de sécheresse, d'humidité). Des faits stylisés ont été réalisés sur l'échantillon de pays considérés pour nourrir les parties empiriques et théoriques du projet. Les estimations économétriques ainsi que la modélisation théorique sont en cours de réalisation. Un document de travail est attendu pour la fin de l'année 2024 ou début 2025.

**Références :**

"Comment financer les politiques climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ?", Florian Morvillier, Erica Perego et Fanny Schaeffer, *Le Blog du CEPII*, Billet, 15 janvier 2024.

"Comment financer les politiques climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ?", Florian Morvillier, Erica Perego, Fanny Schaeffer, *The Conversation*, 14 janvier 2024.

"La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement", Erica Perego et Florian Morvillier, *Le Blog du CEPII*, Billet, 25 juillet 2023.

"La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement", Florian Morvillier et Erica Perego, *The Conversation*, 19 juillet 2023.

*Florian Morvillier, Erica Perego, en collaboration avec Axel Ehouman (DSS et EconomiX-CNRS)*

Michel Aglietta, en collaboration  
avec Étienne Espagne  
(Banque mondiale)

### POUR UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE. AU-DELÀ DU CAPITALOCÈNE

Le dépassement des limites planétaires est un facteur de crise majeure pour le  $xxi^e$  siècle. La cause historique essentielle de cette dynamique est l'accumulation capitaliste. Elle engendre un risque inédit pour sa propre perpétuation et pour l'ensemble de l'humanité.

Ce projet, initié en 2021, a donné lieu à un ouvrage "Pour une écologie politique. Au-delà du Capitalocène", publié en février 2024 (Odile Jacob). L'objectif était d'éclairer les soubassements physiques et naturels du capitalisme, de montrer ses limites institutionnelles et spatiales.

La première partie de l'ouvrage propose une lecture historique qui montre que les fondements de la crise écologique actuelle viennent de loin. Dès les débuts de l'ère industrielle, les formes successives du rapport salarial se sont appuyées sur une nature apparemment gratuite ("cheap nature"). Les régimes d'accumulation successifs ont accéléré, sous des formes variées, la dynamique de dépassement de ces limites. L'ouvrage met ainsi en évidence les régimes historiques de viabilité qui se sont succédé, et le rôle central de la monnaie et de la finance dans l'émergence, la perpétuation dans l'espace, puis la crise, des hiérarchies écologiques.

La deuxième partie de l'ouvrage, fondée sur la théorie de la viabilité, vise à élaborer les principes fondamentaux d'une régulation du Capitalocène au  $xxi^e$  siècle et à rechercher les politiques concrètes qui doivent en découler. Les aspects majeurs d'une planification stratégique sont également développés. Cela suppose de définir le rôle de la puissance publique dans ce cadre : un rôle d'entraînement et d'orientation des investissements de R&D, avec une importance particulière pour les investissements publics porteurs d'innovation. L'ouvrage décrit également la réforme de l'architecture financière internationale nécessaire pour réaliser la transition écologique.

#### Références :

"Pour une écologie politique. Au-delà du Capitalocène", Michel Aglietta et Étienne Espagne, Odile Jacob, 465 p., février 2024.

"Géopolitique émergente mais fragmentée de la planification écologique", Michel Aglietta et Étienne Espagne, *L'économie mondiale 2024*, La Découverte, septembre 2023.

Axelle Arquié, Thomas Grjebine

### EFFETS D'HYSTÉRÈSE DE LA DÉSINDUSTRIALISATION : QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?

La transition écologique constitue un défi majeur pour l'industrie, qui sera confrontée à une transformation des modes de production et à une concurrence internationale intense dans les industries vertes. Elle induira d'importantes réallocations sectorielles au sein de l'industrie, et entre industrie et services, ajustements qui auront des effets significatifs sur l'emploi et sur les niveaux de salaires des travailleurs des secteurs les plus polluants.



L'objectif de ce projet était de mieux comprendre comment le marché du travail français réagit face à des changements de grande ampleur nécessitant des réallocations sectorielles. À ce titre, les effets des plans sociaux intervenus dans l'industrie entre 1997 et 2019 éclairent les capacités d'ajustement du marché du travail français face à des chocs passés qui pourraient préfigurer ceux de la transition écologique. Nos résultats mettent tout d'abord en évidence que ces plans sociaux se sont traduits par un fort coût individuel en matière d'emploi et de salaire. Ils n'ont pas permis non plus de réallocations de main-d'œuvre bénéfiques pour l'économie locale. Les salariés qui ont retrouvé un emploi travaillent dans des entreprises plus petites, moins créatrices de valeur et qui ont en moyenne un taux d'investissement 36 % plus bas que celles où sont employés les salariés n'ayant pas subi de plan social. De plus, les plans sociaux ne contribuent pas à l'amélioration de l'efficacité allocative, car les travailleurs les plus qualifiés ont moins de chances d'être appariés aux établissements les plus performants. Enfin, les résultats mettent en évidence que les zones d'emplois où un plan social a eu lieu connaissent moins de créations d'entreprises, les emplois y sont plus précaires et le taux de chômage y est, 6 ans après, 12 % supérieur à celui des zones non touchées.

#### Références :

"Are Mass Layoffs Individually Costly But Socially Beneficial?", Axelle Arquíe et Thomas Grjebine, *CEPII Working Paper*, n° 2024-03, janvier.

"Vingt ans de plans sociaux dans l'industrie : quels enseignements pour la transition écologique ?", Axelle Arquíe et Thomas Grjebine, *La Lettre du CEPII*, n° 435, mars 2023.

"L'enjeu de la transition écologique consiste à décarboner nos économies en évitant des effets délétères sur l'emploi", Axelle Arquíe et Thomas Grjebine, *Le Blog du CEPII*, Billet, 11 mai 2023.

"Alerte sur le coût social de la transition énergétique", Axelle Arquíe et Thomas Grjebine, *L'Usine Nouvelle*, 26 août 2023.

"L'enjeu de la transition écologique consiste à décarboner nos économies en évitant des effets délétères sur l'emploi", Axelle Arquíe et Thomas Grjebine, *Le Monde*, 28 avril 2023.

"La transition écologique pourrait avoir un coût social important", Axelle Arquíe et Thomas Grjebine, *Les Échos*, 22 mars 2023.

"Transition écologique : quels effets sur l'industrie et le marché du travail ?", Axelle Arquíe et Thomas Grjebine, *Vie-publique.fr*, 29 mars 2023.

#### TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET RÉALLOCATIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'objectif de ce projet, initié en 2022, est de quantifier les effets des réallocations sectorielles induites par la transition énergétique sur le marché du travail. Pour ce faire, un modèle théorique à la Artuç et al. (2010) est en train d'être développé et estimé sur données françaises. Évaluer les capacités d'ajustement du marché du travail est

Axelle Arquíe, Christophe Gouel,  
Thomas Grjebine

en effet fondamental afin d'anticiper les obstacles à une telle transition. Le modèle développé doit permettre d'estimer les réallocations induites par différentes politiques visant à initier la transition (comme par exemple l'instauration d'une taxe carbone). En particulier, les réallocations sectorielles entre secteurs intensifs en énergie fossiles et secteurs propres, et selon le type de travailleurs (qualifiés, non qualifiés), seront étudiées. La modélisation s'appuie sur deux dimensions principales : d'une part, une modélisation de la transition énergétique, et d'autre part une quantification des dynamiques d'ajustement sur le marché du travail.

Le projet a déjà permis de quantifier les flux de main-d'œuvre entre secteurs en France à partir de données microéconomiques avec pour objectif l'estimation du coût non pécunier d'un changement de secteur pour les travailleurs – paramètre nécessaire à l'estimation du modèle. Les effets redistributifs, induits par les réallocations sectorielles, doivent maintenant être étudiés grâce à la distinction des ménages selon leur niveau de qualification. Le volet "transition énergétique" du modèle doit également être complété.

#### Référence :

"Trade Shocks and Labor Adjustment: A Structural Empirical Approach", Erhan Artuç, Shubham Chaudhuri et John McLaren, *American Economic Review*, vol.100, juin 2010.

Axelle Arquié, Florian Morvillier,  
en collaboration avec Chouaib  
Jouf (Crese, Université de  
Franche Comté)

#### EFFETS HÉTÉROGÈNES DES CHOCS CLIMATIQUES SUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉS : UNE ANALYSE À PARTIR DE DONNÉES INDIVIDUELLES

Météo France note que sur les 35 dernières années, les vagues de chaleur ont été trois fois plus nombreuses que sur les 35 années précédentes. Le nombre de jours de vagues de chaleur a été multiplié par neuf. Si ces événements climatiques extrêmes sont amenés à s'intensifier, les effets des chocs climatiques sur l'activité économique sont peu documentés. L'objectif de ce projet est d'étudier les effets des chocs climatiques sur l'activité économique française à partir de données individuelles. Ces derniers passent par différents canaux de transmission : les rendements agricoles, les variations sectorielles de la demande, la productivité du travail et l'absentéisme.

Initié en 2023, ce projet mobilise des données individuelles issues des bases de données FICUS/FARE et DADS (INSEE) sur la période 1994-2020. Pour les données climatiques, la base de données climatiques européennes issue de l'université des ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne est utilisée. Les différents types d'indicateurs climatiques existants ont été identifiés et le calcul des indicateurs climatiques sur la base des données journalières au niveau du bassin d'emploi est en cours de réalisation. D'un point de vue économétrique, la première étape consistera à étudier les impacts des chocs climatiques sur l'activité économique des établissements. Certains secteurs étant "météo-sensibles", l'existence d'effets hétérogènes des chocs



climatiques sur l'activité économique sera mesurée. Enfin, le dernier objectif de ce projet sera de s'intéresser aux conséquences des chocs climatiques sur le marché du travail.

## CHANGEMENTS STRUCTURELS LIÉS AUX DÉSÉQUILIBRES EXTÉRIEURS ET TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

### RÉGIMES DE CHANGE, NIVEAU DES PRIX ET COMPÉTITIVITÉ

Ce projet s'inscrit dans le prolongement des travaux du CEPPII sur les taux de change d'équilibre et les régimes de change. Il vise deux objectifs : (i) analyser le lien entre mésalignements de change et croissance économique et (ii) expliquer l'importante dispersion des niveaux de prix entre pays en lien avec la nature des régimes de change.

La première partie du projet, consacrée à l'impact des mésalignements de change – c'est-à-dire à l'écart entre le taux de change observé et sa valeur d'équilibre – sur la croissance, est finalisée, le document de travail correspondant ayant été soumis. Alors que la littérature est dominée par des conclusions en faveur de la théorie de la croissance tirée par les exportations —laquelle attribue des effets positifs aux sous-évaluations de nature à renforcer la compétitivité prix et le développement du secteur des biens échangeables—, nos résultats abondent dans le sens du consensus de Washington en soulignant le caractère non optimal des mésalignements de change, ces derniers pouvant receler autant de coûts cachés que d'avantages, nuisant ainsi à une croissance soutenable. En captant de façon fine les non-linéarités et asymétries, nos résultats fournissent ainsi une image de synthèse précise de la relation entre croissance économique et mésalignements de change : la croissance économique apparaît maximale en absence de mésalignements de change ou pour de faibles sous-évaluations dans les pays en développement. Ces résultats permettent ainsi de réconcilier les différents pans de la littérature.

S'agissant du deuxième axe du projet, la littérature théorique basée sur les modèles d'équilibre général dynamiques tend à montrer que le comportement des agents en matière de fixation des prix dépend de la réponse des autorités monétaires aux chocs réels ; cette réponse étant elle-même fonction du choix du régime de change. Il s'ensuit que les niveaux de prix nationaux devraient différer selon le régime de change adopté par chaque pays. Broda (2006) montre ainsi que les pays en développement ayant un régime de changes fixes ont des niveaux de prix nationaux supérieurs de 20 % à ceux des pays en changes flexibles. Ce projet revisite cette hypothèse sur un large échantillon d'économies en s'appuyant sur des niveaux de prix multilatéraux plutôt que bilatéraux afin de tenir compte des interdépendances entre pays. Le travail préliminaire de construction de la base de données et d'analyses est déjà bien avancé. Un document de travail devrait être publié prochainement.

*Carl Grekou, Valérie Mignon, Florian Morvillier, en collaboration avec Cécile Couharde (Université Paris-Nanterre)*



Carl Grekou, Valérie Mignon,  
en collaboration avec Blaise  
Gnimassoun (BETA-CNRS,  
Université de Lorraine)

### RÉGIMES DE CHANGE, FLUX COMMERCIAUX ET DYNAMIQUES PRODUCTIVES

Ce projet, en voie de finalisation avec la rédaction en cours d'un document de travail et diverses présentations à venir, porte sur l'étude du lien entre régime de change et commerce et vise plus spécifiquement deux objectifs : (i) apporter un éclairage nouveau sur la relation entre la nature du régime de change et les flux commerciaux entre pays ; (ii) examiner l'effet du régime de change sur la dynamique de la production nationale.

Les résultats obtenus indiquent que la persistance d'un régime de change fixe tend à atrophier les appareils productifs nationaux et, plus spécifiquement, le secteur manufacturier. Ce mécanisme apparaît particulièrement significatif pour les pays les moins développés et tend à s'estomper avec le niveau de développement. Ces résultats sur données macroéconomiques sont confortés par des estimations de modèles de gravité qui mettent en avant une matérialisation des effets du régime de change fixe via le commerce ("canal de distribution"). Globalement, ce travail met ainsi en évidence un effet négatif du régime de change fixe sur la taille du secteur manufacturier dans les économies les moins avancées, économies dans lesquelles les importations facilitées par le régime de change ont installé une concurrence puis phagocyté l'appareil productif — nourrissant une dépendance.

Les canaux de transmission des effets du régime fixe sous-jacents à ces résultats sont nombreux et s'appuient sur des résultats établis dans la littérature. Avec l'absence de variation nominale du change et la rigidité des prix domestiques (du fait de l'ancrage des prix/de l'inflation — condition pour la pérennité du régime), le mécanisme de transfert de la demande de biens étrangers au profit de biens nationaux est quasi-inexistant. Il s'ensuit un accroissement des flux commerciaux bilatéraux. Toutefois, en raison du différentiel de productivité entre les pays, cette hausse des flux peut cacher des asymétries au profit du pays de la monnaie ancre. Les produits manufacturés, matérialisant ce différentiel entre les pays, deviennent alors les "objets d'ajustement" : les produits importés des pays plus avancés s'imposent (soit par le coût, soit par la qualité) à la production des pays les moins avancés. La persistance du régime de change fixe entraîne donc à terme une atrophie de l'appareil productif national, rendant ainsi l'économie de plus en plus dépendante de ses partenaires. Ce mécanisme est en outre amplifié/accélééré par la discipline budgétaire et/ou le rationnement du crédit au profit de la défense de la parité du change.

Le projet est en voie de finalisation avec une première version rédigée du document de travail.

### MISE À JOUR ET EXTENSION DE LA BASE DE DONNÉES EQCHANGE

Ce projet s'inscrit dans le cadre du développement de la base EQCHANGE du CEPII. Cette dernière propose diverses estimations

Carl Grekou, Valérie Mignon,  
Florian Morvillier, en collaboration  
avec Cécile Couharde  
(Université Paris-Nanterre)



basées sur la méthodologie BEER (Behavioral Equilibrium Exchange Rate) qui constitue l'une des deux principales approches retenues dans la littérature pour déterminer la valeur d'équilibre des taux de change.

En plus de la mise à jour annuelle, la base EQCHANGE sera complétée par la réalisation d'estimations de taux de change d'équilibre et de mésalignements correspondants fondés sur la deuxième approche majeure, la méthodologie FEER (Fundamental Equilibrium Exchange Rate) pour les économies avancées et certaines économies émergentes. Alors que l'approche BEER s'inscrit dans une perspective de long terme, le taux de change d'équilibre fondamental constitue une référence de moyen terme.

La réalisation de cette nouvelle série d'estimations permettra de disposer de valeurs d'équilibre de moyen et long termes des taux de change, offrant ainsi la possibilité de réaliser des travaux en considérant différents horizons d'analyse. Ces divers ajouts permettront d'enrichir la base EQCHANGE et d'accroître ainsi sa visibilité afin d'asseoir sa place de base de référence dans le domaine des taux de change.

Le projet n'a pas encore débuté du fait de la réalisation d'autres travaux qui n'étaient pas initialement inscrits au programme de travail en lien avec l'actualité.

#### DÉFICITS COURANTS, INÉGALITÉS ET POIDS DE L'INDUSTRIE : UNE APPROCHE EMPIRIQUE

Des recherches récentes ont montré un impact causal positif des inégalités de revenu sur le crédit aux ménages, d'autant plus fort que le choc d'inégalités affecte les classes moyennes (Bazillier et al., 2021). Qu'en est-il de l'impact sur le solde courant ? D'emblée, on ne s'attend pas à ce que la relation soit monotone. Ainsi, en Allemagne, la forte poussée des inégalités ces vingt dernières années s'est accompagnée d'un excédent courant toujours plus important, alors que la montée des inégalités aux États-Unis a été concomitante avec une aggravation du déficit courant.

Cette recherche a donc étudié la relation complexe entre la balance des comptes courants et les inégalités des revenus, en mettant l'accent sur les sources potentielles de non-linéarité dans cette relation. À l'aide de données portant sur 52 pays développés et en développement sur la période 1990-2019, nous montrons tout d'abord qu'une augmentation d'un écart-type de divers indicateurs d'inégalité des revenus génère une diminution du ratio du compte courant au PIB de -0,5 à -0,9 point de pourcentage dans les pays développés, mais n'a pas d'impact significatif lorsque l'échantillon est élargi aux pays émergents et en développement. Nous montrons ensuite que ces impacts moyens sont déformés le long de la distribution des variables de développement économique et financier : pour les pays qui affichent un PIB par habitant peu élevé ou de faibles niveaux de déréglementation financière et d'ouverture du compte de capital, l'inégalité de revenu supplémentaire améliore en

*Jérôme Héricourt, en  
collaboration avec Océane  
Blomme (Université de Lille)*



fait la balance des comptes courants. À l'inverse, l'impact négatif de l'inégalité des revenus sur la balance courante augmente au fur et à mesure que les marchés financiers deviennent plus grands, plus déréglementés et plus ouverts. En outre, la diminution du solde courant est, dans la plupart des cas de 1,1 à 1,7 fois plus importante dans le pays médian lorsque l'augmentation des inégalités est due à l'appauvrissement relatif de la classe moyenne plutôt qu'à l'augmentation des plus hauts revenus au détriment des revenus les plus modestes. Ces résultats sont robustes à divers tests concernant les problèmes d'endogénéité, l'impact possible de la grande crise financière et les définitions des variables.

Ce projet a donné lieu à la publication d'un document de travail en avril 2023, actuellement soumis pour publication dans une revue scientifique à comité de lecture, ainsi qu'à une *Lettre du CEPII* en janvier 2024.

#### Références :

"Structure of Income Inequality and Household Leverage: Cross-Country Causal Evidence", Bazillier Rémi, Jérôme Héricourt et Samuel Ligonnière, *European Economic Review*, n° 132, 103629.

"Inequality, Current Account Imbalances and Middle Incomes", Océane Blomme et Jérôme Héricourt, *CEPII Working Paper*, n° 2023-11, avril.

"Déséquilibres courants : le rôle complexe des inégalités de revenus", Océane Blomme et Jérôme Héricourt, *La Lettre du CEPII*, n° 443, janvier 2024.

"Comment comprendre la relation entre inégalités de revenus et déséquilibres extérieurs ?", Jérôme Héricourt, *Le Blog du CEPII*, Vidéo, 20 février 2024.

Axelle Arquié, en collaboration  
avec Malte Thie (Université  
Paris-Dauphine)

#### IMPLICATIONS MACROÉCONOMIQUES DES VARIATIONS DES TAUX DE MARGE LIÉES À LA MONDIALISATION

La variation du taux de marge des entreprises (markup) a des conséquences macroéconomiques essentielles. Le partage de la valeur ajoutée entre travail et capital, les créations d'emploi et les inégalités salariales sont en particulier affectés par le pouvoir de marché des entreprises. La mondialisation est l'une des sources de variation du taux de marge : à la baisse lorsque les importations concernent des biens finaux (en raison d'un accroissement de la concurrence), à la hausse pour les importations de biens intermédiaires. En effet, les entreprises importatrices de biens intermédiaires ne répercutent pas l'intégralité de la baisse de leurs coûts de production dans leurs prix, faute de pression concurrentielle suffisante du reste de leurs concurrents moins bien insérés dans la mondialisation.

Une première conséquence de la hausse du taux de marge de ces entreprises tient à une réallocation de l'activité vers celles-ci, au détriment de leurs concurrentes moins bien intégrées dans les chaînes de valeur, conduisant à une augmentation du taux de marge au niveau



macroéconomique. Une autre conséquence macroéconomique est que, dans de nombreux secteurs, un accroissement du pouvoir de marché peut se traduire par une moindre croissance de la production et donc de la demande de travail (De Loecker et al., 2020). Moins d'emplois sont créés et la hausse des salaires réels est contrainte. Enfin, la hausse du taux de marge est susceptible de générer inégalités salariales et polarisation du marché du travail.

Ce projet vise à analyser empiriquement les effets macroéconomiques des variations des taux de marge des entreprises liées à la mondialisation. Dans un premier temps, la variation des taux de marge a été estimée au niveau de chaque entreprise française présente dans la base de données. Dans un second temps, la part de cette variation induite par la mondialisation sera quantifiée. Enfin, l'effet de cette variation liée à la mondialisation sur les réallocations de parts de marché entre entreprises, et ainsi sur le taux de marge agrégé, sera analysé. Puis les effets sur les créations d'emplois et sur la polarisation du marché du travail et les inégalités salariales seront quantifiés. Une revue de littérature a été menée et un travail sur les données (estimation des taux de marges des entreprises) a été conduit.

#### Référence :

"The Rise of Market Power and the Macroeconomic Implications", Jan De Loecker, Jan Eeckhout et Gabriel Unger, *The Quarterly Journal of Economics*, 2020.

### GÉOPOLITIQUE DES RÉSERVES DE CHANGE

Ce projet vise à étudier les enjeux géopolitiques de la détention des réserves de change en analysant la différence entre types de réserves de change (plutôt que leur composition par devise, comme cela a été fait, notamment par Barry Eichengreen dans ses travaux précédents). Les banques centrales détiennent en effet deux principaux types de réserves : des dépôts dans des banques étrangères ou des titres financiers achetés sur le marché. L'hypothèse de ce travail est que les dépôts dans les banques étrangères reflètent des liens économiques et politiques entre pays alors que la détention de titres est moins sensible à des facteurs commerciaux et géopolitiques. Si l'hypothèse est vérifiée, cela signifie également qu'une devise peut devenir une monnaie de réserve internationale conséquente sans nécessairement que des titres financiers libellés dans cette devise soient très liquides sur les marchés internationaux. Cela pourrait en particulier concerner le renminbi.

Ce travail nécessite une collecte de données historiques pour la construction d'une base de données sur les bilans banques centrales (en partie financée par la Fondation France-Berkeley et en association avec le CEPII). La base de données est presque entièrement construite et se dégage déjà certaines tendances, notamment la prédominance des réserves étrangères sous forme de dépôt dans les pays émergents avec régime de taux de change fixe.

*Eric Monnet, en collaboration  
avec Barry Eichengreen  
(University of California,  
Berkeley)*



Il s'inscrit dans la continuité d'un travail antérieur de Macaire *et al.* (2022), dont une analyse a été publiée dans le *Rapport international sur l'euro* de la Banque centrale européenne (2023).

#### Références :

"Internationalisation of the renminbi and capital account openness", Eric Monnet, Barry Eichengreen, Camille Macaire, Arnaud Mehl et Alain Naef, *Rapport international sur l'euro*, Banque centrale européenne, 2023.

"Is Capital Account Convertibility Required for the Renminbi to Acquire Reserve Currency Status?", Eric Monnet, Camille Macaire, Arnaud Mehl et Alain Naef, *CEPR Discussion Papers*, n° 17498, 2022.

Eric Monnet

### VERS UNE MORT DU MULTILATÉRALISME FINANCIER ?

Depuis une dizaine d'années, une nouvelle architecture financière internationale se dessine, caractérisée par la normalisation des limites à la circulation totale des capitaux financiers, les prêts bilatéraux à moyen-long terme entre États et la montée des prêts bilatéraux à court terme entre banques centrales. Cela tend à marginaliser les institutions du multilatéralisme financier comme le FMI, la Banque mondiale ou le Club de Paris. Ce projet vise à caractériser ces évolutions en les replaçant dans le temps long de l'évolution du système monétaire international et à en saisir les enjeux politiques et financiers. Il a donné lieu à une première publication qui synthétise les apports récents de la littérature empirique sur l'évolution du système financier.

Le projet se poursuit actuellement par une tentative de théorisation des rapports de force au sein du système monétaire international dans une perspective historique, en réinterrogeant notamment les notions de "centre" et "périphérie" du système et celle de "position hégémonique".

#### Référence

"Les mutations du système monétaire international", Eric Monnet, In *L'économie mondiale 2024*, La Découverte, septembre 2023.

Michel Aglietta, en collaboration  
avec Camille Macaire (Banque  
de France)

### TRANSFORMATIONS DU MODÈLE DE CROISSANCE CHINOIS ET CONSÉQUENCES SUR LE DÉCOUPLAGE CHINE-ÉTATS-UNIS

À la suite de la nomination de Xi Jinping pour un troisième mandat par le congrès du Parti Communiste Chinois (PCC), l'objectif de ce projet était d'analyser les transformations du modèle de croissance chinois qui pourraient advenir à court et moyen termes, et les conséquences de ces transformations sur un découplage entre la Chine et les États-Unis.

Deux axes ont été privilégiés. Tout d'abord, le 14<sup>e</sup> plan quinquennal de la Chine a été analysé. La part intérieure de la stratégie consiste à développer le marché domestique, en adressant la question du vieillissement démographique qui constitue une opportunité de développement, avec la constitution d'un immense marché de consommation. Mais cette stratégie suppose une refonte en profondeur des filets de



sécurité, qui peine à se matérialiser. L'analyse a aussi pointé les difficultés du chemin vers la neutralité carbone en 2060, la feuille de route pour y parvenir étant lacunaire. La Chine, qui est devenue leader dans l'industrie de la transition énergétique, pourrait toutefois transformer en partie ce défi en opportunité comme relais de croissance.

L'impact d'un changement de régime de croissance sur la question du découplage entre la Chine et les États-Unis a ensuite été traité. La Chine propose une alternative au système organisé autour des institutions de Bretton Woods pour un nouvel ordre géopolitique, en faisant du pays le chef de file des émergents. L'objectif de la Chine est également de se rendre moins dépendante des pays occidentaux. Dans ce contexte, la question du découplage dans les technologies avancées prend une importance particulière : la réaffirmation de la réunification de Taiwan et l'annonce d'un effort d'investissement massif dans les technologies numériques avancées vont dans cette direction. Un Policy brief a été publié par les auteurs et un chapitre de l'Économie mondiale 2025 est en voie de finalisation.

#### Référence :

"Quelle nouvelle ère pour la Chine ? Les défis de la prospérité intérieure et de l'affirmation internationale", Michel Aglietta et Camille Macaire, *CEPII Policy Brief*, n° 43, septembre 2023.

## PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

### LES ENJEUX POLITIQUES ET FINANCIERS DES PERTES DE BANQUES CENTRALES

Eric Monnet

Depuis 2021, la hausse des taux d'intérêt visant à lutter contre l'inflation se traduit par des pertes financières importantes pour la plupart des banques centrales des économies avancées, notamment la Banque centrale européenne ou la Réserve fédérale américaine. Ces pertes ne sont pas dues à la baisse du prix des actifs détenus par les banques centrales et leur revente, mais à la différence entre le faible rendement des actifs, achetés lors des politiques d'assouplissement quantitatif, et l'augmentation du taux de rémunération des dépôts des banques à la banque centrale. Ces pertes n'ont pas pour l'instant exposé directement les finances publiques des gouvernements, à l'exception de certains cas comme en Suède ou au Royaume-Uni. Les craintes qu'ont fait naître ces pertes ont été apaisées par l'analyse économique et les exemples historiques : les banques centrales peuvent utiliser leurs fonds propres et leurs profits futurs pour éponger ces pertes, sans menacer leur stabilité ou celle du système monétaire. Si les banques centrales ne vont pas faire faillite, la gestion de ces pertes pose néanmoins des questions d'économie politique qui vont probablement occuper le débat public au cours des prochaines années.

Ce projet de recherche vise à répondre à trois questions : (1) Pourquoi les banques centrales font-elles des pertes ? (2) La situation actuelle est-elle

inédite ? (3) Quelles sont les conséquences de ces pertes ? Il s'agit ici de distinguer les conséquences purement financières et comptables des conséquences politiques dues à la perception des pertes par le public.

Un premier article a été publié pour répondre à ces questions en centrant l'analyse sur une comparaison de la situation actuelle avec la précédente hausse des taux d'intérêt importante des banques centrales au cours des années 1980. Ce premier article a été accepté par la revue *Economic Policy* et publié dans un format plus court comme *Lettre du CEPII*. Une réflexion plus approfondie – notamment sur les conséquences politiques des pertes – va être publiée dans l'ouvrage *l'Économie mondiale 2025*. Un travail de recherche est également en cours pour chercher à répondre à ces trois questions dans une perspective plus longue avec des données sur 200 ans.

#### Référence :

"Faut-il s'inquiéter des pertes des banques centrales ?, Théodore Humann, Kris James Mitchener et Éric Monnet, *La Lettre du CEPII*, n° 440, septembre 2023.

Axelle Arquié

### RUÉES BANCAIRES AUX ÉTATS-UNIS ET DÉRÉGULATION

Ce projet avait pour objectif d'analyser dans quelle mesure la dérégulation bancaire avait pu contribuer à la survenue de ruées bancaires aux États-Unis (cas de la SVB notamment). Le travail a porté sur les effets de la loi de 2018, qui a notamment relevé le seuil à partir duquel les banques sont considérées comme étant d'importance systémique. La dérégulation de 2018 a ainsi permis aux deux tiers des banques de se soustraire aux tests de résilience annuels de la Fed, parmi lesquelles la SVB. L'analyse a conduit à s'interroger sur la possibilité que la SVB aurait pu éviter une ruée bancaire si elle n'avait pas échappé à la régulation renforcée. En particulier, la stratégie de la SVB aurait pu être amendée si un test de résilience conduit par la Fed avait mis en lumière la fragilité de ses investissements face à une montée possible des taux courts, et ce suffisamment tôt.

#### Références :

"La dérégulation bancaire aux États-Unis a-t-elle ressuscité les ruées bancaires ?", Axelle Arquié, *The Conversation*, 28 mars 2023.

"La dérégulation bancaire aux États-Unis a-t-elle ressuscité les ruées bancaires ?", Axelle Arquié, *Le Blog du CEPII*, Billet, 31 mars 2023.

"15 ans après la crise de 2008 : les règles anti-krach bancaire sont-elles efficaces ?", Axelle Arquié, *L'Humanité*, 6 mai 2023.

### DÉVIATIONS DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION EN PÉRIODE D'INCERTITUDE : TOUS LES PAYS NE SE COMPORTE PAS DE LA MÊME MANIÈRE

La théorie de la parité des taux d'intérêt non couverte suggère que des actifs identiques dans deux pays différents devraient fournir les

Purva Gole, Erica Perego, en collaboration avec Camelia Turcu (Université d'Orléans – LEO)



mêmes rendements, une fois pris en compte le comportement des taux de change des monnaies des deux pays. Toutefois, la littérature empirique a montré – depuis les travaux fondateurs de Fama (1984) – que la parité des taux d'intérêt non couverte ne se vérifie pas dans la réalité. La littérature, centrée sur les pays développés, a identifié différentes explications : le rôle des anticipations, de l'incertitude et de la prime de risque pays.

Ce projet a réexaminé le rôle de l'incertitude pour expliquer les déviations de la parité des taux d'intérêt non couverte en se concentrant sur soixante économies, à la fois émergentes et en développement (EMDE) et avancées (AE), sur la période 1995-2023. Les résultats montrent que la distinction entre ces deux types d'économies (EMDE et AE) est cruciale pour comprendre les écarts de parité des taux d'intérêt, car le comportement des rendements excédentaires ("excess returns") diffère dans les deux groupes en période d'incertitude : les écarts deviennent plus importants pour les EMDE et plus étroits pour les AE.

Ces résultats sont cohérents avec l'idée qu'en période d'incertitude, les investisseurs mondiaux pourraient modifier leurs préférences en matière de risque et passer d'investissements à haut risque de change dans les pays émergents à des investissements moins risqués dans les économies avancées.

Ce projet est en voie d'achèvement. Le document de travail est en phase de soumission.





# Programme scientifique

## Migrations internationales

### MIGRATIONS ET EMPLOIS

#### L'IMPACT DES MIGRATIONS SUR L'EMPLOI EN EUROPE : UNE ANALYSE COMPARÉE AU NIVEAU RÉGIONAL

Ce travail étudie les conséquences économiques du choc d'offre de travail induit par l'immigration au sein des pays de l'Union européenne au cours des années 2010-2019. Il montre qu'un accroissement de la population active suite à l'immigration réduit le taux d'emploi moyen des natifs à très court terme et que celui-ci revient à son niveau d'équilibre en moins de cinq ans. L'autre résultat important de l'étude concerne la mise en évidence d'effets hétérogènes selon le niveau de diplôme des natifs. Les effets négatifs de court-terme ne concernent que les natifs les moins diplômés. Les effets à plus long terme de l'immigration sur l'emploi des plus diplômés sont positifs.

#### Références :

"The Impact of Immigration on the Employment Dynamics of European Regions", Anthony Edo, Cem Özgüzel, *CEPII Working Paper*, n° 2023-20, septembre.

"The impact of immigration on the employment dynamics of European regions", Anthony Edo et Cem Ozguzel, *Labour Economics*, vol. 85, 2023.

#### LE RÔLE DES IMMIGRÉS DANS LES SECTEURS ESSENTIELS : UNE COMPARAISON EUROPÉENNE

Ce projet visait à mesurer la part des travailleurs immigrés par rapport aux natifs dans les secteurs essentiels, dans 17 pays, ainsi qu'à identifier les facteurs qui expliquent le différentiel de représentation liés à l'offre et la demande de travail dans chacun des secteurs.

*Anthony Edo, en collaboration  
avec Cem Özgüzel (OCDE)*

*Jérôme Gonnot, en collaboration  
avec Nikolaj Broberg (European  
University Institute), Martin Ruhs  
(European University Institute)  
et Friedrich Poschel (European  
Asylum Support Office)*



Lionel Ragot,  
Christophe Destais

Lionel Ragot, en collaboration  
avec Jérôme Gonnot, ESPOL  
(Université Catholique de Lille)

L'économiste qui en était à l'initiative a quitté le CEPII avant de l'avoir achevé.

### FLUX MIGRATOIRES ET RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Ce projet visait à préciser les enjeux associés aux conséquences constatées ou potentielles des technologies numériques sur les flux migratoires (délocalisation des emplois, mobilité internationale des travailleurs spécialisés) et à réfléchir sur les politiques publiques qui pourraient y être associées.

La recherche de données s'est malheureusement révélée infructueuse.

### L'IMPACT DE LA ROBOTISATION SUR L'EMPLOI DES IMMIGRÉS

Ce projet, initié en 2023 pour une durée de deux ans, vise à comparer l'impact du développement de la robotisation sur l'emploi des travailleurs immigrés et natifs à un niveau sectoriel fin. Les travaux menés durant la première année ont principalement consisté à engager la collecte et le traitement des données produites par l'International Federation of Robotics (IFR) pour les stocks de robots et issues des recensements nationaux (États-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni et Italie) pour l'emploi qui, seules, sont suffisamment fines pour correspondre aux objectifs de l'étude.

## L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES POLITIQUES MIGRATOIRES

Anthony Edo, en collaboration  
avec Cem Ozguzel (OCDE) et  
Ehsan Vallizadeh (Institute for  
Employment Research – IAB)

### LES EFFETS DE L'OUVERTURE DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN ALLEMAGNE SUR LES NATIFS (EMPLOIS, SALAIRES, ALLOCATION SECTORIELLE)

Ce projet vise à analyser les conséquences sur les salaires et l'emploi des natifs ainsi que sur les réallocations sectorielles de deux épisodes successifs d'ouverture du marché du travail allemand qui ont rendu accessibles aux immigrés d'origine européenne (en 2005) et non-européenne (en 2012) des professions qui leur étaient interdites auparavant. Il présuppose l'accès et l'exploitation de données allemandes détaillées sur l'ensemble des travailleurs de ce pays. Cet accès n'a, pour l'instant, pas été possible.

Gianluca Santoni, en  
collaboration avec Gianluca  
Orefice (Université de Paris  
Dauphine – PSL) et Giovanni  
Peri (University of California  
Davis)

### LES EFFETS SUR L'EMPLOI ET LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES DE DEUX ÉPISODES D'OUVERTURE DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN ITALIE

Ce projet vise à estimer les effets de l'immigration sur l'emploi et la mobilité des travailleurs natifs pour la période 1998-2018 en s'appuyant sur les changements induits par la loi "Bossi-Fini" de 2002 qui a réglementé et simplifié les procédures d'embauche de travailleurs immigrés non européens par les entreprises italiennes. Selon des résultats préliminaires, cette loi a eu un faible effet sur le salaire moyen des travailleurs natifs, un effet positif sur l'emploi sur le marché du travail



local et favorisé la mobilité des travailleurs natifs des entreprises les plus touchées par la loi vers des entreprises à plus forte productivité, augmentant ainsi la dispersion des salaires des travailleurs natifs.

Le travail est en cours d'achèvement et un document de travail sera présenté au second semestre 2024.

#### L'IMPACT SUR LES EMPLOIS ET LES SALAIRES DE LA RÉGULARISATION DES IMMIGRÉS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE : UNE ANALYSE DES MESURES PRISES EN FRANCE EN 1982

Ce travail visait à analyser l'impact de la vague de régularisation des immigrés en situation irrégulière de 1981 sur les salaires et l'emploi des natifs et la croissance économique. Il montre que cette régularisation, qui a concerné 12 % de la main-d'œuvre non française et environ 1 % de la population active totale, a amélioré le pouvoir de négociation des étrangers sans-papiers et, par suite, leurs opportunités économiques. Cela a conduit à un accroissement des rémunérations des secteurs concernés les rendant plus attractifs et encourageant une augmentation de la participation au marché du travail, contribuant in fine à l'accroissement du PIB par habitant de l'hexagone d'environ 1%.

##### Référence :

"Monopsony, Efficiency, and the Regularization of Undocumented Immigrants", George J. Borjas et Anthony Edo, *CEPII Working Paper*, n° 2023-18, juillet.

#### LES CONSÉQUENCES DES POLITIQUES MIGRATOIRES À DESTINATION DES ÉTUDIANTS : L'EXEMPLE DU CANADA

Ce travail évalue les conséquences d'une réforme de la politique de visas pour étudiants au Canada qui a introduit une nouvelle filière avec des délais de traitement plus courts et des taux d'approbation plus élevés pour les demandeurs capables de démontrer qu'ils ont les ressources financières et les compétences linguistiques requises. Il montre que ce programme a augmenté de 33 % la migration des étudiants en provenance des pays traités par rapport à ce qui se serait produit en l'absence de réforme. L'effet a été particulièrement important et positif sur les inscriptions des étudiants en provenance des pays où la fraude migratoire était une préoccupation importante. L'inscription d'étudiants étrangers dans le cadre de ce programme ne semble par ailleurs pas avoir eu d'effets négatifs pour l'accès à l'université des étudiants nationaux. Un effet d'éviction sur les étudiants étrangers non éligibles est en revanche décelable.

##### Référence :

"Visa Policy and International Student Migration: Evidence from the Student Partners Program in Canada" Jérôme Gonnot, Mauro Lanati, *CEPII Working Paper*, n° 2023-07, mars.

*Anthony Edo, en collaboration avec George Borjas (Harvard University)*

*Jérôme Gonnot, en collaboration avec Mauro Lanati (University of Milano-Bicocca)*



## MIGRATIONS ET OPINIONS : ANALYSES GLOBALES

Jérôme Gonnot, en collaboration avec Lenka Dražanová (European University Institute), Tobias Heidland (Kiel Institute for the World Economy) et Finja Krueger (Kiel Institute for the World Economy)

### OPINIONS PUBLIQUES ET IMMIGRATION : UNE MÉTA-ANALYSE

Les attitudes du public à l'égard de l'immigration ont suscité beaucoup d'intérêt de la part des chercheurs et ont fait l'objet de recherches empiriques approfondies au cours des dernières années. Cependant, malgré une littérature théorique et empirique importante, aucune conclusion ferme n'a été tirée concernant les facteurs influençant l'opinion sur l'immigration. Ce projet vise à combler cette lacune par une méta-analyse de 140 articles (soit 1185 estimations) qui évaluent quantitativement les déterminants des préférences en matière de politique migratoire (par exemple, les niveaux d'immigration souhaités) et les opinions sur la contribution des immigrés à la société. Ces articles ont été publiés entre 2009 et 2019 dans les principales revues de plusieurs disciplines des sciences sociales. L'un des principaux résultats est que deux caractéristiques individuelles sont associées de manière significative aux attitudes à l'égard de l'immigration : l'éducation (positivement) et l'âge (négativement). Une profession hautement qualifiée, ainsi qu'un revenu plus élevé, prédisent des attitudes significativement plus positives à l'égard de l'immigration mais l'effet de l'éducation n'est pas seulement dû à sa corrélation avec le revenu, ce qui indique qu'il représente également un clivage fondé sur les valeurs. Le fait de vivre dans des zones urbaines est également en corrélation positive avec les attitudes favorables à l'immigration.

#### Référence :

"Which individual-level factors explain public attitudes toward immigration? a meta-analysis, L. Dražanová, J. Gonnot, T. Heidland et F. Krüger", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 50(2), 317-340, 2024.

Hillel Rapoport, en collaboration avec Etienne Bacher (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research) et Michel Beine (Université de Luxembourg).

### LES CONSÉQUENCES SUR LES FLUX MIGRATOIRES DE LA XÉNOPHOBIE DANS LES PAYS DE DESTINATION

Ce travail, basé sur des enquêtes d'opinion, vise à analyser la sensibilité des migrants potentiels, en fonction de leur pays d'origine et de leur niveau de qualification, aux attitudes anti-immigration dans les pays de destination.

Le projet s'interroge sur les conséquences sur les flux migratoires effectifs de cet effet dissuasif et, notamment, sur le point de savoir s'il réduit les flux migratoires ou s'il produit un effet d'éviction en faveur des migrants peu qualifiés provenant de pays à faible niveau de revenus, moins sensibles à la xénophobie, laquelle pourrait s'en trouver renforcée en une sorte de cercle vicieux.

Des résultats préliminaires montrent que ce sont principalement les migrants moyennement qualifiés provenant de pays à revenus élevés qui sont dissuadés.



## MIGRATIONS ET NORMES CULTURELLES

### TRANSMISSION CULTURELLE ET ATTITUDES POLITIQUES : EXPLICATION DES DIFFÉRENCES ENTRE LES AUTOCHTONES ET LES IMMIGRÉS EN EUROPE OCCIDENTALE

Ce travail étudie le rôle de la transmission culturelle horizontale sur l'assimilation politique des immigrants en Europe occidentale en utilisant les données sur les opinions politiques individuelles de l'Enquête sociale européenne (European Social Survey). Il porte sur cinq questions politiques clés : la redistribution, les droits des homosexuels, l'intégration à l'UE, la politique d'immigration et la confiance dans les institutions politiques.

Les résultats montrent que les immigrants sont aussi favorables à la redistribution que les natifs, qu'ils ont des attitudes plus conservatrices à l'égard des droits des homosexuels et des opinions plus libérales sur les trois autres questions. Ces différences se creusent avec la distance culturelle et religieuse entre les origines des immigrants et les normes d'Europe occidentale, et diminuent avec le nombre d'années écoulées depuis la migration.

Il est à noter que les immigrants qui ont passé au moins 10 ans dans leur pays d'accueil ont une attitude à l'égard de la politique migratoire et une confiance dans les institutions qui se rapprochent de celles des natifs, y compris dans leurs différences régionales. En revanche, l'écart concernant l'intégration européenne et les droits des homosexuels reste stables, tandis que l'opinion des immigrants sur la redistribution devient relativement plus conservatrice.

#### Référence :

"Cultural Transmission and Political Attitudes: Explaining Differences between Natives and Immigrants in Western Europe", J. Gonnot et F. lo Polito, *CEPII Working Paper*, n°. 2023-12, mai.

### MIGRANTS ET DIFFUSION DES NORMES CULTURELLES EN EUROPE

Ce projet vise à offrir des perspectives sur la façon dont l'immigration peut façonner la distribution des valeurs culturelles dans les pays européens de destination des migrants. Il documente, dans un premier temps, l'évolution de l'hétérogénéité culturelle sur plusieurs dimensions (valeurs morales, confiance, attitudes envers les immigrants, etc.). Pour chaque dimension, un indice global d'hétérogénéité culturelle au niveau national et régional est construit afin de mesurer la probabilité que deux individus choisis au hasard parmi l'ensemble de la population résidente d'une région donnée réponde différemment à une même question, elle-même tirée au hasard. Le projet s'efforce, dans un deuxième temps, de déterminer l'impact de l'immigration de première et deuxième génération sur les indices d'hétérogénéité culturelle.

*Jérôme Gonnot, en collaboration avec Federica lo Polito (Toulouse School of Economics)*

*Jérôme Valette, en collaboration avec Riccardo Turati (Universitat Autònoma de Barcelona) et Yasmine Hesham Elkhateeb (Université Paris 1).*



La construction des données ainsi qu'une première analyse économétrique ont été réalisées. Une première version de l'étude a été rédigée. Les résultats préliminaires tendent à montrer que :

- l'immigration peu qualifiée et non européenne accroît l'hétérogénéité culturelle en introduisant de nouvelles valeurs culturelles dans les pays de destination, mais cet effet s'estompe rapidement avec l'assimilation ;
- une part plus élevée d'immigrants européens hautement qualifiés conduit les natifs à adopter des valeurs plus libérales et, in fine, à une plus grande homogénéité culturelle.

Le second effet, dont les facteurs d'explication sont complexes, est supérieur au premier et, au total, l'immigration tendrait à réduire l'hétérogénéité culturelle en Europe.

Ces premiers résultats font l'objet de présentations en conférences et séminaires afin de valider leur cohérence. Un approfondissement théorique de ce travail est également en cours.

*Hillel Rapoport, en collaboration avec Mickael Melki (Paris School of Business), Enrico Spolaore (Tufts University) et Romain Wacziarg (UCLA Anderson School of Management)*

#### **MIGRANTS ET DIFFUSION DES NORMES DE FÉCONDITÉ EN EUROPE, UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE**

Cette étude vise à analyser le rôle des migrations dans la diffusion de la transition démographique entre la France, où elle a été engagée dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et le reste de l'Europe. Elle montre que l'augmentation de l'immigration en France en provenance d'autres régions européennes entre 1850 et 1930 s'est traduite par une baisse de la fécondité dans les régions d'origine après quelques décennies. Elle met également en lumière le fait que les immigrants qui ont acquis la nationalité française ou qui se sont installés dans les régions françaises où les taux de fécondité sont les plus bas ont eu une fécondité plus faible. Ces résultats suggèrent que les migrants ont agi comme des vecteurs de diffusion culturelle, propageant de nouvelles informations, normes sociales et préférences relatives à la fécondité moderne dans leurs régions d'origine.

Ce projet est en voie d'achèvement.

## **L'INFLUENCE DES MÉDIAS SUR LES OPINIONS DES NATIFS RELATIVES AUX MIGRANTS**

*Jérôme Valette, en collaboration avec Sarah Schneider-Strawczynski (Paris School of Economics)*

#### **L'INFLUENCE DES MÉDIAS SUR LA POLARISATION DES ATTITUDES DES NATIFS ENVERS LES IMMIGRÉS**

Ce travail vise à déterminer dans quelle mesure les médias ont un impact sur les attitudes des natifs à l'égard de l'immigration lorsque la couverture médiatique de ce sujet devient plus importante. Cette dernière est mesurée à l'aide des données originales de l'Institut National de l'Audiovisuel Français (INA) qui enregistre l'ensemble des informations diffusées par les principaux journaux télévisés nationaux du



soir. Ces informations sont agrégées pour chaque chaîne au niveau mensuel, puis combinées avec des données qui permettent de lier dans le temps chaque répondant à sa chaîne de télévision préférée pour l'information politique et, donc, à son exposition au sujet migratoire. Les résultats montrent qu'une augmentation de l'importance de l'immigration dans les médias n'entraîne pas nécessairement les attitudes de tous les natifs dans une direction spécifique, mais qu'elle augmente la polarisation de ces derniers en poussant les individus aux convictions modérées vers les deux extrêmes de la distribution.

Cette polarisation est principalement causée par une augmentation de la saillance de l'immigration, qui réactive des préjugés préexistants, plutôt que par des effets de persuasion issus de la consommation d'informations biaisées.

#### Référence :

"The Usual Suspects: Offender Origin, Media Reporting and Natives' Attitudes Towards Immigration", Sekou Keita, Thomas Renault et Jérôme Valette, *The Economic Journal*, Volume 134, Issue 657, January 2024, Pages 322–362.

### L'INFLUENCE DES MÉDIAS SUR LE LIEN ENTRE IMMIGRATION ET CRIMINALITÉ DANS LES OPINIONS

Ce travail comporte deux volets :

- d'une part, il dresse un bilan de la littérature économique sur le lien entre immigration et délinquance. Le principal résultat est que cette littérature n'établit pas de lien causal, hormis un effet positif faible sur la délinquance en matière de propriété. Cette littérature montre également que les régularisations ont un effet positif sur la baisse de la délinquance d'origine étrangère ;
- d'autre part, il analyse le décalage entre perceptions et réalités ainsi que le rôle des médias dans ce phénomène. Cet écart s'explique par (i) la surreprésentation des immigrés dans les statistiques officielles brutes de délinquance et (ii) le traitement médiatique de la délinquance. Comme le montre l'expérience allemande en la matière, lorsque les médias adoptent un traitement plus neutre de l'origine nationale ou étrangère des auteurs présumés d'infractions, les inquiétudes à l'égard de l'immigration se réduisent.

#### Référence :

"Immigration et délinquance : réalités et perceptions", Arnaud Philippe et Jérôme Valette, *La Lettre du CEPPII*, n° 436, avril 2023.

### LA DISCRIMINATION PÉNALE DES HISPANIQUES ET LE FLUX D'INFORMATION SUR LES ENTRÉES ILLÉGALES À LA FRONTIÈRE SUD DES ÉTATS-UNIS

Cette étude vise à analyser l'impact d'une augmentation de la visibilité des Hispaniques aux États-Unis, mesurée au travers de l'exposition de chaque district fédéral aux arrestations d'Hispaniques en situation

Jérôme Valette en collaboration avec Arnaud Philippe (University of Bristol)

Jérôme Valette, en collaboration avec Simone Bertoli (CERDI), Morgane Laouenan (CNRS, LIEPP-Sciences Po)



irrégulière à la frontière sud des États-Unis, sur les condamnations des citoyens américains d'origine hispanique dans le système judiciaire américain.

Les premiers résultats montrent qu'une augmentation de la visibilité du groupe hispanique aux États-Unis augmente la sévérité des condamnations reçues par les citoyens américains d'origine hispanique et ce d'autant plus fortement que ces derniers partagent les caractéristiques moyennes des illégaux en matière d'âge, de genre ou de niveau d'éducation. En revanche, les justiciables d'origine hispanique n'ayant pas la nationalité américaine ne semblent pas affectés par ces variations.

Ces deux résultats combinés semblent donc refléter le fait que l'accroissement des arrestations à la frontière conduit les tribunaux à assimiler les justiciables citoyens américains d'origine hispanique aux justiciables d'origine hispanique non citoyens et à accroître la sévérité des condamnations des premiers.

L'absence d'effet pour aux justiciables d'origine hispanique non citoyens est incompatible avec une explication alternative selon laquelle les arrestations pourraient détériorer l'attitude des juges envers tous les justiciables hispaniques, indépendamment de leur citoyenneté.

#### Référence :

"Border Apprehensions and Federal Sentencing of Hispanic Citizens in the United States", Simone Bertoli, Morgane Laouenan et Jérôme Valette, *CEPII Working Paper*, n° 2023-02, janvier.

## MIGRATIONS ET COMPORTEMENTS ÉLECTORAUX

*Hillel Rapoport, en collaboration avec Frederic Docquier (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research), Lucas Guichard (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research), Stefano Iandolo (Université de Salerne) et Riccardo Turati (Université Autonome de Barcelone)*

### POPULISME ET CONTENU EN COMPÉTENCES DE LA MONDIALISATION : UNE ANALYSE DES 60 DERNIÈRES ANNÉES

Cette étude analyse le rôle de la mondialisation dans l'évolution du populisme depuis 60 ans. Cette dernière est mesurée sur un panel de 628 élections dans 55 pays selon deux méthodes : une classique (part de voix des partis populistes) et une nouvelle et originale (un score de populisme basé sur l'analyse des plateformes électorales est affecté à tous les partis). Il en ressort que les niveaux de populisme dans le monde ont fortement fluctué depuis les années 1960, atteignant des sommets après chaque crise économique majeure et un niveau record – en particulier pour le populisme de droite en Europe – après la grande récession de 2007-2010. L'impact conjoint du commerce et de l'immigration sur le populisme est analysé en tenant compte de la taille et de la structure de compétences de l'un et l'autre. Les résultats suggèrent que le populisme réagit aux chocs de la mondialisation d'une manière qui est étroitement liée à la structure des compétences de ces chocs. Les importations de biens à forte intensité de main-d'œuvre peu qualifiée augmentent à la fois le populisme total et le populisme de droite en



termes de volume et de marge moyenne, et ce d'autant plus en période de désindustrialisation et d'expansion de l'internet. L'immigration peu qualifiée, quant à elle, tend à induire un transfert de voix des partis de gauche vers les partis populistes de droite, apparemment sans effet sur le total.

**Référence :**

"Populism and the Skill-Content of Globalization: Evidence from the Last 60 Years", Frédéric Docquier, Lucas Guichard, Stefano Landolo, Hillel Rapoport, Riccardo Turati et Gonzague Vannoorenberghe , *CEPII Working Paper*, n° 2023-10 , avril.





# Programme scientifique

## ■ Politiques commerciales

### COMMERCE ET POLITIQUES CLIMATIQUES

#### BIAIS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE EN FAVEUR DES BIENS POLLUANTS

La protection à la frontière fait partie des politiques concernées par la mise en cohérence des différentes politiques publiques avec les objectifs environnementaux que ce soit du point de vue de la structure actuelle des droits de douane ou d'un ajustement carbone à la frontière pour éviter les effets de fuite des politiques domestiques. Il a été récemment mis en évidence que plus l'intensité émissive de la production des biens est élevée, plus la protection à la frontière dont ils bénéficient est faible, ce qui indiquerait l'existence d'un biais des politiques commerciales en faveur des biens les plus polluants, et ce au niveau mondial.

Dans un cadre d'équilibre général ce projet montre que ce biais est presque complètement expliqué par l'absence ou la faible taxation des carburants fossiles à la frontière dans la plupart des pays importateurs. Cependant, dans ces mêmes pays, les carburants fossiles sont usuellement fortement taxés à la consommation (au-delà des autres biens). Du fait qu'une taxe à la consommation est équivalente à un droit de douane dans un pays non-producteur, cela implique que réduire le biais des politiques commerciales ne constitue pas un objectif intéressant, puisqu'il est déjà traité par d'autres taxes. Les résultats sont finalisés et ont été présentés dans plusieurs conférences. Le document de travail est en cours de finalisation.

#### Produit attendu

Un document de travail en 2024.

*Christophe Gouel, Lionel Fontagné, en collaboration avec Youssef Salib (Paris School of Economics - École des Ponts ParisTech) et Cecilia Bellora*

Lionel Fontagné, Yu Zheng,  
en collaboration avec  
Cecilia Bellora

### UN SENTIER DYNAMIQUE VERS UNE ÉCONOMIE DÉCARBONÉE

Quel est l'impact économique d'engagements climatiques différenciés selon les pays dans un contexte d'économies ouvertes ? Les fuites de carbone vers les pays peu ambitieux annuleront-elles les efforts des pays les plus engagés dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en particulier l'UE ? Ce projet s'appuie sur le modèle d'équilibre général MIRAGE-Power pour simuler les engagements européens et ceux des pays les plus ambitieux, avec en contrepoint une situation d'inaction. Il quantifie l'impact différencié selon les économies de cette hétérogénéité des engagements climatiques, transitant notamment par le canal de la compétitivité. Il quantifie également les fuites de carbone et projette la répartition des émissions mondiales à l'horizon 2050.

Une première version de ce travail s'est appuyée sur le modèle MIRAGE-Power et la base de données GTAP-Power 10.1. Le modèle a été calibré pour correspondre à la projection des parts d'énergies renouvelables en 2030 dans World Energy Outlook de l'AIE (Agence internationale de l'énergie). Deux scénarios sont étudiés : d'une part la non-coopération, où seuls l'UE et les pays qui disposent d'un marché du carbone en 2021 rempliront leur engagement en 2030 ; d'autre part un scénario de coopération, où tous les pays qui ont soumis une CDN inconditionnelle respecteront leurs engagements. La simulation projette la structure énergétique, les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et le commerce à l'horizon 2040 au niveau mondial et par région. Les résultats montrent que la coopération permet de réduire davantage les émissions et facilite l'adoption de technologies vertes. Toutefois, même les politiques climatiques mondiales fondées sur la coopération et limitées à des engagements inconditionnels ne permettront pas d'atteindre la réduction des émissions respectueuse du climat imposée par l'objectif des 2 degrés.

Le travail est en cours de mise à jour en utilisant la base de données GTAP-Power 11 publiée en fin de décembre 2023. GTAP-Power 11 a amélioré l'aspect du commerce de l'énergie et des GES, ce qui est essentiel pour l'amélioration des résultats de ce projet.

Les deux versions du projet ont fait l'objet de présentations en conférence ou séminaire.

#### Produit attendu

Un document de travail en 2024.

#### Référence :

IEA, *World Energy Outlook 2023*, Paris.

### OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE À OBJECTIF ENVIRONNEMENTAL

Les obstacles techniques au commerce (OTC) consistent en des règlements techniques, des normes, des procédures d'essai et de certification, ayant des objectifs variés (santé, protection de l'environnement, d'information des consommateurs, sécurité). Depuis l'Accord de Paris, les OTC liées à l'environnement notifiées à l'Organisation Mondiale

Charlotte Emlinger, en  
collaboration avec Fabio  
Santeramo (European University  
Institute), Emilia Lamonaca  
(University of Foggia)



du Commerce (OMC) ont augmenté de 73 %, suggérant une utilisation accrue de ce type de protection pour faire face au défi climatique. L'analyse réalisée en utilisant les notifications de l'OMC par objectif montre que les OTC à objectif environnemental réduisent les flux commerciaux bilatéraux. Ils tendent par ailleurs à favoriser les flux commerciaux des pays ayant une forte influence économique et politique, tels que les pays à haut revenu et les pays du G20. Ces mesures semblent ainsi façonner le commerce en faveur des pays les plus riches et les plus industrialisés, qui disposent de meilleures ressources financières et techniques pour se conformer aux exigences respectueuses de l'environnement.

**Référence :**

"Technical measures, Environmental protection, and Trade", Fabio Gaetano Santeramo, Emilia Lamonaca et Charlotte Emlinger, article en révision dans *Review of International Economics*.

**L'INFLATION REDUCTION ACT : CONTENU, IMPACT POTENTIEL, COHÉRENCE**

L'Inflation Reduction Act adopté par le Congrès américain le 16 août 2022, loin de combattre l'inflation, vise surtout à promouvoir l'utilisation d'énergies propres. La Loi contient aussi des clauses de contenu local qui sont apparues comme discriminatoires, ou même protectionnistes. Ce projet est de : 1) décrit le contenu exact de cette loi ; 2) explique son incompatibilité avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce ; 3) donne un aperçu de son impact potentiel sur la localisation des activités de production en résumant la littérature sur les déterminants des IDEs et celle sur les clauses de contenu local ; 4) examine la cohérence de cette loi en matière de multiplicité d'objectifs ; 5) liste les réponses possibles de l'Union européenne.

Projet sur un an.

**Référence :**

Un billet de Blog, une contribution au rapport thématique "Compétitivité" coordonné à France Stratégie par Lionel Fontagné.

Antoine Bouët

**PROTECTION ET SANCTIONS COMMERCIALES**

**IMPACT DES SANCTIONS COMMERCIALES LIÉES AU CONFLIT EN UKRAINE SUR LES FIRMES EXPORTATRICES FRANÇAISES**

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe en février 2022 a conduit le conseil de l'Union européenne (UE) à adopter treize paquets de sanction. Certaines de ces mesures affectent directement les échanges de produits et services entre l'UE et la Russie. *La Lettre du CEPII* a montré que le coût des sanctions sur les exportations françaises est faible : seuls 2,4 % des exportateurs français, par ailleurs parmi les plus performants à l'international, exportaient en 2021 des produits qui

Charlotte Emlinger,  
Kevin Lefebvre



seront sanctionnés à partir de février 2022. Cette perte de marché est concentrée dans trois secteurs : les machines, la chimie et le matériel de transport. Au-delà des effets directs des sanctions, un quart de la chute des exportations concerne des produits non-sanctionnés. L'étude souligne par ailleurs qu'une partie des exportations françaises semble détournée vers les pays voisins de la Russie. En 2024, nous poursuivons nos travaux sur l'analyse des restrictions aux exportations en examinant les exportations européennes de biens à double-usage.

#### Références :

"Commerce avec la Russie : des sanctions qui font plus de peur que de mal à nos exportations», Charlotte Emlinger et Kevin Lefebvre, *La Lettre du CEPII*, n° 442, novembre 2023.

"Commerce avec la Russie : des sanctions qui font plus de peur que de mal à nos exportations", Kevin Lefebvre, Charlotte Emlinger, *Le Blog du CEPII*, Vidéo, 4 janvier 2024.

"Les sanctions à l'encontre de la Russie : un "coût" d'épée dans l'eau?", Carl Grekou, Valérie Mignon, Lionel Ragot, Charlotte Emlinger et Kevin Lefebvre, *Club du CEPII*, 12 décembre 2023.

## COMMERCE EN AFRIQUE

Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, Yu Zheng, en collaboration avec Simon Mevel (*Economic Commission for Africa*) et Stephen Karingi (*Economic Commission for Africa*)

### INTÉGRATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE CONTINENTALE

Le projet, en collaboration avec l'UNECA (Commission économique des Nations unies pour l'Afrique), étudie les impacts environnementaux attendus de la mise en application de la zone de libre-échange d'Afrique continentale (AfCFTA ou ZLECAf). L'Afrique se trouve confrontée à deux défis majeurs : se développer grâce à l'intégration régionale, c'est l'objet de l'AfCFTA engagé depuis 2019, et réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) pour respecter les engagements pris lors de l'accord de Paris. Cependant, les politiques de réduction des émissions de GES entraînant des coûts importants, elles peuvent entrer en contradiction avec l'objectif de croissance du continent. Les simulations réalisées avec le modèle MIRAGE-Power montrent qu'il est possible de "verdir" l'AfCFTA avec des prix du carbone différenciés en Afrique, sans remettre en cause fondamentalement les impacts positifs de la zone de libre-échange sur le plan économique. La mise en application de l'accord sans adoption de politiques climatiques en Afrique augmenterait les émissions du continent de 0,3 % en 2045. L'adoption de politiques climatiques conformes aux CDN des pays africains, en plus de la mise en application de l'accord de l'AfCFTA, permettrait de réduire de 25 % les émissions de GES d'ici à 2045. Le niveau de réduction est équivalent à l'hypothèse d'un uniforme de 25 USD par tonne de carbone. La coordination apparaît comme le scénario le plus favorable, car conciliant au mieux environnement et développement. Le coût de la réduction est ramené à 19 USD par tonne de carbone. Bien que



la coordination puisse être difficile à réaliser, l'accord sur la ZLECAf encourage l'intégration économique régionale, présentant une opportunité inédite de coopération régionale en matière de politique climatique. Le rapport a été rendu. L'article tiré de cette étude a été présenté à la conférence GTAP à Bordeaux du 12 au 14 juin 2023 par Yu Zheng, ainsi que par Simon Mevel et Stephen Karingi à des nombreuses conférences, entre autres à la COP28 en décembre 2023.

#### Références :

"Greening the implementation of the African Continental Free Trade Area Agreement", Lionel Fontagné, Stephen Karingi, Simon Mevel, Cristina Mitaritonna et Yu Zheng, *CEPII Working Paper*, n° 2024-04, février.

"Comment verdir la zone de libre-échange continentale africaine", Cristina Mitaritonna, Yu Zheng, *La Lettre du CEPII*, n° 444, février 2024.

## UN RÉEXAMEN DES ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

### LA PROTECTION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX : IMPACT SUR LES ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES EUROPÉENNES

*Charlotte Emlinger avec  
la collaboration de Karine  
Latouche (INRAE)*

Les pays européens, en particulier la France, sont très attachés aux différentes dénominations d'origine (AOC, AOP, IGP) susceptibles d'informer les consommateurs sur la provenance et la qualité des produits agro-alimentaires. Depuis 2011, différents accords bilatéraux signés par l'Union européenne (Corée, pays d'Amérique Centrale, Japon, Singapour, Canada...) accordent à certaines dénominations une protection contre toute utilisation abusive dans les échanges commerciaux. À l'aide d'une base de données originale d'indications géographiques constituée en partenariat avec l'INAO, cette étude a montré que la protection des indications dans le cadre des accords commerciaux permet aux entreprises françaises productrices d'indications géographiques d'atteindre de nouveaux marchés et de vendre plus cher que les autres entreprises exportatrices. Dans l'ensemble, ce travail plaide en faveur de l'inclusion de listes d'indications géographiques dans les ACR européens, mais souligne la nécessité de contrôles ou de suivis sur les marchés partenaires, car seuls les accords prévoyant une protection ex officio des indications géographiques se révèlent favorables au commerce. Il suggère également que ce type de protection n'a d'impact que sur les marchés présentant un certain niveau de différenciation des produits.

#### Références :

"Protection of Geographical Indications in Trade Agreements: is it worth it?", Charlotte Emlinger et Karine Latouche, Séminaire Interne CEPII, 15 septembre 2023.



Lionel Fontagné,  
Gianluca Santoni

"Protection of Geographical Indications in Trade Agreements: is it worth it?", Charlotte Emlinger, Karine Latouche, *CEPII Working Paper* n° 2024-05, mars.

### LES EFFETS DES ACCORDS COMMERCIAUX DE L'UE : REVUE EX POST

Ce projet engagé en 2022 comporte deux volets. Il consiste d'une part en une revue de la littérature empirique récente concernant les impacts des accords commerciaux signés sur les États membres de l'UE et leurs partenaires commerciaux, et d'autre part, d'une modélisation à partir de données détaillant le contenu des accords commerciaux et le caractère contraignant des clauses qu'ils contiennent. Ce projet est réalisé en appui des travaux d'évaluation des accords commerciaux de l'UE de la DG Trésor et systématise de premiers travaux en collaboration avec la Banque mondiale. Les résultats du projet, qui soulignent l'extrême diversité des résultats économiques obtenus grâce à la signature de ces accords, ont été présentés au Trésor et le projet mis à jour avec de nouvelles données en vue de la finalisation du rapport.

#### Produit attendu

Un rapport d'étude.

Antoine Bouët, Leysa Maty  
Sall, Cristina Mitaritonna, en  
collaboration avec Maria Priscila  
Ramos (UADE)

### NOUVEAUX ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE DE L'UNION EUROPÉENNE : IMPACT SUR LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Union européenne (UE) s'est engagée à signer un nouvel accord avec la Nouvelle-Zélande, à moderniser les accords commerciaux conclus avec le Chili et le Mexique et à conclure un accord avec le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). D'autres accords sont également envisagés avec l'Australie et éventuellement deux grands pays asiatiques à faible revenu moyen (l'Inde et l'Indonésie). L'Europe porte une attention particulière aux aspects environnementaux dans ses nouveaux accords bilatéraux ou multilatéraux, notamment à travers l'adoption d'un règlement sur les produits exemptés de déforestation (règlement du 31 mai 2023).

Sur cette base, le projet propose une évaluation d'impact économique et environnementale de ces accords européens. Le modèle Mirage-Power, utilisé pour étudier les conséquences de ces accords sur l'agriculture européenne et le secteur agro-alimentaire a délivré plusieurs messages :

- i) En cas de libéralisation totale, le secteur agricole européen subit des pertes qui sont compensées par des gains dans le secteur des produits alimentaires transformés ;
- ii) L'exclusion des produits sensibles protège le secteur agricole européen, qui, dans son ensemble, pourrait augmenter sa production ;
- iii) La mise en œuvre des propositions de contingents tarifaires donnerait un effet global sur l'agriculture neutre mais hétérogène dans les différents sous-secteurs et conduirait à une augmentation considérable des produits transformés.



iv) Les effets sur les émissions restent limités.

Il reste à déterminer l'impact de la mise en place du règlement du 31 mai 2023 sur les résultats.

La finalisation du travail a été retardée car les détails de mise en œuvre du règlement du 31 mai 2023 ne seront annoncés par la Commission Européenne qu'en fin décembre 2024 (Première version du travail présenté par Cristina Mitaritonna à la conférence GTAP, Bordeaux 14-16 juin 2023).

### L'EFFET HÉTÉROGÈNE DE LA RÉGULATION DES MESURES NON TARIFAIRES DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX

Les accords commerciaux régulent de plus en plus l'utilisation des mesures non tarifaires. Cela se traduit notamment par l'intégration de règles définissant les standards techniques et les procédures à suivre pour évaluer la conformité des produits. Certains accords permettent de reconnaître la régulation des pays membres comme équivalente aux différentes régulations domestiques, tandis que d'autres accords optent pour un processus d'harmonisation afin d'adopter des standards internationaux ou régionaux.

L'étude montre que l'effet de ces différents types de régulation diffère en fonction de la taille des entreprises exportatrices. Initialement focalisé sur les entreprises du Chili, de Colombie et du Pérou, ce projet a intégré de nouveaux pays dans l'analyse en 2023 : la Bulgarie, le Costa-Rica, la Croatie, le Maroc, Madagascar et la Roumanie. La finalisation des travaux reste cependant contrainte par des difficultés d'accès aux données Export Dynamics Database de la Banque Mondiale.

*Kevin Lefebvre, en collaboration avec Ana Fernandes (University of Lisbon) et Nadia Rocha (IADB)*

## OUTILS DE MODÉLISATION

### DÉVELOPPEMENT DE MIRAGE-POWER

En 2023, une nouvelle version du modèle MIRAGE, MIRAGE-Power, a été développée et utilisée pour plusieurs projets scientifiques. Le modèle innove en incluant les énergies renouvelables : l'électricité est produite à partir de sources multiples, y compris les énergies renouvelables (hydroélectricité, énergie solaire, énergie éolienne et autres), le nucléaire, le charbon, le pétrole et le gaz. Le producteur d'électricité régional ou national fournit de l'électricité agrégée pour la consommation intermédiaire et les ménages. L'électricité peut également être échangée au niveau international. Le modèle intègre enfin la modélisation des différents gaz à effet de serre et des politiques climatiques (SEQE européen, taxe carbone, Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières de l'UE) à partir du modèle MIRAGE-VA.

Le modèle MIRAGE-Power, désormais outil régulier d'évaluation des politiques commerciales et environnementales au CEPII, est en cours

*Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, Yu Zheng*



de mise à jour en utilisant la nouvelle base de données GTAP-Power 11 début 2024.

#### Produits attendus :

Une documentation de MIRAGE-Power en 2024

#### Référence :

Une nouvelle version de modèle, MIRAGE-Power.

*Houssein Guimbard*

### PROTECTION TARIFAIRE MONDIALE : MAcMAP-HS6

MAcMap-HS6 est une base de données construite dans un but analytique à partir des données de protection collectées par le Centre de Commerce International (Genève). Cette base propose un équivalent ad valorem de la protection tarifaire appliquée par près de 190 pays importateurs à 220 pays exportateurs sur environ 5000 produits. En 2021, le CEPIL a mis à jour la base avec la protection appliquée en 2019. En 2023, l'année 2017 a été construite, en cohérence avec la base GTAP 11 (année de base : 2017) afin d'alimenter le modèle MIRAGE pour sa procédure de calibrage.

#### Référence :

Une base de données.

*Lionel Fontagné,  
Cristina Mitaritonna*

### PROTECTION DANS LES SERVICES

Les services représentent une dimension essentielle des nouveaux accords commerciaux négociés et la mesure de la protection dans ce secteur est devenue un enjeu important pour les modélisateurs des politiques commerciales et pour les politiques économiques.

Pourtant, l'information statistique disponible est éparse et très incomplète. Le CEPIL poursuit depuis plusieurs années des efforts en ce domaine, en estimant des équivalents droits de douane des mesures de réglementations dans les services.

En 2023, de nouvelles estimations ont permis de constituer une base complète sur la protection dans 15 secteurs des services et 160 pays/régions pour l'année 2017 correspondant à la base GTAP 11 utilisée par les modélisateurs. Par rapport à la version précédente de la base, nous ajoutons comme variables de contrôle l'univers des accords commerciaux et leur degré de profondeur. Les résultats soulignent que les accords commerciaux jouent un rôle important dans l'échange de services, mais de manière significative seulement lorsqu'il s'agit d'accords approfondis (La base est finalisée, le document technique en cours d'écriture.).

*Houssein Guimbard*

### MODÉLISATION EN ÉQUILIBRE GÉNÉRAL DES POLITIQUES COMMERCIALES DANS LE SECTEUR AGRICOLE

L'objectif de ce programme de recherche, réalisé dans le cadre d'un consortium européen (Projet Horizon 2020, BATModel) rassemblant



quinze centres de recherche, est de faire progresser les évaluations des politiques commerciales dans le secteur agricole en favorisant l'intégration des résultats des travaux économétriques dans les modèles utilisés pour produire les évaluations quantitatives ex ante (dont le modèle MIRAGE du CEPII).

Les thématiques qui structurent ce projet sont multiples : coûts au commerce, impacts régionaux des politiques commerciales, conséquences des mesures non tarifaires, rôles des chaînes de valeur globales

En 2023, le CEPII a participé à trois projets dans le cadre de ce programme. Le premier a pour but d'étudier les conséquences sur le secteur agricole de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada (CETA). Ce projet est une collaboration entre le CEPII et l'université d'Uppsala (SLU, en Suède) dans laquelle sont établies des interactions entre le modèle d'équilibre général MIRAGE (CEPII) et le modèle d'équilibre partiel, dédié à l'agriculture européenne, CAPRI (SLU), ceci afin d'étudier les impacts régionaux d'un tel accord à l'intérieur de chaque pays européen. En 2023, les résultats ont été consolidés et la modélisation intégrée sous forme d'un module de modélisation en équilibre général du consortium. Le deuxième projet consistant à intégrer, dans le modèle MIRAGE, des mesures non tarifaires sous la forme d'équivalents ad valorem estimés par l'université de Berne se poursuit en 2024.

Enfin, le troisième projet compare les modèles développés par les différents centres du consortium avec l'exemple de l'accord UE-Canada et sera achevé en 2024. Un rapport a été rendu à la Commission européenne. Ce document servira de base à un rapport d'étude ou un document de travail CEPII en 2024.

#### Produits attendus :

Rapports pour la Commission européenne (deliverables), une nouvelle version de la base de Kee et al (2009) sur les AVEs des mesures non tarifaires pour MIRAGE et un rapport d'étude ou un document de travail (2024).

## PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

### BASE DE DONNÉES SUR LES SANCTIONS COMMERCIALES EUROPÉENNES À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE

Kevin Lefebvre

Suite aux treize paquets de sanction mis en place par l'Union européenne sur ses échanges avec la Russie, le travail de veille et d'analyse des tendances sur l'utilisation des restrictions commerciales entre l'Union européenne et la Russie, commencé en 2022, s'est poursuivi. Ce projet a rassemblé les informations sur le type de produits et la date à laquelle les restrictions ont été appliquées dans une base de données. Ces informations ont notamment été utilisées dans *La Lettre du CEPII* de novembre 2023.



Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard, Kevin Lefebvre

### ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ NATIONALE : UN TOURNANT POUR LES POLITIQUES COMMERCIALES

La pandémie de Covid-19 puis la guerre en Ukraine ont mis en lumière la dépendance de la plupart des pays vis-à-vis des marchés internationaux pour l'approvisionnement en produits essentiels tels que les vaccins, les masques, le gaz ou le pétrole. Les tensions géopolitiques en mer de Chine et l'augmentation des risques climatiques suggèrent que cette vulnérabilité aux chocs externes restera une des préoccupations majeures des prochaines années. Dans le même temps, la concurrence de la Chine et la défiance accrue des populations vis-à-vis de la mondialisation entretiennent une montée des populismes. En se focalisant principalement sur l'Union européenne (UE) et les États-Unis, ce chapitre de l'ouvrage "l'économie mondiale" publié chaque année par le CEPII montre que ces facteurs ont conduit à une inflexion des politiques commerciales. Alors que ces dernières ont longtemps eu pour principaux objectifs l'efficacité économique (exploitation des avantages comparatifs, minimisation des coûts, optimisation des chaînes de valeur mondiales, élargissement des produits disponibles, etc.) et une protection réduite aux secteurs les plus sensibles comme l'agriculture, les décideurs politiques ajustent désormais l'équilibre au profit d'autres objectifs, comme la lutte contre le réchauffement climatique, la sécurité nationale ou la sécurisation des approvisionnements. Les politiques commerciales sont également de plus en plus mobilisées dans le cadre de rivalités technologiques et géopolitiques, en particulier entre les États-Unis et la Chine.

#### Référence :

"Environnement et sécurité nationale : un tournant pour les politiques commerciales", Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard et Kevin Lefebvre, dans *L'économie mondiale 2024*, La Découverte, septembre 2023.

Kevin Lefebvre, en collaboration avec Sébastien Jean (CNAM)

### BEYOND TARGET: INDIRECT IMPACTS OF ANTIDUMPING

Moins contraints par les règles de l'OMC que les droits de douane, les droits anti-dumping sont un instrument de protection commerciale de plus en plus utilisé, par les pays développés mais également par les pays émergents. Les exportateurs chinois en sont la première cible, du fait de la place dominante de la Chine dans les échanges mondiaux mais également de leurs pratiques commerciales. Leur utilisation accrue mais également l'importance de leurs impacts ainsi que les flux commerciaux qui peuvent potentiellement être concernés ont fait des droits antidumping, et plus généralement de la protection contingente, un des sujets majeurs en matière de politiques commerciales. Le travail de veille et d'analyse des tendances sur l'utilisation des mesures anti-dumping, commencé en 2016 à l'occasion du débat sur l'attribution du statut d'économie de marché à la Chine, s'est poursuivi. Le travail de recherche, quant à lui, a approfondi les impacts directs sur les flux commerciaux et les firmes exportatrices, mais également



les impacts indirects, sur les produits non directement concernés. L'effet dépressif de ces droits sur la valeur des importations chinoises dépasse d'environ 30-50% leur effet direct. Cela se traduit notamment par une diminution des importations Chinoises non directement visées par les droits anti-dumping au sein du même secteur.

L'objectif est de produire un document de travail et soumettre l'article à un comité de lecture en avril 2024.

**Référence :**

"Beyond Target: Indirect Impacts of Antidumping", Sébastien Jean et Kevin Lefebvre, Miméo 2024.

**AFRIQUE DE L'OUEST : TRACASSERIES ROUTIÈRES ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une union douanière qui s'est dotée d'un tarif extérieur commun en 2015 qui a pour vocation d'intensifier le commerce entre pays de la région. Cependant, la corruption le long des corridors est un obstacle majeur qui entrave le commerce : les autorités administratives mettent en place des "points de sécurité" avec des arrêts qui sont l'occasion de prélever des pots-de-vin. La corruption s'évalue ainsi jusqu'à 576 dollars aux 100 kms au Togo en 2017 et correspondrait à plus de trois heures de temps perdu tous les 100 kms. Le temps passé aux postes-frontières est responsable d'une perte d'une grande partie de la production de nourriture. Ce travail avait pour but de voir l'impact de ces pratiques illicites sur le commerce, la consommation et la production. Il propose également des mesures en amont jouant sur les facteurs économiques à l'origine de la corruption, comme l'insuffisante rémunération des fonctionnaires, la vétusté des infrastructures routières ou des flottes de camions qui pourraient améliorer la situation.

**Références :**

"Afrique de l'Ouest : les tracasseries routières aggravent l'insécurité alimentaire", Antoine Bouët, Leysa Maty Sall et Fousseini Traoré, *La Lettre du CEPII*, n° 437, mai 2023.

"Cédéao : Le racket sur les routes plombe les échanges agricoles !", Antoine Bouët et Leysa Maty Sall, *Afrimag*, 2 juin 2023.

**SIMPLIFICATIONS DOUANIÈRES ET MESURES NON TARIFAIRES**

Ce projet étudie l'impact du statut d'Opérateur Économique Agréé (OEA) sur les performances à l'exportation des entreprises françaises. Le programme OEA, mis en place par l'Organisation mondiale des douanes, permet aux entreprises de réduire les coûts inhérents au passage en douane, par le biais de procédures accélérées ou allégées, à l'entrée des pays ayant signé des accords bilatéraux de reconnaissance mutuelle avec la France (Suisse, Norvège, Japon, États-Unis et Chine). Ce projet mobilise un ensemble de données original et

*Antoine Bouët, Leysa Maty Sall,  
en collaboration avec Fousseini  
Traoré (IFPRI)*

*Houssein Guimbard,  
Charlotte Emlinger*



exhaustif des entreprises françaises certifiées OEA par les douanes européennes, fusionné avec des données de commerce individuelles des douanes françaises. Les résultats économétriques montrent que le statut d'OEA augmente les exportations des entreprises certifiées et ce d'autant plus si le produit exporté fait l'objet de mesures non tarifaires sur le marché de destination. Ainsi, une disposition de simplification douanière comme le statut d'OEA réduit les coûts administratifs générés par les mesures non tarifaires tout en maintenant un niveau de protection des consommateurs et de l'environnement constant. Ce point est particulièrement important pour l'évaluation des derniers accords de libre-échange comme le CETA, dont l'objectif est précisément de réduire les obstacles au commerce sans modifier le niveau de protection sanitaire et environnementale. Le document de travail sortira en 2024.

**Référence :**

"VIP pass to markets: What customs certification tells us about administrative costs", 2023, Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard, mimeo.



# Les publications du CEPII

## RECHERCHE

### INTERNATIONAL ECONOMICS / ÉCONOMIE INTERNATIONALE

*Revue trimestrielle consacrée à la publication d'articles de haute qualité traitant d'un large éventail de questions liées à l'économie internationale. La revue accueille tout particulièrement les contributions empiriques qui incluent, sans s'y limiter, des sujets sur le commerce international, la politique commerciale, la macroéconomie ouverte et la finance internationale, la migration et les mouvements de facteurs. La plupart des articles publiés font appel à des modèles économiques formels et/ou à l'économétrie formelle. Toutefois, la revue prendra également en considération les articles de synthèse et les études de cas sur des sujets originaux, à condition qu'ils soient de très grande qualité.*

*Rédacteurs en chef:* Mario Larch et Valérie Mignon  
<http://www.journals.elsevier.com/international-economics>

"Dominant currencies and the export supply channel", Erik Frohm.

"Foreign direct investment, legal uncertainty and corporate income taxation", Martin Zagler.

"Stock market response to Covid-19, containment measures and stabilization policies—The case of Europe", Jens Klose, Peter Tillmann.

"Exploring the 'non-tariff measures black box': Whose regulatory NTMs on which products improve the imported quality?", Mahdi Ghodsi.

"Heterogenous responses of stock markets to covid related news and sentiments: Evidence from the 1st year of pandemic", Javed Bin Kamal, Mark Wohar.

"Nonlinearities in the exchange rate pass-through: The role of inflation expectations", Christina Anderl, Guglielmo Maria Caporale.



**N° 173**  
**1<sup>er</sup> trimestre 2023**



"Economic development and export diversification: The role of trade costs", Jesse Mora, Michael Olabisi.

"Bribery, global value chain decisions, and institutional constraints: Evidence from a cross-country firm-level data", Le Thanh Ha, Hoang Phuong Dung, To Trung Thanh.

"The impact of the customs union on the EU – Turkey trade", Gökhan Dursun.

"Insights into CO2 emissions in Europe in the context of COVID-19: A panel data analysis", Fredj Jawadi, Philippe Rozin, David Bourghelle.

"ECB unconventional monetary policy and volatile bank flows: Spillover effects on emerging market economies", Salima Ouerk.

"How macroeconomic factors drive the linkages between inflation and oil markets in global economies? A multiscale analysis", Walid Mensi, Mobeen Ur Rehman, Shawkat Hammoudeh, Xuan Vinh Vo, Won Joong Kim.

"Do women hold the key to financial sector development in Africa?", Hervé William Mougno A Ekoula, Brice Kamguia, Hermann Ndoya.

"Technology adoption and specialized labor", Elias Carroni, Marco Delogu, Giuseppe Pulina.

"Relationship between the share of renewable electricity consumption, economic complexity, financial development, and oil prices: A two-step club convergence and PVAR model approach", Emad Kazemzadeh, José Alberto Fuinhas, Matheus Koengkan, Mohammad Taher Ahmadi Shadmehri.

"Financial development and the growth effect of foreign direct investment: Does one size fit all?", Michael J. Osei, Jaebeom Kim.

"Do monetary policy mandates and financial stability governance structures matter for the adoption of climate-related financial policies?", Paola D'Orazio, Lilit Popoyan.

"Government debt deleveraging in the EMU", Alexandre Lucas Cole, Chiara Guerello, Guido Traficante.

"Trade secret protection, multinational firms and international trade", Michael A. Klein.

"Impacts of oil shocks on stock markets in Norway and Japan: Does monetary policy's effectiveness matter?", Soheil Roudari, Walid Mensi, Sami Al Kharusi, Farzaneh Ahmadian-Yazdi.

"Digital technologies and intra-African trade", Safilidin Kere, Amara Zongo.

"The case of financial and banking integration of Central, Eastern and South Eastern European countries: A gravity model approach", Léonore Raguideau-Hannotin.

"Institutional Quality and Financial Development in Resource-Rich Countries: A Nonlinear Panel Data Approach", David Dosso.

"Entering the supplier base through certified management standards", Stefano Bolatto, Giuseppe Pignataro.

**N° 174**  
**2<sup>e</sup> trimestre 2023**



"Gains from trade and their quantification: Does sectoral disaggregation matter?", Stefano Bolatto, Graziano Moramarco.

"The impact of the strengthening of export controls on Japanese exports of dual-use goods", Kazunobu Hayakawa, Keiko Ito, Kyoji Fukao, Ivan Deseatnicov.

"New protectionist policies, intellectual property rights, and the organization of firms", Olena Ivus, Alireza Naghavi.

"The strategic proximity-concentration trade-off with multiproduct multinational firms", Gaetano Alfredo Minerva.

"How do real and monetary integrations affect inflation dynamics?", Hülya Saygılı.

"Hubs of embodied business services in a GVC world", Leticia Blázquez, Carmen Díaz-Mora, Belén González-Díaz.

"The impact of the war in Ukraine on energy prices: Consequences for firms' financial performance", Fabrizio Ferriani, Andrea Gazzani.

"The impact of exchange rates on Turkish imports and exports", Willem Thorbecke, Ahmet Sengonul.

"Real exchange rate dynamics in the New-Keynesian model", Hayk Kamalyan.

"The European economy in the time of Covid-19: Towards a new dawn?", Amélie Barbier-Gauchard, Samuel Ligonnière, Jamel Saadaoui.

"Fiscal outcomes, current account imbalances, and institutions in Europe: Exploring nonlinearities", Kady Keita, Isabelle Rabaud, Camelia Turcu.

"Recent advances in international macroeconomics, financial development and globalization: Some policy challenges", Inmaculada Martínez-Zarzoso, Francisco Serranito, Camelia Turcu.

"Brexit and Canadadvent: An application of graphs and hypergraphs to recent international trade agreements", Michela Chessa, Arnaud Persenda, Dominique Torre.

"Economic diversification in Saudi Arabia: Comparing the impact of oil prices, geopolitical risk, and government expenditures", Osama D. Sweidan, Khadiga Elbargathi.

"Trade decoupling from Russia", Alessandro Borin, Francesco Paolo Conteduca, Enrica Di Stefano, Vanessa Gunnella, ... Ludovic Panon.

"Competition and banking efficiency in the WAEMU: The role of multinationals and institutions", Richard Kuessi, N'Yilimon Nantob, Segnon Aguey, Mawuli Kodjovi Couchoro.

"Comparative advantages in the digital era—A Heckscher-Ohlin-Vanek approach", Roman Stöllinger, Dario Guarascio.

"Gender, firm performance, and FDI supply–purchase spillovers in emerging markets", Ioannis Bournakis, Jen-Chung Mei.

"Cultural proximity and global value chains", Ngoc Thang Doan.

**N° 175**  
**3<sup>e</sup> trimestre 2023**



**N° 176**  
**4<sup>e</sup> trimestre 2023**

"Time–frequency dependence and connectedness between financial technology and green assets", Christian Urom.

"Exchange-rate policy, institutions and wages: A macroeconomic quasi-experiment from Italy, 1997–2000", Corrado Andini.

"Remittances, financial development, and income inequality: A panel quantile regression approach", Keerti Mallela, Sunny Kumar Singh, Archana Srivastava.

"Financial development, diversity, and economic stability: Micro and systemic evidence", Beniamino Pisicoli.

"Intermediated trade and credit constraints: The case of firm's imports", Francesco Nucci, Filomena Pietrovito, Alberto Franco Pozzolo.

"Energy transition in China: Assessing progress in sustainable development and resilience directions", Andrea Gatto, Carlo Drago, Demetrio Panarello, Luigi Aldieri.

"Wholesale price rigidities and exchange rate pass-through: Evidence from daily data of agricultural products", Héctor M. Núñez, Jesús Otero, Andrés Trujillo-Barrera.

"The effect of technological intensity on international trade", Tingting Xiong.

"Hydrogen development in Europe: Estimating material consumption in net zero emissions scenarios", Gondia Sokhna Seck, Emmanuel Hache, Vincent D'Herbemont, Mathis Guyot, Louis-Marie Malbec.

"The information content of sentiment indices in forecasting Value at Risk and Expected Shortfall: a Complete Realized Exponential GARCH-X approach", Antonio Naimoli.

"Frequency interdependence and portfolio management between gold, oil and sustainability stock markets", Ramzi Nekhili, Salem Adel Ziadat, Walid Mensi.

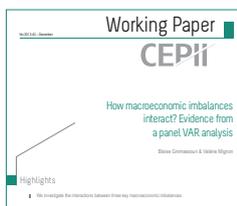
"Services in the India-EU free trade agreement", Hildegunn Kyvik Nordås.

"The fiscal multiplier when debt is denominated in foreign currency", Marie-Pierre Hory, Grégory Levieuge, Daria Onori.

## LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII

*Première publication des travaux de recherche originaux des économistes du CEPII. En anglais. Disponibles en ligne*

[www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp)



n° 2023-01, janvier

"The CEPII Trade and Production Database", Thierry Mayer, Gianluca Santoni, Vincent Vicard.

n° 2023-02, janvier

"Border Apprehensions and Federal Sentencing of Hispanic Citizens in the United States", Simone Bertoli, Morgane Laouenan, Jérôme Valette.



"Securing Foreign Markets: Exports, Relational Specificity and New Investment Locations", Giorgia Giovannetti, Gianluca Santoni, Giulio Vannelli.	n° 2023-03, février
"Tax Avoidance and the Complexity of Multinational Enterprises", Manon Francois, Vincent Vicard.	n° 2023-04, février
"Automation, Global Value Chains and Functional Specialization", Lionel Fontagné, Ariell Reshef, Gianluca Santoni, Giulio Vannelli.	n° 2023-05, mars
"The Unintended Consequences of High Regional Content Requirements", Keith Head, Thierry Mayer, Marc Melitz.	n° 2023-06, mars
"Visa Policy and International Student Migration: Evidence from the Student Partners Program in Canada", Jérôme Gonnot, Mauro Lanati.	n° 2023-07, mars
"Retaliation through Temporary Trade Barriers", Davide Furceri, Jonathan Ostry, Chris Papageorgiou, Pauline Wibaux.	n° 2023-08, mars
"Fire Sales and Bank Runs in the Presence of a Saving Allocation by Depositors", Axelle Arquié.	n° 2023-09, mars
"Populism and the Skill-Content of Globalization: Evidence from the Last 60 Years", Frédéric Docquier, Lucas Guichard, Stefano Iandolo, Hillel Rapoport, Riccardo Turati, Gonzague Vannoorenberghe.	n° 2023-10, avril
"Inequality, Current Account Imbalances and Middle Incomes", Océane Blomme, Jérôme Héricourt.	n° 2023-11, avril
"Cultural Transmission and Political Attitudes: Explaining Differences between Natives and Immigrants in Western Europe", Jérôme Gonnot, Federica Io Polito.	n° 2023-12, mai
"Understanding Differences in Attitudes to Immigration: A Meta-Analysis of Individual-level Factors", Lenka Drazanova, Jérôme Gonnot, Tobias Heidland, Finja Kruger.	n° 2023-13, mai
"Trade and Infrastructure Integration in Africa", Lionel Fontagné, Mathilde Lebrand, Siobhan Murray, Michele Ruta, Gianluca Santoni.	n° 2023-14, juin
"Profit-shifting Frictions and the Geography of Multinational Activity", Alessandro Ferrari, Sébastien Laffitte, Mathieu Parenti, Farid Toubal.	n° 2023-15, juin
"Energy, Inflation and Market Power: Excess Pass-Through in France", Axelle Arquié, Malte Thie.	n° 2023-16, septembre
"Cheaper and Faster: The Role of Air Services Agreements on Transportation", Charlotte Emlinger, Amélie Guillin.	n° 2023-17, juillet
"Monopsony, Efficiency, and the Regularization of Undocumented Immigrants", George J. Borjas, Anthony Edo.	n° 2023-18, juillet
"Reasons Behind Words: OPEC Narratives and the Oil Market", Celso Brunetti, Marc Joëts, Valérie Mignon.	n° 2023-19, septembre
"The Impact of Immigration on the Employment Dynamics of European Regions", Anthony Edo, Cem Özgüzel.	n° 2023-20, septembre
"Interest Rate Dynamics and Commodity Prices", Christophe Gouel, Qingyin Ma, John Stachurski.	n° 2023-21, octobre



n° 2023-22, novembre

"Containing Tariff Evasion", Clément Anne, Cyril Chalendar, Ana Fernandes, Bob Rijkers, Vincent Vicard.

n° 2023-23, décembre

"Why Origin Matters in Trade Data", Pierre Cotterlaz, Vincent Vicard.

**En gras : revues à  
comité de lecture**

Les auteurs du CEPII  
sont en vert

## LES PUBLICATIONS HORS CEPII

*Les chercheurs du CEPII contribuent à certaines des meilleures revues telles que Journal of International Economics, Review of Economic Studies, World Economics, Journal of Banking & Finance, Journal of Macroeconomics...*

[http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/journal\\_articles.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/journal_articles.asp)

Amar Jeanne, Arouri Mohamed, [Dufrenot Gilles](#), Lecourt Christelle, "**Determinants of partial versus full cross-border acquisitions for sovereign wealth funds**", Review of World Economics, Springer, 2023.

[Bensidoun Isabelle](#), "En matière économique aussi, la dépendance inquiète les Français", Le MAG du Printemps de l'économie, mars 2023.

[Cotterlaz Pierre](#), [Gaulier Guillaume](#), [Sztulman Aude](#), [Ünal Deniz](#), "La santé, c'est bon pour le commerce international", Dauphine Éclairages, novembre 2023.

[Edo Anthony](#), Melitz Jacques, "**The Primary Cause of European Inflation in 1500-1700: Precious Metals or Population? The English Evidence**", Open Economies Review, p.1-27, 2023.

[Edo Anthony](#), Ozguzel Cem, "**The impact of immigration on the employment dynamics of European regions**", Labour Economics, vol. 85, 2023.

[Fontagné Lionel](#), Rocha Nadia, Ruta Michele, [Santoni Gianluca](#), "**The Economic Impact of Deepening Trade Agreements**", World Bank Economic Review, mars 2023.

[Fontagné Lionel](#), [Reshef Ariell](#), [Santoni Gianluca](#), Vannelli Giulio, "**Automation, global value chains and functional specialization**", Review of International Economics, octobre 2023.

[Fouquin Michel](#), "La fin de la seconde mondialisation libérale ?", GEOPOWEB, septembre 2023.

[Gouel Christophe](#), [Jean Sébastien](#), "**Love of variety and gains from trade**", European Economic Review, vol. 158, p.104558, août 2023.

[Grjebine Thomas](#), [Héricourt Jérôme](#), [Tripiet Fabien](#), "**Sectoral Reallocations, Real-Estate Shocks, and Productivity Divergence in Europe**", Review of World Economics, vol. 1(159), p.101-132, 2023.

Kessler Louise, [Morvillier Florian](#), Perrier Quentin, Rucheton Keyvan, "**An ex-ante evaluation of the French car feebate**", Energy Policy, vol. 173, février 2023.

Aviat Antonin, Bec Frédérique, Diebolt Claude, Doz Catherine, Ferrand Denis, Ferrara Laurent, Heyer Éric, [Mignon Valérie](#), Pionnier Pierre-Alain, "**Les**



**cycles économiques de la France : une datation de référence**", Revue Économique, vol. 74(2), p.5-52, mai 2023.

**Reshef Ariell, Santoni Gianluca, "Are your labor shares set in Beijing? The view through the lens of global value chains"**, European Economic Review, vol. 155, juin 2023.

Shehadeh Naël, Belaid Faïcel, **Dufrénot Gilles**, Lecourt Christelle, **"Does relationship lender matter in an emerging markets?"**, Applied Economics, vol. 55, Taylor and Francis, 2023.

**Ünal Deniz**, "La fuite en avant de l'économie Turque", Diplomatie, vol. septembre-octobre(123), Areion group, p.40-42, 2023.

**Ünal Deniz**, "Erdogan re-election from an economic perspective", Educ-EU Newsletter, n° 12, juin 2023.

**Vicard Vincent**, **"Profit shifting, returns on foreign direct investments and investment income imbalances"**, IMF Economic Review, n° 71, p.369-414, 2023.

## ANALYSES

### LA LETTRE DU CEPII

*Ce 4 pages traite de questions liées à l'actualité en s'appuyant sur la recherche menée au CEPII. 10 numéros en 2022.*

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/publicat.asp>

"Immigration étudiante en provenance des pays en développement : comment en conserver les bénéfiques tout en limitant les craintes des services de l'immigration?", Jérôme Gonnot.

"Seules les multinationales suffisamment complexes font de l'évitement fiscal", Manon Francois, Vincent Vicard.

"Vingt ans de plans sociaux dans l'industrie : quels enseignements pour la transition écologique ?", Axelle Arquié, Thomas Grjebine.

"Immigration et délinquance : réalités et perceptions", Arnaud Philippe, Jérôme Valette.

"Afrique de l'Ouest : les tracasseries routières aggravent l'insécurité alimentaire", Antoine Bouët, Leysa Maty Sall, Fousseini Traoré.

"Immigrés qualifiés : des compétences qui favorisent l'innovation", Anna Maria Mayda, Gianluca Orefice, Gianluca Santoni.

"Russie : sanctions occidentales et échappatoires orientales", Carl Grekou, Valérie Mignon, Lionel Ragot.

"Faut-il s'inquiéter des pertes des banques centrales ?", Théodore Humann, Kris James Mitchener, Éric Monnet.



n° 433, janvier

n° 434, février

n° 435, mars

n° 436, avril

n° 437, mai

n° 438, juin

n° 439, août

n° 440, septembre



n° 441, octobre

"La crise énergétique, une occasion pour les entreprises des secteurs peu concurrentiels d'exagérer leurs hausses de prix ?", Axelle Arquié, Malte Thie.

n° 442, novembre

"Commerce avec la Russie : des sanctions qui font plus de peur que de mal à nos exportations", Charlotte Emlinger, Kevin Lefebvre.



## LES "POLICY BRIEF" DU CEPII

*Les éclairages du CEPII, sur les questions de politique économique internationale.*

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp>

n° 40, février

"L'Inflation Reduction Act – Comment l'Union européenne peut-elle répondre ?" A. Bouët.

n° 41, juin

"EU Strategic Dependencies: A Long View", V. Vicard, P. Wibaux.

n° 42, juillet

"What Do We Know About Chinese Industrial Subsidies?", F. Chimits.

n° 43, septembre

"Quelle nouvelle ère pour la Chine ? Les défis de la prospérité intérieure et de l'affirmation internationale", M. Aglietta, C. Macaire.

n° 44, décembre

"Dominance on World Markets: the China Conundrum", S. Jean, A. Reshef, G. Santoni, . Vincent Vicard.



## LES PANORAMAS DU CEPII

*La collection du Panorama du CEPII présente des analyses d'économie internationale, des compendiums de statistiques à partir des données originales du Centre, ainsi que des documents méthodologiques relatifs aux indicateurs utilisés dans les publications, les bases de données ou les Profils du CEPII. Élaborée dans une visée pédagogique, elle se propose comme un outil d'enseignement d'économie internationale. Ses illustrations, téléchargeables au format image, peuvent s'incorporer aisément dans tous documents.*

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama.asp>

n° 2023-01, juillet

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Matteo Gagliardi, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Erica Perego, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni & Deniz Ünal.

n° 2023-02, juillet

"Les Profils Régions du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Matteo Gagliardi, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Erica Perego, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni & Deniz Ünal.

n° 2023-03, septembre

"Les produits de santé dans le commerce international : une filière à part entière", Pierre Cotterlaz, Guillaume Gaulier, Aude Sztulman, Deniz Ünal.



## L'ÉCONOMIE MONDIALE 2024

Chaque année, le CEPII publie, dans la collection "Repères" des éditions La Découverte, des analyses inédites des grandes questions économiques mondiales. Des compléments statistiques situent les évolutions récentes dans une perspective longue.

[http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/economie\\_mondiale.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/economie_mondiale.asp)

"Introduction", Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran.

"Vue d'ensemble : l'économie mondiale en phase de reconfigurations", Isabelle Bensidoun, Thomas Grjebine.

"Vers des échanges d'énergie "entre amis"?", Anna Creti, Patrice Geoffron.

"Les dilemmes d'une réindustrialisation (verte) en économie ouverte", Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt.

"Environnement et sécurité nationale : un tournant pour les politiques commerciales", Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard, Kevin Lefebvre.

"Les mutations du système monétaire international", Éric Monnet.

"Géopolitique émergente mais fragmentée de la planification écologique", Michel Aglietta, Étienne Espagne.

"Financement de la transition écologique : où est le problème ?", Jézabel Couppey-Soubeyran, Wojtek Kalinowski.

"Base de données sur l'économie mondiale", Pierre Cotterlaz.

## LE BLOG DU CEPII

*L'actualité économique déchiffrée par les économistes du CEPII.*

<http://www.cepii.fr/BLOG/bi/blog.asp>

"Pourquoi la Chine, plus que la guerre en Ukraine, menace la sécurité alimentaire mondiale", 13 février, par A. Bouët, C. Gouel, F. Chimits.

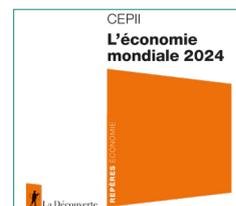
"D'où viennent les profits record des compagnies pétrolières et à quoi servent-ils ?", 14 février, par V. Mignon.

"Les chocs et les transformations profondes de l'économie mondiale au cœur du programme de travail du CEPII pour l'année 2023", 22 février, par A. Bouët, C. Destais, L. Fontagné, T. Grjebine, V. Vicard.

"Inflation Reduction Act : comment l'Union européenne peut-elle répondre aux incitations fiscales américaines ?", 16 mars, par A. Bouët.

"La dérégulation bancaire aux États-Unis a-t-elle ressuscité les ruées bancaires ?", 31 mars, par A. Arquié.

"L'Inflation reduction act américain : un danger pour la production automobile hexagonale ?", 3 mai, par T. Mayer, V. Vicard.



"L'immigration étudiante, entre bénéfices économiques et craintes des administrations", 9 mai, par J. Gonnot.

"L'enjeu de la transition écologique consiste à décarboner nos économies en évitant des effets délétères sur l'emploi", 11 mai, par A. Arquié, T. Grjebine.

"Pourquoi le lien entre immigration et délinquance est une illusion", 22 mai, par A. Philippe, J. Valette.

"Nouvelle mondialisation : "Aujourd'hui, l'enjeu est de ne pas rater la révolution induite par la transition écologique et l'intelligence artificielle"", 23 mai, par I. Bensidoun, T. Grjebine.

"L'expérience historique montre que ce sont essentiellement les guerres qui ont mis au défi la résilience financière des États", 23 mai, par M. Fouquin.

"Soutiens au pouvoir d'achat : oublier la contrainte extérieure c'est prendre le risque d'affecter durablement le pouvoir d'achat", 5 juin, par T. Grjebine.

"Persistance de l'inflation : quel rôle pour les profits excessifs des entreprises ?", 26 juin, par A. Arquié, M. Thie.

"L'Allemagne a connu trois défauts sur ses dettes et trois mutations monétaires à la suite de la guerre 1914-1918", 11 juillet, par M. Fouquin.

"La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement", 25 juillet, par E. Perego, F. Morvillier.

"Économie mondiale 2024 : année de toutes les reconfigurations ?", 30 août, par I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"Sanctions occidentales contre la Russie : l'Asie à la rescousse de Moscou", 14 septembre, par C. Grekou, V. Mignon, L. Ragot.

"Les produits de santé : une filière de poids dans les échanges internationaux", 26 septembre, par P. Cotterlaz, G. Gaulier, A. Sztulman, D. Ünal.

"L'économie polonaise et l'Europe", 13 octobre, par D. Ünal.

"Suisse et Pologne : des enjeux électoraux parfois proches mais des votes contrastés", 31 octobre, par D. Ünal.

"Hommage à Francis Mer", 2 novembre, par M. Fouquin.

"Commande publique de biens manufacturés : qui recourt le plus aux importations ?", 16 novembre, par T. Grjebine, J. Héricourt.

"Comment évaluer l'économie israélienne au prisme de son insertion internationale", 5 décembre, par L. Nayman, D. Ünal.

## THE CEPII NEWSLETTER

*La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ou des enjeux des sujets traités. La*



*Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée une dizaine de fois par an à ses 9 987 abonnés.*

*Une sélection des différents éclairages est présentée ici*

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp>

### **Focus**

L'Inflation Reduction Act – Comment l'Union européenne peut-elle répondre ?

### **Edito**

Les chocs et les transformations profondes de l'économie mondiale au cœur du programme de travail du CEPII pour l'année 2023.

### **Opinion**

Nouvelle mondialisation : "Aujourd'hui, l'enjeu est de ne pas rater la révolution induite par la transition écologique et l'intelligence artificielle".

### **Mot-clé**

Persistance de l'inflation : quel rôle pour les profits excessifs des entreprises ?

### **Faits & chiffres**

Suisse et Pologne : des enjeux électoraux parfois proches mais des votes contrastés.

### **Bases de données**

L'économie polonaise et l'Europe.

### **Podcast vidéo**

Les sanctions internationales sont-elles un outil efficace ?



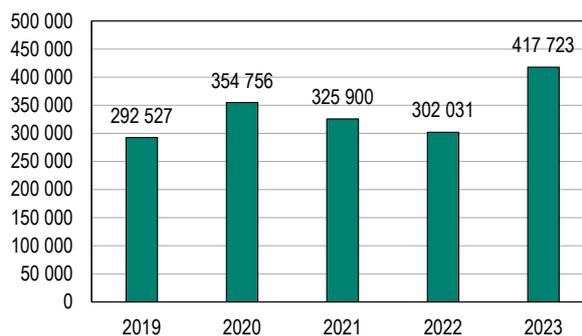


# Le site internet du CEPII

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Depuis la numérisation de l'ensemble des publications jusqu'en 2023, le site web du CEPII propose 615 *Documents de travail* depuis 1994 et 595 *Lettres du CEPII* (dont 157 en version anglaise) depuis 1979. Il propose également la consultation de 25 bases de données, 2 modèles et 2 infographies.

Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouvelles publications comprenant 23 *Documents de travail*, 5 *Policy Briefs*, 10 numéros de *La Lettre du CEPII*, 11 *Newsletters* en français, 11 *Newsletters* en anglais, 3 *Panorama* du CEPII, 48 billets de blogs ainsi que l'ouvrage collectif "*L'économie mondiale 2023*".

Nombre de sessions de consultation



*Note :* Un changement de l'outil pour les mesures d'audiences des sites du CEPII en mars 2023, passant de Xiti (AT-Internet) à Eulerian, a provoqué une disparité dans nos statistiques. Par conséquent, les chiffres pour 2023 ont été relevés avec la nouvelle solution Eulerian sur la période entre mars 2023 et mars 2024. Les chiffres avant 2023 proviennent de Xiti.

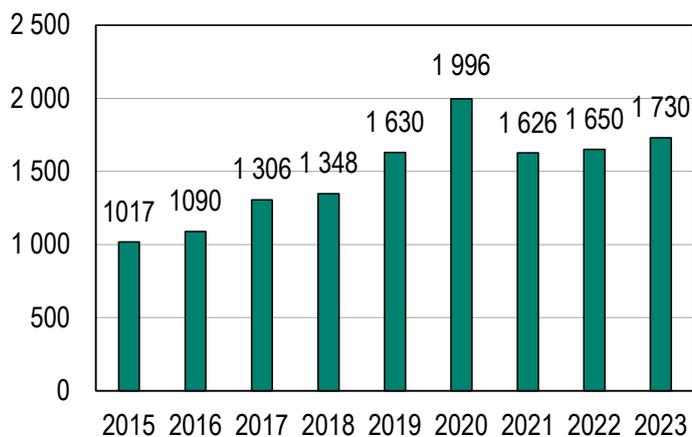


# La présence dans les médias du

# CEPII

En 2022, les économistes du CEPII ont publié 175 articles de presse, réalisé 21 interviews audio et vidéo et ont été cités dans de nombreuses publications. Au total, le CEPII est apparu 1 730 fois sur le web et dans la presse écrite.

**Nombre de mentions dans les médias.**



Source : Référencement par le CEPII et Meltwater.

## ARTICLES ET INTERVIEWS.

"La fin du zéro Covid en Chine, un effet limité sur l'économie française", *Le Monde*, 8 janvier, F. Chimits.

"End of China's zero-Covid policy expected to have limited effect on French economy", *Le Monde*, 8 janvier, F. Chimits.

"Plafond de la dette: "Les États-Unis ne risquent pas de vrai défaut de paiement"", *Les Échos*, 18 janvier, T. Grjebine.

"Forum de Davos : assiste-t-on à la fin de la mondialisation ?", *RCF*, 19 janvier, V. Vicard.



"Cours du baril et prix à la pompe, pourquoi tant de décalage ?", *Les Échos*, 21 janvier, V. Mignon.

"France-Allemagne : une relation économique intense mais déséquilibrée", *Les Échos*, 22 janvier, T. Grjebine.

"En Europe, le marché unique fête ses 30 ans, entre satisfaction et désillusion", *Le Monde*, 31 janvier, V. Vicard.

"Malgré la fin du zéro Covid, la croissance chinoise s'enlise", *Alternatives économiques*, 1<sup>er</sup> février, F. Chimits.

"Carburants : faut-il craindre une pénurie avec l'embargo sur le gazole russe ?", *La Croix*, 5 février, L. Ragot.

"Embargo sur le pétrole russe ? : quelle est l'efficacité des sanctions européennes ?", *La Croix*, 5 février, L. Ragot.

"La Chine menace plus la sécurité alimentaire mondiale que la guerre en Ukraine", *Slate*, 10 février, A. Bouët, C. Gouel, F. Chimits.

"Les vraies raisons du déficit commercial français", *Alternatives économiques*, 10 février, V. Vicard.

"Pourquoi la Chine, plus que la guerre en Ukraine, menace la sécurité alimentaire mondiale", *The Conversation*, 10 février, A. Bouët, C. Gouel, F. Chimits.

"D'où viennent les profits record des compagnies pétrolières et à quoi servent-ils ?", *The Conversation*, 13 février, V. Mignon.

"Pourquoi la Chine, plus que la guerre en Ukraine, menace la sécurité alimentaire mondiale", *La Tribune*, 13 février, A. Bouët, C. Gouel, F. Chimits.

"Exxon, Shell, TotalEnergies... : comment expliquer les profits records des compagnies pétrolières ?", *La Tribune*, 15 février, V. Mignon.

"Sommet de l'Union Africaine : la zone de libre-échange continentale africaine, bientôt réalité ?", *TV5 Monde*, 17 février, A. Bouët.

"Doit-on vraiment craindre le grand exode des entreprises européennes vers les USA ? Une étude pointe l'impact limité de l'IRA", *Business AM*, 21 février, A. Bouët.

"IRA: pourquoi il ne faut pas avoir peur des subventions américaines", *L'Opinion*, 21 février, A. Bouët.

"IRA: une étude relativise le risque d'exode des entreprises vers les États-Unis", *AFP*, 21 février, A. Bouët.

"L'«Inflation Reduction Act» des États-Unis aura un impact limité sur l'Europe", *La Tribune*, 21 février, A. Bouët.

"Europe: IRA ne va pas tuer l'industrie", *BFM Business*, 21 février, A. Bouët.

"Un an de guerre en Ukraine : un choc économique "asymétrique" qui met en péril l'industrie en Europe", *La Nouvelle République*, 21 février, T. Grjebine.

"Face au plan industriel américain, les trois réponses possibles de l'Europe", *Alternatives économiques*, 27 février, A. Bouët.

"Turquie ? : déjà fragile, l'économie secouée par le séisme", *La Croix*, 1<sup>er</sup> mars, D. Únal.



"Skilled immigration, task allocation, and the innovation of firms", *voxeu.org*, 6 mars, G. Orefice, G. Santoni, A. M. Mayda.

"Du prix du carbone aux prix à la pompe", *Les Échos*, 8 mars, V. Mignon.

"États-Unis : l'Inflation Reduction Act pourrait dissuader les investissements", *Le Moci*, 10 mars, A. Bouët.

"Choc énergétique – Un coût dur pour l'industrie européenne", *Option Finance*, 10 mars, T. Grjebine.

"Il est important de poursuivre les investissements pétroliers pour la réalisation de la transition énergétique", *Le Monde de l'énergie*, 14 mars, V. Mignon.

"Inflation Reduction Act : comment l'Union européenne peut-elle répondre aux incitations fiscales américaines ?", *The Conversation*, 15 mars, A. Bouët.

"En Turquie : le séisme est aussi économique", *Les Échos*, 15 mars, D. Ünal.

"Les multinationales européennes aimantées par les dollars de subventions américaines", *Le Monde*, 17 mars, A. Bouët.

"Inflation Reduction Act (IRA) : comment l'UE peut-elle répondre aux incitations fiscales américaines ?", *La Tribune*, 17 mars, A. Bouët.

"10 points sur les métaux stratégiques *Le Grand Continent*", 21 mars, V. Mignon, Emmanuel Hache.

"La transition écologique pourrait avoir un coût social important", *Les Échos*, 22 mars, A. Arquí, T. Grjebine.

"Transition écologique : un rapport alerte sur le risque de désastre social si l'industrie n'est pas renforcée", *Marianne*, 23 mars, A. Arquí, T. Grjebine.

"Emmanuel Macron confronté à la remontée du chômage", *Le Figaro*, 27 mars, A. Arquí, T. Grjebine.

"Pourquoi la désindustrialisation a été une catastrophe pour la France", *Le Figaro*, 27 mars, A. Arquí, T. Grjebine.

"L'enjeu de la transition écologique consiste à décarboner nos économies en évitant des effets délétères sur l'emploi", *Le Monde*, 28 mars, A. Arquí, T. Grjebine.

"La dérégulation bancaire aux États-Unis a-t-elle ressuscité les ruées bancaires ?", *The Conversation*, 28 mars, A. Arquí.

"Transition écologique : quels effets sur l'industrie et le marché du travail ?", *Vie-publique.fr*, 29 mars, A. Arquí, T. Grjebine.

"Avant les élections, la panique du patronat turc", *Les Échos*, 5 avril, D. Ünal.

"L'urgence climatique est-elle soluble dans l'économie ?", *RFI*, 7 avril, A. Bouët.

"Subventions ou taxes ? Les économistes cherchent la formule magique pour financer la décarbonation", *AFP*, 12 avril, L. Fontagné.

"À quoi servent les milliards engrangés par les grands groupes pétroliers ?", *La Nouvelle République*, 12 avril, V. Mignon.

"Inflation : le début de la fin ?", *France Culture*, 20 avril, P. Wibaux.

"Les Brics sont-ils vraiment devenus plus puissants économiquement que le G7 ?", *Le Figaro*, 20 avril, J. Héricourt.



- "Immigration : les étrangers pas plus délinquants que les autres, selon une étude", *Le Monde*, 21 avril, J. Valette.
- "États-Unis : des milliards investis pour leur réindustrialisation et le climat, l'Europe se réajuste", *Challenges*, 22 avril, A. Bouët.
- "Délinquance et immigration ne sont pas liées, selon une étude", *La Croix*, 23 avril, J. Valette.
- "Migrations et délinquance, une bonne claque aux idées reçues", *L'Humanité*, 24 avril, J. Valette.
- "L'Inflation reduction act américain : un danger pour la production automobile hexagonale ?", *The Conversation*, 26 avril, T. Mayer, V. Vicard.
- "Le rouble fait de la résistance... pour combien de temps ?", *Boursorama*, 2 mai, V. Mignon.
- "L'Inflation Reduction Act américain menace-t-il la production automobile française ?", *Le Journal du Dimanche*, 3 mai, T. Mayer, V. Vicard.
- "L'expérience historique montre que ce sont essentiellement les guerres qui ont mis au défi la résilience financière des États", *Le Monde*, 5 mai, M. Fouquin.
- "Série "Turquie, la République à l'heure des choix" : Économie : la pauvreté dans la croissance", *France Culture*, 5 mai, D. Ünal.
- "15 ans après la crise de 2008 : les règles anti-krach bancaire sont-elles efficaces ?", *L'Humanité*, 6 mai, A. Arquié.
- "L'immigration étudiante, entre bénéfices économiques et craintes des administrations", *The Conversation*, 8 mai, J. Gonnot.
- "La hausse des dettes publiques est-elle soutenable ?", *Alternatives économiques*, 8 mai, M. Fouquin.
- "En Turquie, les entreprises sous le choc de l'hyperinflation", *Le Figaro*, 9 mai, D. Ünal.
- "Entreprises chinoises : la mainmise du PCC *France Culture*", 10 mai, F. Chimits.
- "Élections en Turquie : le programme économique de l'opposition", *Les Échos*, 10 mai, D. Ünal.
- "Turquie : le spectre du séisme plane sur l'élection présidentielle", *Alternatives économiques*, 10 mai, D. Ünal.
- "Le plan de création d'emplois bénéficie-t-il aux territoires désindustrialisés ?", *France Culture*, 11 mai, A. Arquié, T. Grjebine.
- "France's plans to fight tax fraud 'lacks ambition', experts say", *euractiv.fr*, 11 mai, V. Vicard.
- "Investissements étrangers : la France toujours championne d'Europe, mais...", *L'Express*, 11 mai, V. Vicard.
- "Lutte contre la fraude fiscale : le plan français ne convainc pas Bruxelles", *euractiv.fr*, 11 mai, V. Vicard.
- "Turquie : pourquoi l'économie est un enjeu majeur de l'élection présidentielle", *Le Monde*, 11 mai, D. Ünal.



- "La Turquie : prête pour la démocratie ?", *La Chaîne Parlementaire (LCP)*, 12 mai, D. Ünal.
- "Turkey elections: Why the economy is a major issue", *Le Monde*, 12 mai, D. Ünal.
- "Élections en Turquie : les ingrédients d'une crise économique annoncée", *La Tribune*, 13 mai, D. Ünal.
- "Choose France : Macron à Versailles pour poursuivre sa séquence "réindustrialisation" de la France", *Challenges*, 14 mai, A. Arquí, T. Grjebine.
- "Industrie ? : Macron veut reverdir son blason", *L'Humanité*, 17 mai, A. Arquí.
- "Pourquoi Emmanuel Macron convoite tant les investissements étrangers", *La Tribune*, 17 mai, V. Vicard.
- "Pourquoi le lien entre immigration et délinquance est une illusion", *The Conversation*, 21 mai, J. Valette, A. Philippe.
- "Immigration : pourquoi le lien avec la délinquance est une illusion", *Le Journal du Dimanche*, 22 mai, A. Philippe, J. Valette.
- "La transition écologique va-t-elle créer ou supprimer des emplois?", *RFI*, 22 mai, A. Arquí.
- "Nouvelle mondialisation : "Aujourd'hui, l'enjeu est de ne pas rater la révolution induite par la transition écologique et l'intelligence artificielle"", *Le Monde*, 22 mai, I. Bensidoun, T. Grjebine, T. Grjebine.
- "Study finds no correlation between immigration and criminality in France", *Le Monde*, 22 mai, J. Valette.
- "L'évasion fiscale prospère dans la jungle des filiales", *L'Humanité*, 25 mai, V. Vicard.
- "L'économie, enjeu à venir pour le président turc", *France 24*, 28 mai, D. Ünal.
- "Turquie, Erdogan célèbre sa victoire", *France Info*, 28 mai, D. Ünal.
- "Présidentielle en Turquie : Recep Tayyip Erdogan face au défi d'une inflation record", *La Croix*, 29 mai, D. Ünal.
- "Recep Tayyip Erdogan réélu pour un troisième mandat", *BFM Business*, 29 mai, D. Ünal.
- "Paradis fiscaux. Comment on a changé le cours de l'histoire", *Alternatives économiques*, 1<sup>er</sup> juin, V. Vicard.
- "Inflation : la baisse de la TVA, un gain de pouvoir d'achat en trompe-l'œil", *La Tribune*, 1<sup>er</sup> juin, T. Grjebine.
- "Cédéao : Le racket sur les routes plombe les échanges agricoles!", *Afrimag*, 2 juin, A. Bouët, L. Maty Sall.
- "Dettes publiques: la reprise en mains des financiers?", *France Info*, 2 juin, T. Grjebine.
- "Les multinationales complexes sont les championnes de l'évasion fiscale", *La Libre*, 5 juin, V. Vicard.
- "Le déficit commercial de la France se stabilise", *Les Échos*, 7 juin, T. Grjebine.
- "Une économiste de Wall Street nommée à la tête de la Banque centrale turque", *Le Figaro*, 9 juin, D. Ünal.



- "L'Europe face à la Chine : le cas allemand", *France Culture*, 10 juin, F. Chimits.
- "Nominations économiques en Turquie : "Le but sera de ramener du bon sens dans la gouvernance"", *Libération*, 10 juin, D. Ünal.
- "Immigration et délinquance : derrière les chiffres, la manipulation", *France Info*, 18 juin, J. Valette.
- "Le "Sud global" existe-t-il ?", *Le Figaro TV*, 19 juin, D. Ünal.
- "La Turquie relève son taux directeur à 15 % pour la première fois depuis deux ans", *RFI*, 22 juin, D. Ünal.
- "Turquie: la banque centrale porte son taux directeur de 8,5 % à 15 %", *Le Figaro*, 22 juin, D. Ünal.
- "Réformes: Et maintenant, Macron vise le monde", *France 5*, 23 juin, T. Grjebine.
- "Le risque d'un manque de cohérence en Europe menace la réindustrialisation des pays de l'UE", *La Tribune*, 27 juin, T. Grjebine.
- "Nouveau pacte financier mondial : "Les coûts de la transition écologique seront démultipliés pour les pays africains"", *Le Monde*, 27 juin, G. Dufrénot.
- "En Turquie, la guerre contre l'inflation est lancée", *France Culture*, 27 juin, D. Ünal.
- "Réindustrialiser sans polluer, un parcours d'obstacles pour la France", *La Tribune*, 27 juin, T. Grjebine.
- "L'inflation par les profits", *Les Échos*, 4 juillet, A. Arquié, M. Thie.
- "L'Allemagne a connu trois défauts sur ses dettes et trois mutations monétaires à la suite de la guerre 1914-1918", *Le Monde*, 7 juillet, M. Fouquin.
- "The many channels of firms' adjustments to energy shocks: Evidence from France", *CEPR*, 18 juillet, L. Fontagné, G. Santoni.
- "La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement", *The Conversation*, 19 juillet, F. Morvillier, E. Perego.
- "Comment les investissements directs étrangers façonnent le commerce mondial de demain", *Le Monde*, 19 juillet, V. Vicard.
- "Turquie: la conversion tactique du sultan Erdogan à l'orthodoxie économique", *Les Échos*, 22 juillet, D. Ünal.
- "La stratégie des Américains pour attirer les industriels européens sur leur sol", *Capital*, 6 août, A. Bouët.
- "Remonter le poids de l'industrie à 15 % du PIB est un objectif très ambitieux", *Les Échos*, 7 août, T. Grjebine.
- "Déficit commercial français : "Dire que l'on produit trop cher est un raccourci"", *Le Républicain lorrain*, 8 août, A. Bouët.
- "Faillite d'Evergrande : Le géant déchu de l'immobilier fait trembler l'économie chinoise", *Challenges*, 18 août, C. Destais.
- "Sommet des Brics : une sortie du dollar est-elle réaliste ?", *L'Express*, 22 août, C. Grekou.



"Monnaie commune des Brics : la fin du roi dollar ?", *Le Point*, 23 août, Camille Macaire.

"Alerte sur le coût social de la transition énergétique", *L'Usine Nouvelle*, 26 août, A. Arquié, T. Grjebine, T. Grjebine.

"Un éclatement de la bulle immobilière ? C'est déjà arrivé... à Paris en 1991", *Marianne*, 26 août, T. Grjebine.

"En Russie, Erdogan à l'œuvre pour tenter de relancer l'accord sur les céréales ukrainiennes", *La Tribune*, 4 septembre, D. Ünal.

"Automobile : face à la Chine, le blues des constructeurs allemands", *L'Express*, 5 septembre, T. Grjebine.

"En Turquie, la baisse en demi-teinte de l'inflation pourrait être sanctionnée par Fitch", *La Tribune*, 7 septembre, D. Ünal.

"À l'heure actuelle, la monnaie BRICS relève plus d'un souhait que d'un projet très avancé", *Option Finance*, 8 septembre, C. Grekou.

"Pour échapper aux sanctions, la Russie se tourne vers l'Asie", *Alternatives économiques*, 8 septembre, C. Grekou, V. Mignon, L. Ragot.

"G20 : 'l'enjeu pour l'Europe et les États-Unis est d'éviter une fragmentation du monde'", *La Tribune*, 9 septembre, T. Grjebine.

"La délicate réindustrialisation des pays développés", *Les Échos*, 11 septembre, J. Héricourt.

"L'OMC s'inquiète d'une fragmentation de l'économie mondiale", *Le Monde Économie*, 12 septembre, I. Bensidoun.

"Le commerce est menacé de 'démondialisation'", alerte l'OMC *Le Progrès*, 12 septembre, T. Grjebine.

"Sanctions occidentales contre la Russie : l'Asie à la rescousse de Moscou", *The Conversation*, 12 septembre, C. Grekou, V. Mignon, L. Ragot.

"L'économie mondiale sur la voie d'une reconfiguration majeure", *Les Échos*, 12 septembre, T. Grjebine.

"L'Union européenne lance une enquête sur les subventions aux voitures électriques chinoises, qu'est-ce que cela va changer?", *Public Sénat*, 13 septembre, T. Grjebine.

"Pourquoi l'immigration ne coûte pas 54 milliards d'euros à l'économie française", *L'Express*, 13 septembre, L. Ragot.

"La fuite en avant de l'économie turque", *Diplomatie Magazine*, 15 septembre, D. Ünal.

"Comment les profits alimentent l'inflation *Alternatives économiques*", 18 septembre, A. Arquié, Malte Thie.

"Personne ne s'attendait à une réallocation des flux russes aussi rapide", *Le Moci*, 20 septembre, C. Grekou.

"Dégradation de la notation souveraine du Cameroun : quelles causes et quelles conséquences ?", *The Conversation*, 21 septembre, G. Dufrénot.



- "Les produits de santé : une filière de poids dans les échanges internationaux", *The Conversation*, 25 septembre, P. Cotterlaz, G. Gaulier, A. Sztulman, D. Ünal.
- "La Turquie aux abois en quête d'investisseurs", *Le Figaro*, 26 septembre, D. Ünal.
- "Le commerce mondial freine et se fragmente", *Le Figaro*, 6 octobre, I. Bensidoun.
- "Après s'être stabilisé, le déficit commercial se creuse à 8 milliards d'euros en août", *La Tribune*, 6 octobre, D. Mirza.
- "Industrie : qui sont les gagnants et les perdants de l'inflation?", *Les Échos*, 6 octobre, T. Grjebine.
- "Les banques européennes résisteront-elles à la transition énergétique?", *Boursorama*, 9 octobre, V. Mignon.
- "France-Allemagne : un match économique en plein renversement?", *Libération*, 9 octobre, T. Grjebine.
- "Le casse-tête de la mesure des aides publiques chinoises à l'industrie", *AGEFI*, 10 octobre, F. Chimits.
- "Pologne : le ralentissement économique se traduira-t-il dans les urnes ?", *The Conversation*, 13 octobre, D. Ünal.
- "Pologne : le ralentissement économique se traduira-t-il dans les urnes ?", *La Tribune*, 15 octobre, D. Ünal.
- "L'Europe sur des sables mouvants", *Futuribles*, 26 octobre, V. Vicard, P. Wibaux.
- "L'industrie au secours de la classe moyenne?", *Alternatives économiques*, 26 octobre, V. Vicard.
- "Les dépendances stratégiques de l'Union européenne sur longue période", *Futuribles*, 26 octobre, V. Vicard, P. Wibaux.
- "Suisse et Pologne : des enjeux électoraux parfois proches mais des votes contrastés", *The Conversation*, 30 octobre, D. Ünal.
- "Le grand retour des États dans la mondialisation", *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre, I. Bensidoun.
- "Une hausse des prix parfois exagérée?", *Option Finance*, 3 novembre, A. Arquí, Malte Thie.
- "La réindustrialisation est-elle en marche?", *La lettre de l'Expansion*, 6 novembre, T. Grjebine.
- "Erdogan change de recette économique", *Challenges*, 6 novembre, D. Ünal.
- "Régulariser des travailleurs sans papiers ne crée pas d'appel d'air", *Alternatives économiques*, 6 novembre, J. Valette.
- "Comment l'Europe en a (presque) fini avec la naïveté", *Les Échos*, 7 novembre, J. Héricourt.
- "La fragmentation du monde et le futur des monnaies internationales", *Alternatives économiques*, 14 novembre, Éric Monnet.



"Commande publique de biens manufacturés : qui recourt le plus aux importations ?", *The Conversation*, 14 novembre, T. Grjebine, J. Héricourt.

"Comment le changement climatique va redessiner les routes maritimes mondiales", *L'Express*, 15 novembre, C. Umana Dajud.

"Commande publique de biens manufacturés : qui recourt le plus aux importations ?", *La Tribune*, 16 novembre, T. Grjebine, J. Héricourt.

"Face au déficit commercial record de la France, Macron veut muscler les exportations des PME", *La Tribune*, 20 novembre, Daniel Mirza.

"Mondialisation. Pourquoi la "course vers le bas" n'a (presque) pas eu lieu", *Pour L'éco*, 20 novembre, A. Bouët.

"Pour gagner la bataille de l'export, l'État donne un coup de pouce aux entreprises à fort potentiel", *La Montagne*, 21 novembre, V. Vicard.

"Sanctions contre la Russie: une "perte de marché limitée" pour les exportateurs français", *BFM TV*, 27 novembre, C. Emlinger, K. Lefebvre.

"Des technologies européennes arrivent-elles en Russie via le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizistan ? "Possible"", *La Tribune*, 27 novembre, C. Emlinger, K. Lefebvre.

"En Turquie, les ménages s'endettent toujours plus pour faire face à l'inflation", *Les Échos*, 27 novembre, D. Ünal.

"Réindustrialisation, un "pognon de dingue" pour pas grand-chose", *L'Humanité*, 28 novembre, V. Vicard.

"L'État, cancre du Made in France, se rachète une conduite", *Challenges*, 2 décembre, T. Grjebine.

"Pourquoi l'Europe perd le match de la croissance face aux États-Unis", *Boursorama*, 4 décembre, V. Mignon.

"Comment évaluer l'économie israélienne au prisme de son insertion internationale", *The Conversation*, 4 décembre, L. Nayman, D. Ünal.

"Imposer les standards européens au reste du monde, un vœu pieux ?", *Agri Mutuel*, 5 décembre, C. Emlinger.

"«Croissance verte» ou décroissance ?", *Le 1 hebdo*, 6 décembre, L. Ragot.

"En Turquie, l'inflation demeure élevée malgré la hausse des taux d'intérêt", *Les Échos*, 8 décembre, D. Ünal.

"Les livraisons de pétrole russe à l'Inde entravées, alors que Moscou refuse d'être payé en roupies", *Le Monde*, 12 décembre, D. Ünal.

"Guerre en Ukraine : malgré les sanctions internationales, l'économie de la Russie reste florissante", *Europe 1*, 13 décembre, C. Grekou.

"Pour en finir avec les énergies fossiles, faudra-t-il en passer par la taxe carbone?", *BFM TV*, 13 décembre, L. Fontagné.

"La longue marche de la Chine vers la domination technologique", *Alternatives économiques*, 20 décembre, F. Chimits.

"La crise immobilière sonne le glas du modèle économique chinois *Alternatives internationales*", 22 décembre, C. Macaire, M. Aglietta.



"L'immigration tire-t-elle vraiment les salaires vers le bas?", *Capital.fr*, 22 décembre, A. Edo, J. Valette.

### INTERVIEWS AUDIO ET VIDÉO

"Le repli sur soi devient-il la règle?", *France Culture*, audio du 4 janvier, P. Wibaux.

"Le grand retour de la Chine", *France Culture*, audio du 14 janvier, F. Chimits.

"Carburant, pourquoi des prix élevés?", *France Info*, vidéo du 21 janvier, V. Mignon.

"Inflation Reduction Act: le protectionnisme "déguisé"", *Radio Classique*, audio du 26 janvier, Antoine Bouët.

"La Chine est-elle un simple partenaire économique pour les Européens?", *France Culture*, audio du 5 avril, F. Chimits.

"Peut-on réindustrialiser l'Europe?", RFI, audio du 11 avril, T. Grjebine.

"Économie turque : la pauvreté dans la croissance", *France Culture*, audio du 5 mai, D. Ünal.

"Turquie : Erdogan vacille", *France Culture*, audio du 6 mai, D. Ünal.

"L'économie, enjeu clé des élections en Turquie", *France Info*, vidéo du 12 mai, D. Ünal.

"Quelles conséquences aux résultats de l'élection présidentielle en Turquie?", *France Culture*, vidéo du 15 mai, D. Ünal.

"Turquie : Erdogan fait mentir les sondages", *Public Sénat*, vidéo du 15 mai, D. Ünal.

"La dette publique aux États-Unis et en France", *France 5*, vidéo du 2 juin, T. Grjebine.

"Nouveau pacte financier mondial", *France 5*, vidéo du 23 juin, T. Grjebine.

"UE – MERCOSUR : un accord de libre-échange équitable est-il possible?", *Le Temps du débat d'été*, audio du 17 juillet, A. Bouët.

"G20 : vers une recomposition du commerce entre "amis"?", *France Culture*, audio du 8 septembre, T. Grjebine.

"Va-t-on vers une démondialisation de l'économie?", RFI, audio du 18 septembre, T. Grjebine.

"Inflation, énergie, confiance...quel panorama macroéconomique pour la rentrée 2023", *AL24news*, vidéo du 12 octobre, D. Ünal.

"Dettes publiques : l'arme fatale contre les crises?", Xerfi Canal, vidéo du 19 octobre, M. Fouquin.

"L'économie israélienne à l'aune de la guerre", *1RCF Belgique*, audio du 6 décembre, D. Ünal.

"Immigration : quel impact sur les salaires?", *BFMTV*, vidéo du 16 décembre, J. Valette.

"Sanctions UE contre la Russie : un impact difficilement mesurable", *France Culture*, audio du 20 décembre, C. Grekou.



## CITATIONS

Économiquement, 2023 ne sera pas (non plus) une année facile", *Slate.fr*, 3 janvier.

"Davos: There's life in global capitalism yet", *Financial Times*, 18 janvier.

"L'économie mondiale 2023", *Le monde diplomatique*, 1<sup>er</sup> février.

"Clothing companies look to reduce China manufacturing exposure", *Financial Times*, 18 février.

"La France a attiré en 2022 un nombre record de projets d'investissements étrangers", *Libération*, 27 février.

"Chine : comment l'usine du monde compte redémarrer", *La Tribune*, 1<sup>er</sup> mars.

"Les sanctions occidentales sapent bel et bien la puissance économique russe", *Les Échos*, 31 mars.

"Déclassement : le déficit commercial de la France au plus haut depuis 1949", *Marianne*, 10 mai.

"Emploi : les gagnants et les perdants de la transition écologique", *La Tribune*, 24 mai.

"Le climat est-il vraiment une opportunité pour réindustrialiser l'Europe ?", *La Tribune*, 30 juin.

"Quel bilan pour la loi américaine IRA? "Les résultats ne sont pas à la hauteur de la frayer", *BFM TV*, 7 août.

"Aux racines de la crise de la mondialisation", *Challenges*, 18 août.

"La désoccidentalisation du monde n'est pas pour demain", *Les Échos*, 8 septembre.

"Commerce international : l'OMC redoute la fragmentation des échanges par "blocs", *Le Moci*, 14 septembre.

"10 livres à lire cette rentrée", *Alternatives économiques*, 16 septembre.

"Comment le travail des immigrés contribue à limiter la pénurie de main-d'œuvre en France", *Le Monde*, 22 septembre.

"Vérification. Marion Maréchal affirme que la moitié de la délinquance à Marseille est due aux étrangers, vrai ou faux?", *France 3*, 22 septembre.

"En Europe, la taxe carbone aux frontières pourrait rapporter 3 milliards d'euros", *La Tribune*, 29 septembre.

"Chine : la consommation des ménages tourne au ralenti", *Le Moci*, 4 octobre.

"Climate Change Is Driving a Global Water Trade You Can't See", *Bloomberg*, 18 octobre.

"Les polémiques de l'immigration : combien coûte (ou rapporte) l'immigration?", *Le Point*, 6 novembre.

"Investors Betting On Suriname's Offshore Discoveries", *Forbes*, 12 novembre.

"L'embargo imposé à la Russie nuit peu aux exportations hexagonales/ Le contournement des sanctions n'y est pas étranger", *wansquare.com*, 27 novembre.



"Instituts économiques : le scénario d'une fusion entre l'OFCE et le CEPII", *Les Échos*, 27 décembre.

"La commande publique européenne friande d'importations / Les États-Unis protègent bien leur tissu économique", *Wansquare.com*, 28 décembre.



# Les rencontres du CEPII

## ■ Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII

### **22<sup>nd</sup> Doctoral Meetings in International Trade and International Finance**

Organisé par le Réseau RIEF (Research in International Economics and Finance), en collaboration avec le CEPII, le Cepremap, l'Université libre de Bruxelles et le FNRS. Le CEPII est partenaire du réseau.

16 - 17 mars

### **Le Printemps de l'économie 2023 : Action ! L'heure de l'engagement**

Le CEPII est partenaire du Printemps de l'économie.

5 - 7 avril

### **Les entreprises françaises face au choc énergétique**

Séminaire CEPII-Banque de France sur la compétitivité et l'attractivité de la France.

10 mai

### **IMF's Regional Economic Outlook for Europe. Taming inflation without a recession: Europe's growth and inflation outlook and its policy implications**

Conférence co-organisée avec France stratégie.

15 mai

### **Les promesses de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)**

Séminaire compétitivité sur les politiques industrielles en France, co-organisé avec la Banque de France.

8 juin

### **Junior Workshop on The Economics of Migration**

Co-organisé avec l'Institut Convergences Migrations (CNRS), LISER, CERDI, CBS, PSE, Université du Luxembourg (UNI), Université Carlos III de Madrid (UC3M).

15 - 16 juin

### **Politiques commerciales dans le nouveau contexte mondial**

Séminaire du CEPII.

10 - 11 juillet



6 septembre	<p><b>L'économie mondiale en phase de recomposition</b></p> <p>Conférence de présentation de l'ouvrage annuel du CEPII "L'économie mondiale 2024".</p>
9 - 13 octobre	<p><b>Les Rendez-vous de l'histoire 2022 : Les vivants et les morts</b></p> <p>Le CEPII est partenaire des Rendez-vous de l'histoire 2023.</p>
14 - 16 novembre	<p><b>Les journées de l'économie (JÉCO) : Surmonter nos fragilités</b></p> <p>Le CEPII est partenaire scientifique des Journées de l'économie (JÉCO) 2023.</p>
22 novembre	<p><b>L'automobile européenne au défi de l'émergence des constructeurs chinois</b></p> <p>Séminaire CEPII-Banque de France sur la compétitivité et l'attractivité de la France.</p>
11 - 12 décembre	<p><b>"Immigration in OECD Countries". 13<sup>th</sup> Annual International Conference</b></p> <p>Organisé avec l'OCDE, l'Université de Lille (LEM), Paris School of Economics, Fondazione Rodolfo DeBenedetti (FRDB), l'Université du Luxembourg et LISER.</p>
<p><b>SÉMINAIRES DE RECHERCHE</b></p>	
26 janvier	<p>"Trusting Immigrants", par Cevat Aksoy, European Bank for Reconstruction and Development &amp; King's College London (co-auteurs B.Eichengreen, A. Litina, C. Yu et C. Ozguze).</p>
1 <sup>er</sup> juin	<p>"The Trade-Creating Effect of Immigrants: Evidence from Detailed Consumption Data", par Christophe Albert, Collegio Carlo Alberto, Turin (co-auteurs Torsten Jaccard and Brett McCully).</p>
8 juin	<p>"Displacement effects in manufacturing", par Ines Helm, Ludwig Maximilian University of Munich (co-auteurs Alice Kügler and Uta Schönberg).</p>
22 juin	<p>"Breaking the ice: The persistent effect of pioneers on trade relationships", par Tom Raster, Paris School of Economics.</p>
28 septembre	<p>"Optimal monetary policy, tariff shocks and exporter dynamics", par Masahige Hamano, Waseda University, Tokyo (co-auteurs Francesco Pappada and Maria Teresa Punz).</p>
30 novembre	<p>"When Non-Native Speakers Compete for Top Schools: Displacement and Peer Effects in Primary Education", par Francesco Fasani, Université de Milan, CEPR, CReAM et IZA (co-auteurs Elisa Facchetti, Elisabetta Pasini, Barbara Petrongolo).</p>
7 décembre	<p>"Endogenous automation", par Aurélien Eyquiem, HEC Lausanne, Université de Lausanne et OFCE (co-auteur Stéphane Auray).</p>
14 décembre	<p>"Do immigrants hurt local public finances? Evidence from Italy", par Anna Maria Mayda, Georgetown University, Washington.</p>



## SÉMINAIRES INTERNES

"Trade and Infrastructure Integration in Africa", par Gianluca Santoni (co-auteurs L. Fontagné, M. Lebrand, S. Murray, M. Ruta).	2 février
"Are Mass Layoffs Individually Costly but Socially Beneficial?", par Axelle Arquié et Thomas Grjebine.	29 juin
"Protection of Geographical Indications in Trade Agreements: is it worth it?", par Charlotte Emlinger (co-auteur Karine Latouche, INRAE).	21 septembre
"The instruments of profit shifting", par Vincent Vicard.	16 novembre

## Rencontres organisées par le Club du CEPII

<p><b>Sovereign debt of emerging countries" with</b></p> <p>avec Frank Gill, Senior Director et EMEA Sovereign Specialist, Standard &amp; Poor's Global Ratings.</p>	10 février
<p><b>Réalités de l'immigration, médias et opinions publiques</b></p> <p>avec Anthony Edo, économiste, spécialiste des questions migratoires, CEPII et Jérôme Valette, économiste, CEPII; Chef du département DYNAMICS, Institut Convergences Migrations.</p>	16 février
<p><b>Les mesures protectionnistes de l'Inflation Réduction Act américain : quelle en sera la portée? Comment l'Union Européenne peut-elle réagir ?</b></p> <p>avec Antoine Bouët, directeur, CEPII; professeur d'économie, Université de Bordeaux et Laurence Nardon, chercheuse, Responsable du programme Amérique du Nord, Ifri.</p>	6 mars
<p><b>Les sanctions internationales sont-elles un outil efficace ?</b></p> <p>avec Agathe Demarais, Directrice des prévisions mondiales de l'Economist Intelligence Unit (EIU).</p>	30 mars
<p><b>Dettes publiques et souveraineté nationale : quels sont les enseignements de l'histoire</b></p> <p>avec Michel Fouquin, Conseiller au CEPII et Jérôme Sgard, Professeur d'économie politique, Sciences Po.</p>	18 avril
<p><b>IMF WEO 2023: short-term and longer term outlook for the global economy in an increasingly fragmented world</b></p> <p>avec Mehdi Benatiya Andaloussi, Economist in the World Economic Outlook Division of the IMF's Research Department, Andrea F. Presbitero, Economist in the Research Department of the IMF; CEPR Research Fellow in the Inter-</p>	24 avril



- national Macroeconomics and Finance programme ; Associate Fellow at Johns Hopkins University, SAIS Europe et Jérôme Héricourt, Scientific Advisor, Macroeconomics and International Finance program, CEPII.
- 10 mai **Turquie : des élections clés sur fond de débâcle économique**  
avec Deniz Ünal, économiste, CEPII et Sinan Ülgen, fondateur et associé gérant, Istanbul Economics.
- 12 juillet **The unbearable investment gap facing developing countries in the fight against climate change**  
avec Amelia Santos Paulino, Chief, Investment Issues & Analysis Section, UNCTAD et Vincent Vicard, Deputy Director and Head of the International Trade Analysis scientific programme, CEPII.
- 26 septembre **Biens, services, filiales à l'étranger... une perspective globale sur les échanges extérieurs de la France des 20 dernières années**  
Présentation de "UNCTAD's 2023 World Investment Report", avec Daniel Mirza, Professeur, Université de Tours ; chercheur, Laboratoire d'économie d'Orléans (LEO) ; chercheur associé au GEP, Université de Nottingham (Royaume-Uni) et au CEPREMAP.
- 10 octobre **Comment s'y retrouver dans le maquis des aides chinoises à l'industrie ?**  
avec François Chimits, économiste, CEPII ; analyste, Mercator Institute for China Studies (MERICS).
- 18 octobre **Cartographier les vulnérabilités de l'Union européenne**  
avec Vincent Vicard, Adjoint au directeur du CEPII et responsable du programme scientifique Analyse du Commerce International, Pauline Wibaux, économiste, CEPII et Sylvie Matelly, Directrice, Institut Jacques Delors.
- 7 décembre **Immigration Economics and Immigration Policy**  
avec George J. Borjas, Robert W. Scrivner Research Professor of Economics and Social Policy at the Harvard Kennedy School.
- 12 décembre **Les sanctions à l'encontre de la Russie : un "coût" d'épée dans l'eau?**  
avec Charlotte Emlinger, économiste, CEPII et Carl Grekou, économiste, CEPII.
- 15 décembre **Comment la "polycrise" affecte-t-elle les scénarios de décarbonation et les risques pour les institutions financières ?**  
Présentation de la récente IMF Staff Climate Note, avec Charlotte Gardes-Landolfini, Climate Change, Energy & Financial Stability Expert, Monetary and Capital Markets Department, FMI et William Oman, économiste, Monetary and Capital Markets Department, FMI.



# Participation des économistes du CEPII à des groupes de travail et comités d'experts

## ISABELLE BENSIDOUN

Printemps de l'économie 2023 : préparation du questionnaire pour le sondage sur les Français et l'engagement.

## ANTOINE BOUËT

Membre du IATRC Consortium.

Non-Resident Senior Research Fellow, IFPRI - MTID, Washington DC, US.

Membre du Conseil de l'OFCE.

## CHARLOTTE EMLINGER

Participation au projet Européen Horizon 2020 BATModel

COFIL de l'étude du MASA sur "l'évaluation des concessions commerciales soutenables pour les filières agricoles"

Program Committee IATRC (International Agricultural Trade Research Consortium)

## LIONEL FONTAGNÉ

Research Fellow, CESifo, Munich.

Membre du comité scientifique de *Annals of Economics and Statistics*.

Conseiller de la Direction de l'Économie de la Coopération Internationales, Banque de France.

## MICHEL FOUQUIN

Membre du comité scientifique des Journées de l'économie de Lyon.

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

## CHRISTOPHE GOUEL

Participation au groupe de travail pour le rapport Pisani-Mahfouz "Évaluation des impacts macroéconomiques de la transition écologique".



**THOMAS GRJEBINE**

Membre du groupe de travail interministériel sur la stratégie économique européenne et les politiques industrielles en Europe.

Membre de la mission ministérielle Lluansi sur l'avenir des politiques industrielles en France (Bercy).

**HOUSSEIN GUIMBARD**

Membre du comité scientifique du Colloque "Moins-disant ou mieux-disant normatif dans les échanges internationaux" pour la sélection d'articles (Université de Bordeaux).

**JÉRÔME HÉRICOURT**

Membre du comité Scientifique des Doctoriales en Économie et Finance Internationales, organisées par le RIEF (Research in International Economics and Finance).

Éditeur associé, *China Economic Review*.

**THIERRY MAYER**

Directeur du département d'économie de Sciences Po 2019-2024.

Membre du comité éditorial du *Journal of International Economics*, de *Regional Science and Urban Economics* et du *Journal of Regional Science*.

Organisateur du Paris Trade Seminar.

**VALÉRIE MIGNON**

Présidente de la section 05 (Sciences économiques) du Conseil National des Universités (CNU).

Membre de la Commission Recherche de l'Université Paris Nanterre.

Responsable de l'axe Macroéconomie Internationale, Banque et Économétrie Financière du laboratoire EconomiX (UMR 7235), CNRS et Université Paris Nanterre.

Co-rédacteur en chef d'*International Economics*.

Membre des comités éditoriaux de *Energy Policy*, *Finance*, *Économie et Prévision*, *Economics Bulletin* et *Journal of Asset Management*.

Membre du comité d'orientation de *La Revue de l'Énergie*.

Secrétaire générale de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE).

Membre du Comité de datation des cycles de l'économie française (CDCEF).

Membre élue au Cercle des Économistes.

Co-responsable des Journées annuelles d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance", Paris, 15 novembre 2023.

Membre du comité scientifique du congrès annuel de l'AFSE.

Membre du jury du prix de thèse de l'AFSE



Membre du jury du Prix Colbert de la Fondation Colbert - Institut de France.  
Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche et auprès du HCERES.  
Membre des comités de sélection 2023 des universités de Caen, Grenoble Alpes, Lorraine et Orléans..  
Membre nommé au Conseil scientifique de la Direction générale des douanes et des droits indirects (depuis décembre 2021).

#### CRISTINA MITARITONNA

Participation au groupe de travail CEPII/UNECA, soutien à l'UNECA avec des simulations utilisant le modèle MIRAGE-Power du Cepii.

#### JOAQUIM OLIVEIRA MARTINS

Président du Centre d'Information et de Réflexion sur l'Économie Mondiale (CIREM).

#### ERICA PEREGO

Rapporteur pour les revues à comité de lecture *Journal Applied Economics* et *The Singapore Economic Review*

#### LIONEL RAGOT

Membre élu au Comité Directeur de l'Association française de Sciences Économiques (AFSE).  
Responsable de l'Axe Développement Durable, Environnement et Énergie (DDEE) du laboratoire EconomiX.

#### HILLEL RAPOPORT

Co-directeur du groupe de recherche GPET (Global Political Economy and Trade) à l'École d'Économie de Paris.  
Directeur du Département "Dynamics" (économie et démographie) de l'Institut Convergences Migrations.

#### ARIELL RESHEF

Membre du Centre d'économie de la Sorbonne et de l'École d'économie de Paris.  
Directeur de Recherche au CNRS.  
Membre du réseau CESifo

#### GIANLUCA SANTONI

Rapporteur pour les revues *World Bank Economic Review*, *European Economic Review*, *The World Economy*, *Journal of Regional Science*, *International Migration Review*, *Review of International Economics*, *World Development*, *International Economics*.



**FARID TOUBAL**

Co-éditeur de l'*European Economic Review*.

Research Fellow au CEPR.

Research Network member au CESifo.

**JÉRÔME VALETTE**

Directeur du département Dynamics, Institut Convergences Migrations.

Research Fellow, PSE, International Migration Economics Chair.

Research Fellow, IZA - Institute of Labor Economics, Bonn.

**VINCENT VICARD**

Membre du RIEF (Research in International Economics and Finance).

Représentant CEPII au sein de l'EUR PgSE.

Membre du Comité d'Accès aux Données de la Banque de France.

Co-organisateur du séminaire compétitivité (CEPII-Banque de France).



# Les relations partenariales du

# CEPII

## ■ CEPII-PSE

### PARTENARIAT CEPII-PSE

#### POUR LES POLITIQUES INTERNATIONALES ET ENVIRONNEMENTALES

Ensemble, PSE et le CEPII visent à mettre l'excellence académique au service de la compréhension des grands enjeux économiques internationaux, avec une attention particulière portée aux questions environnementales.

## ■ EconPol Europe

### EUROPEAN NETWORK FOR ECONOMIC AND FISCAL POLICY RESEARCH

EconPol Europe est un réseau européen qui réunit des universités et des centres de recherche afin de coordonner leur expertise scientifique pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne. Le réseau a été fondé au printemps 2017 par l'Institut Ifo et huit autres centres de recherche européens renommés.

Les membres fondateurs sont : ifo Institute – Leibniz Institute for Economic Research at the University of Munich e. V. (ifo; Munich, Germany), Centre for European Policy Studies (CEPS; Brussels, Belgium), Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII; Paris, France), Institute for Advanced Studies (IHS; Vienna, Austria), Toulouse School of Economics (Toulouse, France), University of Oxford (Centre for Business Taxation) (Oxford, Great Britain), Università di Trento (Department of Economics and Management) (Trento, Italy), VATT Institute for Economic Research (VATT; Helsinki, Finland) and Centre for European Economic Research (ZEW; Mannheim, Germany).

Le réseau a été créé à l'initiative du ministère allemand des Finances pour intensifier les recherches transfrontalières et approfondir les coopérations en Europe. L'objectif est de répondre aux défis économiques que rencontre l'Union européenne via des éclairages scientifiques.



## ELSNIT

### EURO-LATIN STUDY NETWORK ON INTEGRATION AND TRADE

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres : Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'IfW (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de EUI (l'European University Institute, Italie), de l'IBEI (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'University of St. Gallen (Suisse), du CEP (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du CEPR (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'IDB (Inter-American Development Bank – représenté par INT et INTAL).

## GTAP

### GLOBAL TRADE ANALYSIS PROJECT

Le CEPII est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (ministère de l'Économie et des Finances).

## JECO

### LES JOURNÉES DE L'ÉCONOMIE

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

## Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée nationale.



## Partenariat CEPII-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEPII, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

## RIEF

### RESEARCH IN INTERNATIONAL ECONOMY AND FINANCE

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres : ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Économie et en Statistique, France), CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), GREQAM (Groupement de Recherche en Économie Quantitative d'Aix Marseille, France), IFPRI (International Food Policy Research Institute, États-Unis), PSE (Paris-Jourdan Sciences Economiques, France), THEMA (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), ULB (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & Université de Paris I (France).

## TTIP-ITN

### TRANSATLANTIC TRADE AND INVESTMENT PARTNERSHIP – INTERNATIONAL TRAINING NETWORK

L'objectif du Réseau de formation innovante TTIP (TTIP-ITN) est de favoriser la recherche interdisciplinaire sur le TTIP, entre chercheurs de renommée mondiale et praticiens de toutes les disciplines pertinentes du droit – constitutionnel, marché intérieur de l'UE, droit des relations extérieures, droit commercial international et droit international, ainsi que science politique, relations internationales, études commerciales et économie. Les réseaux de formation innovants (ITN) visent à former une nouvelle génération de chercheurs en début de carrière.

Sont membres du Consortium : The University of Birmingham, Eidgenoessische Technische Hochschule (ETH) Zuerich, Universita degli Studi di Torino, The University of Nottingham, Ifo Institut, Erasmus Universiteit Rotterdam, Universität Passau, Egmont – Institut Royal des Relations Internationales, German University of Administrative Sciences Speyer, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, PSE – Ecole d'économie de Paris, The City University





# Rapport d'activité 2023

CEPII

## CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

## IMPRESSION

DSAF/DPL/PGFDI

## CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07

[www.cepii.fr](http://www.cepii.fr)

## SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en septembre 2024

Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) est le principal centre français de recherche et d'expertise en économie internationale. Les analyses et études du CEPII sur le commerce international, la macroéconomie et les finances, les politiques commerciales et les migrations contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques. Le CEPII produit des bases de données et renforce le dialogue entre chercheurs, décideurs de la sphère publique ou privée et acteurs de la société civile à travers l'organisation de nombreuses conférences.

Fondé en 1978 et placé auprès du Premier ministre, le CEPII fait partie du réseau coordonné par France Stratégie.

## Rapport d'activité

# CEPII

© CEPII, PARIS, 2024

Centre d'études prospectives  
et d'informations internationales  
20, avenue de Ségur  
TSA 10726  
75334 Paris Cedex 07

contact@cepii.fr  
www.cepii.fr – @CEPII\_Paris  
Contact presse : presse@cepii.fr

*Rapport d'activité du CEPII*  
Bilan des recherches, publications,  
colloques de l'année précédente.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Antoine BOUËT

RÉALISATION :  
Sophie DE SALÉE

ISSN 2402-5968

Pour s'inscrire à  
La Newsletter du CEPII :  
[www.cepii.fr/Resterinforme](http://www.cepii.fr/Resterinforme)

Ce Rapport d'activité est publié  
sous la responsabilité de la direction  
du CEPII.

RECHERCHE ET EXPERTISE  
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

